

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA THÉORIE DU RÔLE EN POLITIQUE DE SÉCURITÉ INTERNATIONALE :
LE CAS DU CANADA DANS LA LUTTE CONTRE DAECH

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
LAURA PELLETIER-BONNIER

MARS 2018

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je souhaite remercier vivement le professeur Justin Massie de l'UQAM, mentor dévoué qui m'a guidée dès mon entrée dans les méandres des cycles supérieurs universitaires et de la recherche en science politique. Je tiens à le remercier de m'avoir soutenue dans ce projet de recherche et dans bien d'autres, et de m'avoir donné la chance de prendre part à des projets de recherche extrêmement enrichissants. Grâce à lui, je ressors de ces deux années de maîtrise avec un tout nouveau bagage intellectuel. J'aimerais également remercier ma famille, notamment Olivier, Émilie, Yves, Denyse, Rolland, Maria, Shandy, Maurice et mes beaux-parents, qui m'ont encouragée tout au long du projet. Je n'aurais pas non plus réussi ce dernier sans mes collègues de maîtrise et mon amie Sophie Daviault, qui a été une partenaire de travail incroyable. Je souhaite aussi remercier les professeurs Stéphane Roussel de l'ÉNAP et Jonathan Paquin de l'Université Laval pour leurs précieux commentaires et critiques de ce mémoire, et la professeure Allison Harell de l'UQAM pour l'aide qu'elle m'a offerte durant les deux dernières années. Je voudrais également remercier Ariane Généreux et Katherine V. R. Sullivan, de l'Université de Montréal, qui m'ont inspirée tout au long de ce projet. Enfin, je tiens à remercier Julie-Maude Beauchesne de l'Université de Montréal et la professeure Veronica Kitchen de l'Université du Waterloo pour leurs précieux commentaires en lien avec ma recherche donnés lors du Colloque annuel de Women in International Security Canada.

TABLES DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	V
LISTE DES TABLEAUX.....	VI
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	VII
RÉSUMÉ.....	VIII
ABSTRACT	IX
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I LA PARTICIPATION DU CANADA À UNE INTERVENTION MILITAIRE MULTINATIONALE DIRIGÉE PAR LES ÉTATS-UNIS.....	3
CHAPITRE II DÉMOCRATIES EN GUERRE.....	13
2.1 Les explications réalistes	14
2.2 Les explications libérales.....	20
2.3 Les explications constructivistes	26
2.4 Les modèles intégrés.....	29
2.5 La théorie du rôle.....	31
CHAPITRE III CADRE THÉORIQUE LIBÉRALO-CONSTRUCTIVISTE	36
3.1 Les préférences en politique de sécurité internationale.....	36
3.1.1 Les conceptions du rôle national.....	37
3.1.2 Les différences de conception du rôle inter- et intra-étatiques	38
3.1.3 Les rôles canadiens	43
3.2 Les contraintes à la mise en œuvre des préférences	53
3.3 Le type de contribution militaire	56

3.4	Méthodologie.....	59
3.4.1	L'analyse de contenu qualitative.....	60
3.4.2	La reconstitution du processus décisionnel.....	64
CHAPITRE IV LE GOUVERNEMENT HARPER ET LA LUTTE CONTRE DAECH.....		68
4.1	Les conceptions du rôle national présentes au sein du PCC de 2001 à 2006	70
4.1.1	Harper et la conception du rôle d'allié fiable.....	72
4.1.2	Rempel et la conception du rôle d'allié fiable	75
4.1.3	Les « autres » conservateurs et les guerres en Afghanistan et en Irak	76
4.2	Début de la lutte canadienne contre Daech en Irak	80
4.3	La participation du Canada aux frappes aériennes contre Daech	86
4.4	L'élargissement des frappes à la Syrie	90
CHAPITRE V LE PARTI LIBÉRAL DE JUSTIN TRUDEAU ET LA LUTTE CONTRE DAECH.....		95
5.1	Les conceptions du rôle national présentes au sein du PLC de 2006 à août 2014	98
5.1.1	Trudeau et la conception du rôle de bon citoyen international	99
5.1.2	Butts et la conception du rôle de bon citoyen international	101
5.1.3	Les « autres » libéraux et la guerre en Afghanistan.....	104
5.2	Le soutien libéral à un rôle de non-combat pour le Canada en Irak	109
5.3	Les frappes aériennes canadiennes en Irak et le conflit de rôles du PLC.....	111
5.4	Le refus du PLC de soutenir l'élargissement des frappes aériennes à la Syrie	115
5.5	La montée du rôle d'allié fiable chez les libéraux durant la campagne électorale	118
5.6	La mission militaire libérale contre Daech.....	120
CONCLUSION.....		128
ANNEXE A LES SIX QUESTIONS POSÉES À CHAQUE CAS D'ÉTUDE.....		137
RÉFÉRENCES.....		139

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1.1 Marge de manœuvre et contrainte dans la mise en œuvre des préférences de l'exécutif canadien en politique de sécurité internationale	6

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
3.1 Typologie des rôles canadiens associés aux partis politiques ayant pris le pouvoir dans l'ère post-11 septembre	44
3.2 Grille d'analyse.....	63
4.1 Résultats des analyses de contenu des textes de Harper et Rempel	72
5.1 Résultats des analyses de contenu des textes de Trudeau et Butts	99

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

Daech	Dawlat islamiya fi 'iraq wa sham, traduit de l'arabe au français par « L'État islamique en Irak et au Levant ». En anglais : Daesh.
É-U	États-Unis
FAC	Forces armées canadiennes
FOS	Force d'opérations spéciales
MDN	Ministère de la Défense nationale du Canada
NPD	Nouveau parti démocratique du Canada
ONU	Organisation des Nations unies
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique nord
PCC	Parti conservateur du Canada
PLC	Parti libéral du Canada
PSIC	Politique de sécurité internationale du Canada
RDC	République démocratique du Congo
UE	Union européenne

RÉSUMÉ

L'intervention militaire canadienne contre Daech soulève des questionnements quant à la politique de sécurité internationale du Canada. D'un côté, le gouvernement conservateur de Stephen Harper, pourtant qualifié par certains de « guerrier », a proposé de 2014 à 2015 une intervention proactive de combat, mais relativement peu risquée. De l'autre, le gouvernement libéral de Justin Trudeau, perçu davantage comme « pacifiste », a opté dès 2016 pour une intervention de non-combat, mais déployé un grand nombre de soldats près des lignes de front. Comment expliquer les contributions militaires du Canada, à titre de démocratie libérale, dans les interventions militaires multinationales dirigées par les États-Unis dans l'ère post-11 septembre ? Ce mémoire développe un cadre théorique libéralo-constructiviste qui défend l'idée que la conception du rôle national dominante d'un exécutif, qui est influencée par son idéologie et la culture stratégique de l'État, génère une préférence pour un type d'intervention. Celle-ci est toutefois contrainte par les attentes des alliés relayées par des groupes internes importants aux yeux de l'exécutif. De cela résulte la contribution militaire, qui varie en fonction du niveau de risque, de combativité et de la taille du contingent. L'argument est démontré en étudiant les missions militaires canadiennes contre Daech à l'aide des méthodes de l'analyse de contenu qualitative et de la reconstitution du processus décisionnel. Chez l'exécutif de Harper, la domination d'une conception du rôle d'allié fiable a entraîné une participation relativement minimaliste aux opérations de combat. Quant à celui de Trudeau, il a d'abord dû résoudre un conflit de rôles intra-parti opposant ceux de bon citoyen international et de défenseur des valeurs libérales, puis a fait face aux attentes des alliés, relayées par une majorité d'électeurs libéraux, de maintenir une participation active. Cela a résulté en une contribution de non-combat, mais plus risquée et impliquant un important contingent.

Mots clés : Mots clefs : Théorie du rôle, Canada, sécurité internationale, Daech, Irak.

ABSTRACT

The Canadian military intervention against Daesh raises questions regarding the country's international security policy. On one side, Stephen Harper's conservative government, usually considered as a warmonger, proposed a proactive contribution, but involving relatively little risk. On the other, Justin Trudeau's liberal government, perceived as a pacifist, sent an important number of soldiers close to the frontlines. How can Canada's military contributions in US-led multinational interventions in the post 9/11 era, as a Liberal democracy, best be explained? This master's thesis develops a liberal-constructivist theoretical framework defending the idea that the executive's dominant national role conception — which is influenced by its ideology and the country's strategic culture — brings a preference for a certain type of military contribution. However, this preference is constrained by allies' expectations if these are shared by internal groups valued by the executive. From this mechanism results a certain type of military contribution, which varies in its level of risk, combativity and the size of the contingent involved. Our argument is demonstrated using a qualitative methodology combining the methods of content analysis and process tracing, applied to the cases of Harper and Trudeau governments' military missions against Daesh. In the case of Harper's executive, the faithful ally role dominated, leading to a combative but relatively minimalist contribution. As to Trudeau's executive, it first had to resolve an intra-party role conflict opposing those of good international citizen and defender of Liberal values, which finally led to a position in favour of a non-combat role. However, afterwards, the newly elected executive was confronted to the allies' role expectations of a proactive Canadian contribution, and this preference was shared by a large part of Liberal voters. This resulted in a non-combat, but riskier, mission involving an important contingent of soldiers.

Keywords : Role theory, Canada, international security, Daesh, Iraq.

INTRODUCTION

L'intervention militaire canadienne contre Daech soulève des questionnements quant à la politique de sécurité internationale du Canada. D'un côté, le gouvernement conservateur de Stephen Harper, pourtant qualifié par certains de « guerrier », a proposé de 2014 à 2015 une intervention de combat proactive, mais relativement peu risquée. De l'autre, le gouvernement libéral de Justin Trudeau, perçu davantage comme « pacifiste », a opté dès 2016 pour une intervention de non-combat, mais déployé un grand nombre de soldats près des lignes de front. Ce mémoire se penche sur la question suivante : comment expliquer les contributions du Canada, à titre de démocratie libérale, dans les interventions militaires multinationales dirigées par les États-Unis dans l'ère post-11 septembre ?

Ce mémoire se divise en quatre chapitres pour répondre à cette question de recherche. Le premier établit le contexte de la recherche. Le second fait une revue critique de la littérature portant sur les motivations qui poussent les démocraties libérales à faire la guerre et à choisir un certain type de contribution. Il en ressort que les explications libérales et constructivistes sont celles qui permettent le mieux de répondre à cette question, mais qu'elles présentent chacune des lacunes lorsque considérées individuellement. Le troisième chapitre présente et explique notre cadre théorique libéralo-constructiviste des préférences en politique de sécurité internationale. Nous y lions les concepts d'idéologie et de conception du rôle national en concevant quatre rôles-types sur la base de la littérature traitant des rôles canadiens. Ces rôles-types sont ensuite positionnés sur le spectre idéologique gauche/droite en fonction des trois dimensions idéologiques tirées du modèle de Rathbun (2004) : les préférences en matière de multilatéralisme, d'usage de la force militaire et la vision de l'intérêt

national. Chacun des rôles-types est par la suite associé à un parti politique canadien. Nous expliquons subséquemment notre mécanisme causal décrit précédemment. Enfin, le chapitre explique notre variable dépendante, en établissant une distinction claire entre les opérations militaires de combat et de non-combat, en abordant le niveau de risque et en s'intéressant aux divergences de taille des contingents de soldats.

Le quatrième chapitre démontre notre argument à travers une première étude de cas, soit l'intervention militaire canadienne contre Daech sous le gouvernement de Stephen Harper. Le cinquième chapitre se penche quant à lui sur la seconde étude de cas, soit l'intervention militaire canadienne contre Daech sous le gouvernement de Justin Trudeau. En conclusion, le mémoire souligne que les deux cas d'étude font ressortir l'impact important que joue la conception du rôle dominante d'un exécutif sur la décision de recourir à la force militaire. Nous observons également un réel lien entre cette conception du rôle national et l'idéologie partisane. Il est toutefois confirmé que cette conception du rôle dominante est contrainte par les attentes des alliés lorsque celles-ci sont partagées par des groupes internes importants aux yeux de l'exécutif, soient sa base partisane et les députés de son parti. Il ressort également que la théorie du rôle apporte un éclairage intéressant à l'étude de la politique de sécurité internationale du Canada (PSIC), qui gagnera à être bonifié dans le futur.

CHAPITRE I

LA PARTICIPATION DU CANADA À UNE INTERVENTION MILITAIRE MULTINATIONALE DIRIGÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

Le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, s'est réjoui publiquement qu'un tireur d'élite faisant partie des Forces d'opérations spéciales (FOS) canadiennes ait battu un record au printemps 2017 en atteignant une cible djihadiste à plus de 3,5 kilomètres en Irak. À l'opposé, cette nouvelle a poussé le chef du Nouveau parti démocratique (NPD), Thomas Mulcair, à se questionner de nouveau sur la nature supposément de « non-combat » de la mission militaire canadienne dirigée par les libéraux (Berthiaume, 2017a). Ces derniers ont en effet martelé de 2014 à 2015 que le Canada devait s'impliquer uniquement dans des opérations de non-combat dans la lutte contre Daech (Campion-Smith, 2015), mais les soldats canadiens mènent désormais des opérations qui s'apparentent à du combat (Campion-Smith, 2017). Pour l'ex-député et chroniqueur Brent Rathgeber (2016), la montée en combativité de la mission contre Daech du gouvernement Trudeau par rapport à sa rhétorique dans l'opposition est la preuve que son refus de soutenir les frappes aériennes en Irak en 2014 était une décision purement politique, visant particulièrement à se distancier des conservateurs pour gagner les élections. Néanmoins, les hésitations du Parti libéral du Canada (PLC) à se positionner sur le sujet au début du conflit et le fait que le rejet des frappes allait à l'encontre des préférences de la majorité de la population canadienne et de sa base électorale mettent en doute une telle explication. Reste qu'il est curieux

qu'un gouvernement considéré comme étant davantage à gauche que le précédent déploie davantage de soldats en Irak et ce, près des lignes de front.

Comment expliquer ce casse-tête ? Visiblement, les explications liées à la position du parti au pouvoir sur le spectre idéologique gauche-droite (Koch et Sullivan, 2009) ne suffisent pas pour justifier de manière convaincante la contribution militaire canadienne dans la coalition multinationale dirigée par les États-Unis, formée à l'automne 2014 dans l'objectif de lutter contre Daech en Irak et en Syrie.

Le comportement des démocraties libérales¹ dans les conflits internationaux est effectivement particulier. Ces dernières ne font pas nécessairement moins la guerre que les régimes autoritaires et totalitaires (Geis et Müller, 2013a, p. 23,26 ; Rummel, 1995, p. 457), mais elles maintiennent généralement des relations pacifiques entre elles en raison du partage de valeurs et de liens économiques et institutionnels (Doyle, 2012, p. 76). De plus, elles mènent des guerres pour des raisons bien précises, soit se défendre contre des États ou organisations non-libéraux (Rummel, 1995, p. 458), pour soutenir une autre démocratie libérale (Risse-Kappen, 1995) ou pour protéger une population (Reiter et Stam, 2002). Ces trois raisons sont les seules qui sont considérées légitimes par leur population et les partis d'opposition (Geis et Müller, 2013a, p. 25), des groupes qui ont le pouvoir de contraindre l'intervention de leur État (Rummel, 1995 : 458 ; Reiter et Stam, 2002, p. 44). Tant entre elles que d'un gouvernement à un autre au sein d'un même État, les démocraties réagissent toutefois de façons différentes d'un conflit à un autre, que ce soit dans leur décision d'y participer ou non, ou dans le type de contribution offert (Mello, 2014, p. 24 ; Dieterich, Hummel et Marschall, 2015, p. 87).

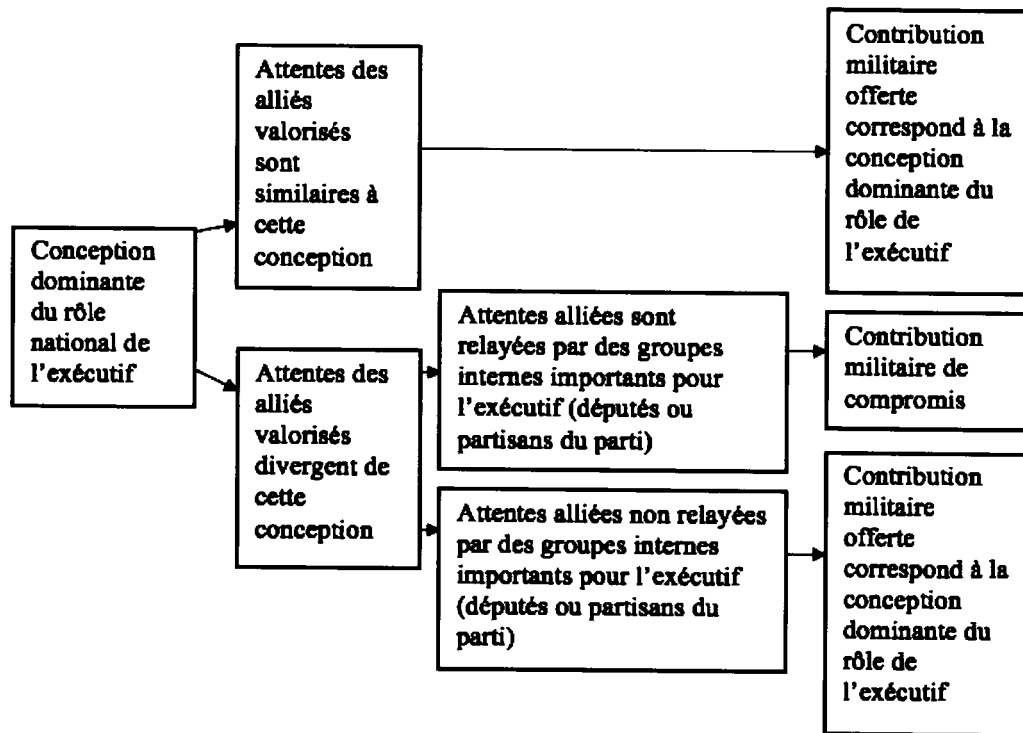
¹Avec l'émergence de nouvelles démocraties, dont certaines considérées comme non-libérales (Engberg et Ersson, 1999 ; Zakaria, 1997, 2007), il est devenu nécessaire d'ajouter ce qualificatif. D'autres parleront de démocraties matures, plutôt que libérales, et de démocraties en émergence pour celles qui ne sont pas libérales (Vltmer, 2006).

Dans le cas du Canada, l'intervention militaire contre Daech n'est pas la seule à entraîner des questionnements. Dans l'ère post-11 septembre, la nature de ses contributions aux interventions militaires internationales a varié d'une fois à l'autre, parfois sous un même parti politique au pouvoir. En effet, en Afghanistan, à partir de 2002, les troupes canadiennes se sont déplacées de Kandahar à Kaboul, pour ensuite retourner à Kandahar, puis se retirer des opérations de combat avant ses principaux alliés. En 2003, le Canada a refusé de contribuer à la guerre en Irak, mais a discrètement aidé ses alliés à travers une mission de non-combat (Weston, 2011).

Face à ces constats, ce mémoire se penche sur la question suivante : comment expliquer les variations dans les contributions du Canada, à titre de démocratie libérale, dans les interventions militaires multinationales dirigées par les États-Unis dans l'ère post-11 septembre ? L'idée défendue dans notre mémoire est que la conception du rôle national dominante de l'exécutif d'une démocratie libérale — qui est influencée par son idéologie partisane et la culture stratégique de son État — détermine sa préférence pour un certain type d'intervention. Néanmoins, cette préférence est contrainte par les attentes des alliés si ces dernières sont véhiculées par des groupes internes significatifs pour l'exécutif, soient les partisans et les députés de son parti. De ce mécanisme résulte la contribution militaire offerte. Le schéma suivant résume le mécanisme causal² :

² Il est à noter que la troisième option présentée dans le schéma n'a pas existé au Canada dans l'ère post-11 septembre, ce pourquoi nous ne la testons pas dans ce mémoire. En effet, le Canada a toujours contribué aux interventions militaires américaines dans l'ère post-11 septembre, y compris lorsque l'exécutif y était réticent ; même la contribution canadienne à la guerre en Irak en 2003 en est une de compromis (Weston, 2011).

Figure 1.1 Marge de manœuvre et contrainte dans la mise en œuvre des préférences de l'exécutif canadien en politique de sécurité internationale



Il est essentiel de se questionner sur ce sujet de manière à mieux comprendre les facteurs qui guident la PSIC, et plus particulièrement la décision ultime de recourir à la force militaire à l'étranger. Bien comprendre le processus décisionnel canadien dans ce domaine permet de déterminer dans quelle mesure il est possible, par exemple, pour un parti qui dit vouloir changer la politique de défense internationale du pays, de réaliser ses projets. Cela permet également de bonifier la littérature portant sur l'existence ou non de la réactivité politique aux préférences populaires en politique de sécurité internationale, certains auteurs soutenant que les élites exercent pratiquement un contrôle total dans ce domaine (Kreps, 2010 ; Ringsmose et Borgesen, 2011), alors que d'autres estiment plutôt que l'opinion publique peut avoir

une influence significative sur la décision de recourir à la force militaire (Baum et Potter, 2008 ; O'Connor et Vucetic, 2010).

Les experts peinent en effet à trancher sur l'importance relative des multiples facteurs qui guident la politique étrangère canadienne. Même en prenant seulement le cas de l'intervention militaire canadienne contre Daech, les conclusions des études menées sont variées et contradictoires. Pour expliquer la décision du Canada de participer à cette intervention et le type de contribution choisie par l'État, certains auteurs font ressortir principalement la gravité de la menace posée par Daech contre les Canadiens, basée sur la quantité de citoyens partis combattre dans les rangs de Daech (Haesebrouck, 2016 ; Saideman, 2016). Néanmoins, ce facteur ne permet pas d'expliquer pourquoi les gouvernements conservateur et libéral n'ont pas mené le même type d'intervention militaire. D'autres ajoutent aux facteurs explicatifs le grand intérêt — sécuritaire ou de prestige — du Canada à maintenir une bonne relation avec les États-Unis (Haesebrouck, 2016 ; Massie et von Hlatky, 2017), de même que le pouvoir de guerre du parlement, soit la capacité des partis d'opposition d'empêcher l'exécutif de mettre sur pied une mission militaire ou de l'obliger à le faire (Haesebrouck, 2016). Le premier facteur donne de bonnes pistes pour comprendre pourquoi le Canada souhaitait contribuer, mais pas pour expliquer le choix d'un type d'intervention particulier, tel que le retrait des avions de combat canadiens exigé par le gouvernement Trudeau. Le second facteur n'explique pas non plus cette particularité. Pour d'autres auteurs, il est essentiel de tenir compte du facteur de l'idéologie du parti politique au pouvoir et de celle du premier ministre (Massie et von Hlatky, 2017), et de la contestation de la conception du rôle national au sein de l'État, en lien avec la culture stratégique³ de l'État (Massie et Bloomfield, 2016).

³ Massie et Bloomfield (2016, p. 3) définissent cette « culture stratégique » comme l'ensemble de l'expérience historique d'un État quant à l'usage de la force militaire, qui engendre une culture composée de « identity-based social roles, and foreign policy preferences regarding the formulation of national interests, the value of multilateralism and the propriety to use military force ».

Seuls les auteurs tenant compte du facteur des préférences de l'exécutif ou du parti au pouvoir, à travers ces divers concepts, sont en mesure d'expliquer les différences dans les missions militaires des gouvernements de Harper et Trudeau pour lutter contre Daech. Pourtant, la littérature en politique étrangère canadienne soutient de manière quasi-consensuelle que les partis politiques n'exercent que très peu d'influence sur l'usage de la force militaire outre-mer (Bloomfield et Nossal, 2007 ; Bow, 2008-2009).

Ce mémoire vise ainsi à mieux comprendre l'impact des préférences des partis politiques canadiens et leurs factions internes sur la politique de sécurité internationale du pays. Deux concepts sont essentiels, dans cette perspective : la conception du rôle national, utilisée par Massie et Bloomfield (2016), de même que l'idéologie partisane, sur la base des travaux de Rathbun (2004). La conception du rôle national consiste en la vision d'un décideur « of [its] state's role [in the world] on the basis of both their understanding of the state's identity and cultural heritage, and their perception of their state's place and possibilities within the international system » (Harnisch, 2011, p. 53-54). L'idéologie, quant à elle, est un « system of political thought arising out of, and reflecting, the economic, political, and cultural experience of particular social groups », composé de valeurs, de croyances et de principes (Massie et Roussel, 2013, p. 37-38). Compte tenu des littératures distinctes associées à ces deux concepts, comprendre l'impact des préférences sur la politique de sécurité internationale nécessite un décloisonnement des approches libérale et constructiviste, qui se sont toutes deux penchées sur les préférences de l'exécutif, mais à travers l'utilisation de concepts différents.⁴ Le cadre théorique de ce mémoire intègre donc ces deux concepts, dans le but de développer un cadre d'analyse capable

⁴ Les études constructivistes comme celles de Oros (2015) et de Vucetic (2006) associent les préférences à l'identité d'un État, alors que celles des libéraux, notamment de Moravcsik (1997) et Rathbun (2004), les associent aux idéologies, intérêts et identités d'acteurs sociétaux.

de rendre compte de l'étendue des préférences de l'exécutif, de même que leurs variations dans l'espace et dans le temps.

La théorie du rôle, qui s'avère efficace pour cerner les préférences d'un État en politique étrangère, a d'ailleurs été peu appliquée dans la dernière décennie au cas du Canada⁵ et peu ancrée dans l'approche libérale par les chercheurs du pays⁶. Les recherches européennes (Aggestam, 2004, 2006 ; Cantir et Kaarbo, 2012, 2016 ; Krotz, 2002 ; Elgström et Smith, 2006 ; Harnisch, 2012 ; Harnisch, Frank et Maull, 2011) et américaines (Catalinac, 2007 ; Chafetz, Abramson et Grillot, 1996 ; Grossman, 2005 ; Thies, 2012, 2016 ; Thies et Breuning, 2012) récentes sont néanmoins foisonnantes. Il est donc pertinent de ramener la théorie du rôle dans l'étude de la politique étrangère canadienne.

Cette littérature souligne l'importance de deux facteurs qui contraignent la performance du rôle dominant d'un gouvernement. Le premier consiste en les attentes des alliés (Cantir et Kaarbo, 2012 ; Kaarbo et Cantir, 2013), soit le rôle que les alliés d'un État s'attendent à ce que ce dernier performe (Kaarbo et Cantir, 2013). Ce facteur est également utilisé sous d'autres noms dans l'analyse de la politique étrangère canadienne, comme les pressions alliées, la dépendance alliée ou la valorisation d'un allié (Davidson, 2011 ; Haesebrouck, 2016 ; Massie et von Hlatky, 2017). L'autre contrainte identifiée dans la littérature sur la théorie du rôle est la présence de conceptions du rôle concurrentes au sein d'un État, plus particulièrement

⁵ La théorie était davantage utilisée par le passé, notamment par Donneur et Alain (1997), Holsti (1970), Howard et Neufeldt (2000) et Nossal (1998-1999). Bosold (2010) et Paris (2014) en ont toutefois fait l'utilisation récemment.

⁶ Selon nos recherches, seuls Paris (2014) et Massie et Bloomfield (2016) ont fait un tel travail. Paris (2014) s'intéresse néanmoins davantage à l'opinion publique et non au processus décisionnel entraînant le choix d'un certain type de contribution militaire.

au sein même d'un parti ou entre le parti au pouvoir et les partis d'opposition (Kaarbo et Cantir, 2013).

Le cadre théorique libéralo-constructiviste développé dans ce mémoire lie ces quatre concepts, soient la conception du rôle national, l'idéologie, les attentes des alliés et les conceptions du rôle concurrentes au sein de l'État, afin de cerner les variations à la fois dans l'espace et dans le temps des préférences de l'exécutif en matière d'usage de la force. Le mémoire démontre notre argument par l'entremise d'une méthodologie qualitative qui combine l'analyse de contenu et l'étude de cas comparée. Dans notre étude de cas comparée, nous nous concentrons sur l'intervention militaire canadienne contre Daech d'abord sous le gouvernement Harper (2014-2015), puis sous celui de Trudeau (2015-mars 2017⁷). Ces cas sont en effet idéaux pour étudier l'impact des préférences de l'exécutif en politique de sécurité internationale, étant donné que deux exécutifs canadiens différents se sont succédé au cours d'un même conflit, faisant ainsi face à une même structure d'opportunités et de contraintes, mais ont choisi des types d'intervention militaire différents. Ce cas comprend en effet une variation sur notre variable dépendante, puisque sous le gouvernement Harper, le Canada a offert une contribution de combat en impliquant un petit contingent de soldats, alors que sous le gouvernement Trudeau, la contribution a été d'abord de non-combat et impliqué un contingent de soldats important, puis a commencé à évoluer, petit à petit, vers le combat. Ces cas ont également un potentiel de généralisation auprès d'autres interventions militaires canadiennes de l'ère post-11 septembre puisqu'ils ont un objectif qui est commun dans cette période, soit la lutte contre le terrorisme.

L'argument démontré dans ce mémoire se décline plus particulièrement de la manière suivante dans chacune de nos études de cas :

⁷ En raison de l'échéancier de ce mémoire, nous avons arrêté notre analyse à mars 2017.

1. La conception du rôle national dominante au sein de l'exécutif conservateur — allié fiable des États-Unis — a fait en sorte que le parti a répondu positivement aux demandes de l'allié américain, sans même avoir besoin de pressions internes pour agir ainsi. Cela a mené à une mission de combat consistant en la conduite de frappes aériennes en Irak, puis en Syrie, de même que le déploiement d'un petit contingent de FOS.

2. À l'inverse, les demandes alliées relayées par des acteurs internes significatifs pour l'exécutif libéral l'ont poussé à mener une mission davantage de combat que ce que sa conception du rôle national dominante de bon citoyen international l'aurait poussé à faire. Cela a résulté en une mission de compromis principalement de non-combat, qui mise sur la formation de troupes locales en Irak, mais qui entraîne parfois des opérations de combat près de la ligne de front, ainsi qu'un soutien aux frappes aériennes des alliés.

Pour chacun de ces cas, nous faisons d'abord des analyses de contenu manuelles pour identifier la conception du rôle dominante des deux chefs de parti étudiés et de membres de leur garde rapprochée qui sont réputés avoir eu une influence sur les décisions en politique de sécurité internationale. Dans le cas de chaque chef de parti, nous nous penchons sur leurs interventions parlementaires, leurs discours pour lesquels il existe des transcriptions complètes et leurs lettres ouvertes publiées lorsqu'ils étaient dans l'opposition avant la montée de Daech. Nous nous concentrons sur leurs propos tenus en tant que membres de partis d'opposition et non au pouvoir, puisque cette première position offre plus de liberté aux députés pour exprimer leur pensée. De plus, nous nous intéressons à leurs propos concernant la politique étrangère avant la montée de Daech pour identifier une conception du rôle bien ancrée chez ces décideurs. En effet, par la suite, soit durant la montée de Daech, Harper était déjà au pouvoir et Trudeau tenait des propos flous parce qu'il vivait un conflit intra-partisan. En d'autres mots, il s'agit d'identifier leur conception du rôle

dominante avant la montée de Daech et avant leur prise du pouvoir. Pour les proches conseillers, puisqu'ils ne font pas d'interventions aux Communes ni de communiqués et discours diffusés sur le Web, nous analysons leurs gazouillis publiés sur le sujet sur Twitter lorsque possible, mais aussi leurs lettres ouvertes et articles d'opinion pour s'assurer de couvrir les propos de ceux qui sont peu actifs sur Twitter également, et ce, avant la montée de Daech. L'analyse de contenu manuelle se fait en classant les phrases des textes du corpus dans la grille présentée au chapitre 3 (Tableau 3.2). Une fois ces analyses de contenu effectuées, nous vérifions rapidement si des rôles concurrents étaient présents au sein des deux partis politiques en tapant des mots-clés associés aux autres rôles sur le site Openparliament.ca. Il ne s'agit pas ici d'analyses de contenu, mais plutôt d'identification manuelle de propos opposés pour cibler le potentiel de conflits de rôles intra-parti.

Nous utilisons ensuite la méthode de la reconstitution du processus décisionnel (*process tracing*) pour analyser le mécanisme causal liant les dires aux actions des exécutifs une fois au pouvoir. Cette étape est essentielle, car les préférences d'un exécutif sont contraintes lors de leur mise en œuvre ; on ne peut donc pas se limiter à l'analyse de la rhétorique précédant la prise du pouvoir ou même au pouvoir pour comprendre le processus décisionnel. En comparant les conceptions du rôle des membres de l'exécutif — telles qu'identifiées lorsqu'ils étaient dans l'opposition et avant la montée de Daech — aux actions menées par celui-ci une fois au pouvoir, nous sommes en mesure de bien identifier les contraintes auxquelles ils ont fait face. S'intéresser à la fois aux actions, à la vitesse de réponse et à l'évolution de la rhétorique de l'exécutif permet de voir si les bottines suivent véritablement les babines. Le prochain chapitre présente la littérature existante au sujet des démocraties et de la guerre.

CHAPITRE II

DÉMOCRATIES EN GUERRE

Afin de mieux comprendre le cas canadien, il est nécessaire de survoler les explications courantes de la participation des démocraties libérales à des coalitions militaires multinationales dans l'ère post-11 septembre 2001. Nous nous concentrons sur cette période pour deux raisons. Premièrement, la fin de la guerre froide et les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont engendré des changements normatifs internationaux, créant une ère à part (Meyer, 2005). Deuxièmement, les interventions militaires démocratiques ont évolué depuis la fin de la guerre froide. Leur format a peu à peu délaissé les institutions traditionnelles que sont l'OTAN et l'ONU pour mener des opérations à travers des coalitions ad hoc de volontaires (Kreps, 2011). Ensuite, nous soulignons les explications libérales et constructivistes, car elles sont les plus adéquates pour expliquer le phénomène étudié et répondre à notre question de recherche. Effectivement, en premier lieu, elles tiennent compte du type de régime politique des États. Cela est essentiel, puisque les démocraties libérales font face à une contrainte supplémentaire par rapport aux autres types de régimes : l'opinion publique et les partis d'opposition peuvent avoir un impact très important sur le choix de participer à une intervention militaire et le type de mission menée (Baum et Potter, 2015). En second lieu, les explications libérales et constructivistes tentent d'expliquer les différents types de participation militaire, plutôt que la seule décision d'entrer en guerre ou encore le niveau de risque de la contribution. Cette caractéristique est essentielle pour répondre à notre question de recherche.

Certains réalistes qui incluent à leurs analyses le facteur du prestige ou des facteurs de politique intérieure tentent par contre eux aussi d'expliquer les raisons qui poussent les démocraties à participer à une intervention militaire dirigée par les États-Unis et à fournir un certain type de contribution. Malgré tout, il manque des éléments à leurs analyses pour expliquer les raisons derrière les préférences des dirigeants ou le choix d'une contribution de combat ou de non-combat. Puisqu'ils amènent tout de même des pistes de réflexion liées à une portion de notre question de recherche, leurs travaux seront brièvement présentés au début de la revue de la littérature.

Enfin, à partir de cette revue critique de la littérature, le cadre théorique du mémoire est développé autour de deux concepts clefs. Le premier est la conception du rôle dominant au sein de l'exécutif. Le second consiste en les attentes des alliés valorisés lorsque celles-ci sont véhiculées par des acteurs internes importants aux yeux de l'exécutif.

2.1 Les explications réalistes

Les études réalistes portant sur les contributions militaires des démocraties libérales ont peu à peu délaissé le facteur de la perception de la menace pour s'intéresser davantage à celui de la quête de prestige des décideurs, qui les poussent à suivre leur allié américain dans des interventions militaires multinationales (Davidson, 2011 ; Halvorson, 2013 ; Gegout, 2005 ; Massie, 2013). Halvorson (2013), qui utilise la méthode de la reconstitution du processus décisionnel, explique la contribution militaire de l'Australie dans les Îles Salomon en 2003 — qui vivaient une crise ethnopolitique, socio-économique et de gouvernance — par le facteur de la réputation internationale. Plus précisément, le gouvernement australien de John Howard souhaitait améliorer la réputation de l'Australie auprès des États-Unis et sur la scène internationale dans la « guerre contre la terreur » en étant vu comme capable de

maintenir l'ordre et de gérer les problèmes sécuritaires transnationaux dans ses sphères régionales de responsabilité. L'auteur amène toutefois des concepts et réflexions constructivistes lorsqu'il élabore sa définition de la réputation. En effet, il explique d'abord que l'ordre international est un « set of principles that sets normative standards for state behavior » (Halvorson, 2013, p. 440). Il voit la réputation, quant à elle, comme un concept relationnel puisque c'est une perception exprimée par les autres, qui reflète les valeurs et sert les intérêts d'un État (Halvorson, 2013, p. 440). Plus particulièrement, sa vision du concept de réputation inclut à la fois la notion rationnelle de la crédibilité, considérée comme « a state's reputation for resolve in keeping commitments », et un alignement à des normes réputationnelles établies dans la communauté internationale (Halvorson, 2013, p. 440). L'auteur précise d'ailleurs qu'une intervention au nom de la réputation peut avoir pour objectif sous-jacent de défendre des valeurs, comme la défense des droits humains. Ainsi, il note que la réputation d'un État vu comme un défenseur des valeurs pourrait être entachée s'il n'offre pas d'aide à un pays vivant un génocide, comme ce fut le cas lors du génocide du Rwanda (Halvorson, 2013, p. 440). Reste qu'à la base, pour maintenir et défendre une réputation, un État doit s'identifier à cette réputation (Halvorson, 2013, p. 440). L'étude de Halvorson présente ainsi deux lacunes. Premièrement, si l'argument central de Halvorson est réaliste, les bases définissant son principal facteur explicatif sont constructivistes, montrant les limites d'une approche uniquement basée sur le réalisme pour expliquer le choix d'un type de contribution militaire. Deuxièmement, il aurait pu vérifier si la perception de la responsabilité est contestée au sein de l'Australie, plutôt que de considérer l'État comme un bloc homogène.

Gegout (2005), à travers la reconstitution du processus décisionnel et la conduite d'entrevues, utilise le facteur du prestige, cette fois pour justifier l'intervention militaire de l'Union européenne (UE) en République démocratique du Congo (RDC) en 2003. C'était la première fois que l'UE déployait des troupes en dehors de

l'Europe indépendamment de l'OTAN. L'auteure estime que l'UE a agi ainsi principalement pour prouver sa capacité d'agir seule, et non pour répondre à une crise humanitaire (Gegout, 2005, p. 436). En se penchant ensuite individuellement sur des États de l'UE, l'auteure argue que la France souhaitait réparer les torts à son image causés par le cas du génocide au Rwanda. Elle ajoute que la France voulait également démontrer ses propres capacités de défense pour obtenir une reconnaissance comme acteur militaire efficace et augmenter son prestige sur la scène internationale. L'intervention en RDC lui permettait d'atteindre ces deux objectifs. La France a donc fourni le plus gros contingent parmi les nations impliquées (Gegout, 2005, p. 436-437). Dans le cas du Royaume-Uni, sa contribution symbolique en RDC lui a permis de se rapprocher de son désir de promouvoir et diriger une politique de défense européenne (Gegout, 2005, p. 437). L'étude de Gegout contient néanmoins une lacune : l'origine des motivations de la France et du Royaume-Uni n'est pas abordée, notamment les raisons pour lesquelles la France ressentait des regrets par rapport au cas du Rwanda. Derrière un facteur en apparence réaliste pourrait conséquemment se cacher une explication plutôt constructiviste.

Massie (2013) utilise quant à lui le facteur du prestige pour expliquer la contribution canadienne à la guerre en Afghanistan sous les gouvernements de Jean Chrétien, Paul Martin et Stephen Harper. Il note que le Canada a été un « suiveur enthousiaste » des États-Unis dans ce conflit ; il n'a pas eu besoin de recevoir de la pression de la part d'alliés pour contribuer militairement et de façon robuste. Néanmoins, lorsqu'il a remarqué que la mission devenait plus difficile que prévu et qu'elle ne lui apporterait pas le prestige désiré, le Canada est retourné à sa doctrine de « faire le minimum possible » (Massie, 2013), qualifiée par Leuprecht et Sokolsky (2014) de « easy riding ». Une limite de l'étude de Massie est qu'il n'explique pas pourquoi, dans certaines situations, un gouvernement ne tentera pas du tout d'être un « suiveur enthousiaste », comme Chrétien durant la guerre en Irak. En bref, les réalistes ne permettent pas d'expliquer les origines et le contenu des préférences d'un exécutif.

Davidson (2011), von Hlatky (2013) et Haesebrouck (2016) ont quant à eux tenté de combler les lacunes de leurs prédécesseurs réalistes en intégrant à leurs modèles théoriques des facteurs libéraux aux côtés de facteurs réalistes ; ils utilisent donc une approche réaliste néoclassique. Dans une étude qui combine la méthode de la congruence et la reconstitution du processus décisionnel, Davidson (2011) explique les contributions du Royaume-Uni, de la France et de l'Italie dans les guerres en Irak et en Afghanistan par trois facteurs : la valorisation qu'ont ces États de leur alliance avec les États-Unis, leur quête de prestige et/ou leur perception de la menace. Il définit le facteur de valorisation de l'alliance comme l'importance qu'un État accorde au maintien de son lien avec les États-Unis. Il ajoute que cette alliance est basée sur l'influence que l'État peut en tirer, les menaces (communes ou non) auxquels font face les deux alliés et la puissance relative de l'allié (Davidson, 2011, p. 21-22). Cette relation varie donc selon les États et le temps. Quant à la perception de la menace, Davidson note que « states will be more willing to incur the costs — the potential of life lost and money spent — of providing military support when the target threatens their national interest » (Davidson, 2011, p. 23). L'intérêt national inclut la sécurité du territoire, des citoyens et de l'économie de l'État. Il exclut ainsi de sa définition les menaces aux valeurs de l'État ou au droit international (Davidson, 2011, p. 52).

Le prestige d'un État, quant à lui, est défini comme la « social recognition of its relative power ». Les États souhaitent en avoir et l'augmenter, puisque cela accélère l'atteinte de leurs objectifs internationaux (Davidson, 2011, p. 23-24). Davidson ajoute à son cadre théorique le facteur libéral de l'« avenir électoral » de l'exécutif. Le gouvernement doit en effet tenir compte de l'opinion publique pour éviter la sanction démocratique, surtout si un parti d'opposition se fait le représentant du rejet populaire d'une intervention militaire. De ce fait, ce parti devient une alternative au parti au pouvoir lors du prochain scrutin (Davidson, 2011, p. 24-26). Dans le cas de la France, l'auteur note que la valorisation de l'alliance avec les États-Unis était toutefois moins grande que chez les deux autres États étudiés, ce qui explique son

refus de soutenir politiquement les États-Unis dans la guerre en Irak. L'Italie, quant à elle, a été davantage contrainte par son opinion publique — réticente à l'usage de la force — que les deux autres États étudiés, indique-t-il.

L'étude de Davidson (2011) comprend quatre lacunes. Premièrement, son cadre théorique ne permet pas d'expliquer pourquoi deux partis politiques d'un même État lors d'une même période temporelle perçoivent leurs alliances internationales diversement, ou souhaitent agir différemment sur la scène internationale malgré une vision commune des alliances. Deuxièmement, s'il explique pourquoi un État allié des États-Unis souhaitera contribuer à une mission et commettra un contingent minimaliste ou important de soldats, il ne justifie pas le choix d'une contribution militaire de combat ou de non-combat. Troisièmement, Davidson affiche une vision simpliste de l'identité. De ce fait, il rejette l'argument de l'identité et des normes internationales pour le Royaume-Uni et la France puisqu'ils ne sont pas intervenus par altruisme ni pour défendre les démocraties (Davidson, 2011, p. 125-126). De plus, il associe à chacun des États étudiés une seule identité. Portant, les identités ne sont pas toutes basées sur l'altruisme et chaque État est formé de groupes qui possèdent des conceptions divergentes du rôle que leur État devrait performer sur la scène internationale. Quatrièmement, l'auteur n'explique pas d'où viennent les préférences de l'opinion publique des États. Pourquoi celle de l'Italie était-elle plus réticente à l'usage de la force militaire de combat que celle des autres États ? L'inclusion à son étude de concepts constructivistes comme la culture stratégique aurait fourni des réponses.

Stéphanie von Hlatky (2013), pour sa part, étudie la participation du Royaume-Uni, de l'Australie et du Canada aux guerres en Afghanistan dès 2001 et en Irak en 2003 en utilisant l'étude de cas comparative approfondie, structurée et ciblée. Elle qualifie ces États de « secondaires », puisqu'ils ne sont pas des grandes puissances, et défend l'idée que les alliés des États-Unis réagissent d'abord en fonction de leur perception

de la menace et des enjeux de réputation liés à la contribution. Ensuite, leur niveau de contribution dépend de l'autonomie de l'exécutif en politique étrangère, de sa cohésion et des capacités militaires de l'État. Concernant la perception de la menace, von Hlatky note que « [s]econdary states may have their own reading of international threats, but ultimately their response is conditional upon the actions of the greater power », puisque c'est leur partenaire d'alliance qui est en mesure d'agir contre les menaces (von Hlatky, 2013, p. 41-42). Ensuite, elle définit les enjeux de réputation pour un État secondaire comme « its willingness to enhance its reputation as a reliable partner » (von Hlatky, 2013, p. 42). Elle précise que la non-participation à une intervention militaire peut entraîner des coûts d'exclusion, « where the ally is temporarily sidelined » (von Hlatky, 2013, p. 42).

von Hlatky (2013, p. 42) lie ces deux premiers concepts en indiquant que « when the ally's perception of threat is aligned with that of the dominant power and the ally sees participation as an opportunity to improve its bilateral relationship with the dominant alliance partner, a military contribution will be more likely ». Quant aux contraintes à la mise en œuvre de ces préférences, les capacités militaires peuvent limiter l'intervention d'un État, de même que l'autonomie de l'exécutif. L'auteure définit ce dernier facteur comme « the influence of societal actors on foreign policy ». Ce facteur est influencé par le caractère majoritaire ou minoritaire du gouvernement, le niveau de discipline de parti, le cycle électoral et les pouvoirs de l'opposition (von Hlatky, 2013, p. 45-46). Finalement, la cohésion de l'exécutif réfère à « its centralization and its ability to speak with one voice » (von Hlatky, 2013, p. 45). L'auteure distingue trois niveaux de coopération militaire : (1) complète, (2) limitée (soutien politique seulement ou contributions militaires minimales et peu risquées) et (3) aucune (von Hlatky, 2013, p. 43, 48). Les mêmes facteurs ressortent de l'étude de Haesebrouck (2016), qui utilise l'analyse quantitative comparée pour identifier les facteurs menant à la participation des démocraties libérales aux frappes aériennes contre Daech. Globalement, les deux auteurs tiennent bien compte du fait que les

États ne répondent pas de la même façon aux pressions alliées. Leurs études présentent néanmoins une lacune importante puisqu'elles ne permettent pas d'expliquer pourquoi des groupes au sein d'un même État peuvent avoir une perception différente de l'intérêt national. von Hlatky indique pourtant que la présence de factions au sein du PLC explique en partie son refus d'intervenir en Irak, mais n'approfondit pas cet aspect dans son modèle théorique. Tout comme chez Davidson (2011), l'ajout d'explications constructivistes et l'approfondissement des explications libérales serait nécessaire pour combler cette lacune. Puisque les explications réalistes ne permettent pas de répondre adéquatement à notre question de recherche, nous nous tournons vers les explications libérales et constructivistes.

2.2 Les explications libérales

Les libéraux ont été les premiers à tenir compte des particularités internes des démocraties libérales pour expliquer pourquoi un État fait la guerre d'une certaine façon. Les explications libérales se divisent en trois approches. Pour les libéraux commerciaux, la création de liens économiques entre les États réduit les risques de guerre, puisque se battre ne sera pas avantageux pour leur économie (Doyle, 2012, p. 67 ; Moravcsik, 1997, p. 528). Néanmoins, les imperfections du marché global peuvent engendrer des conflits. La relation entre capitalisme et paix n'est donc pas assurée (Moravcsik, 1997, p. 529). Par contre, les auteurs adoptant cette approche se penchent sur les incitatifs à ne pas faire la guerre, plutôt que sur les raisons qui poussent à la faire. Ce sont les auteurs critiques qui s'intéressent à cet aspect plus sombre du libéralisme. Parmi eux, Klassen (2013) et McMahon (2015) étudient respectivement la participation canadienne à la guerre en Afghanistan et à celle en Libye à travers une méthodologie qualitative. Ils défendent l'idée que le Canada participe à des interventions militaires en raison de son intégration au système capitaliste mondial, qui lui donne un caractère impérialiste et néolibéral. Le niveau de

contribution militaire dépendra alors de celle fournie par les États-Unis et de l'opportunité pour le Canada de faire des gains économiques dans la région — en lien avec les industries minière et pétrolière, par exemple. Ces auteurs n'expliquent toutefois pas pourquoi un État contribue parfois de façon plutôt symbolique à une intervention militaire, comme le Canada en Irak en 2003 (Weston, 2011), ou au contraire au-delà de ce qu'on attendrait de lui, comme le Canada en Afghanistan (Massie, 2016a).

Les libéraux institutionnalistes (ou républicains), quant à eux, défendent l'idée que les institutions nationales et groupes sociaux font pression auprès du gouvernement pour qu'il mette sur pied des politiques qui correspondent à leurs valeurs et intérêts. Les institutions déterminent quels groupes sociaux seront écoutés (Moravcsik, 1997, p. 531). Ces libéraux s'affairent à expliquer en quoi les institutions contraignent les interventions militaires ou façonnent le type d'intervention militaire choisie par un État, mais pas à identifier la motivation à participer à une guerre. Par exemple, en étudiant la participation (ou refus de participer) de 25 démocraties européennes à la guerre en Irak en 2003 à l'aide de la méthode de la congruence, Dieterich, Hummel et Marschall (2015) notent que l'opinion publique a une influence capitale dans la décision d'une démocratie de participer à cette guerre. De ce fait, les partis politiques, qui ont comme principal objectif leur réélection, définissent leurs politiques en fonction des préférences de l'opinion publique, expliquent les auteurs. Ces derniers n'indiquent toutefois pas les raisons de base ayant poussé les exécutifs à vouloir participer à une mission militaire avant même que le sujet soit saillant au sein de la population.

Chan et Safran (2006) étudient le même conflit, mais comparent plutôt 19 démocraties — dont le Canada — à l'aide de la méthode de la co-variance pour identifier des récurrences (*patterns*) communes. Les auteurs notent que c'est le système électoral qui influence la capacité de l'opinion publique à exercer une

contrainte démocratique. De ce fait, « in competing for office, the parties and candidates in majority/plurality systems should seek to situate their issue positions close to the median voter », alors que dans les systèmes proportionnels, « because parties [...] have each developed a niche of supporters and because they are not faced with a winner-take-all situation, they have less incentive to be attuned to the turns and twists of public opinion » (Chan et Safran, 2006, p. 146-147). Ils estiment néanmoins qu'il faut également tenir compte de la volonté même de l'exécutif de participer à une intervention militaire, mais n'identifient pas les origines de cette volonté d'agir. De plus, globalement, une simple lecture institutionnelle rend difficile l'analyse de la contribution militaire canadienne en Afghanistan, notamment par le fait que le gouvernement canadien était en statut minoritaire de 2004 à 2008 et qu'il fut sujet à de nombreuses élections alors même que l'opinion publique était peu favorable à cette guerre (Auerswald et Saideman, 2014). Il n'est conséquemment pas clair si, ni comment, les structures institutionnelles rendent possibles et/ou contraignent les choix d'intervention militaire des démocraties libérales.

Les libéraux idéalistes (ou idéologiques) estiment pour leur part que les identités et les valeurs d'une société déterminent ses préférences, et ce que dernières sont au cœur des décisions de faire la guerre (Moravcsik, 1997, p. 525). Le partage de valeurs communes forme un sentiment d'identité collective, qui fait en sorte qu'une démocratie libérale souhaite défendre ses vis-à-vis. En outre, la croyance en des valeurs démocratiques pousse un État à intervenir militairement pour sauver les victimes d'oppressions terribles faites par leur gouvernement ou par des groupes non-gouvernementaux (Doyle, 2012, p. 67, 75). À l'opposé, l'absence de valeurs communes entre les démocraties et les non-démocraties fait en sorte qu'elles ne sont pas en mesure de régler leurs conflits de façon pacifique, ce qui entraîne la conduite de guerres (Maoz et Russett, 1992).

Les libéraux idéalistes intègrent également à leurs modèles théoriques des variables institutionnelles. Par exemple, en comparant la participation de l’Australie et de la Corée du Sud à la guerre du Vietnam à l’aide d’analyses quantitatives et d’une étude de cas qualitative, Pilster, Böhmelt et Tago (2015, p. 479) notent que la succession de décideurs australiens aux codes opérationnels⁸ différents a fait varier ses interventions militaires davantage que celles de la Corée du Sud. Leur étude se concentre toutefois principalement sur le retrait d’un gouvernement d’une intervention militaire, et non à expliquer la nouvelle mouture de mission que ce dernier proposera par la suite. Elle ne permet donc pas d’expliquer notre second cas d’étude. Les auteurs donnent tout de même des pistes de réponse pour notre question de recherche à travers le facteur des codes opérationnels qui entraînent une préférence de l’exécutif pour une participation ou une non-participation.

À travers des analyses quantitatives de démocraties ayant participé à des guerres entre 1965 et 2006 et qualitative de la participation de la Grande-Bretagne, de l’Espagne, de l’Allemagne et de la Pologne à la guerre en Irak en 2003 et en Afghanistan en 2001, Baum et Potter (2015) observent quant à eux l’influence de deux principaux facteurs. Les préférences du dirigeant expliquent la participation de son État dans une guerre, mais l’opinion publique peut empêcher la participation à une guerre — malgré la prédisposition favorable du chef d’État pour cette option — lorsque les citoyens sont bien informés. Les auteurs ajoutent que deux conditions doivent être présentes pour qu’il y ait une contrainte de l’opinion publique : la présence d’une opposition forte et indépendante qui alerte la population de la mauvaise décision que le gouvernement s’apprête à prendre et des structures médiatiques présentes et accessibles qui transmettent ces messages d’alerte au public. Leur étude comprend

⁸ Les « codes opérationnels » sont des « philosophical beliefs that may affect a political leader’s diagnosis of, for example, her state’s grand strategies ». De ces croyances philosophiques découlent des « instrumental beliefs that highlight appropriate strategies and tactics for achieving goals in military interventions » (Pilster, Böhmelt et Tago, 2015, p. 467).

toutefois une carence. Les auteurs se concentrent sur la contrainte démocratique. Ils ne s'intéressent pas de façon approfondie aux préférences des dirigeants et ne permettent donc pas d'expliquer pourquoi un chef d'État souhaite offrir une contribution d'un certain type.

Bloomfield et Nossal (2010) et Nossal (2013) étudient pour leur part sur le cas canadien à l'aide respectivement d'une étude de cas comparée utilisant la reconstitution du processus décisionnel et de la méthode de la congruence. Ils s'intéressent particulièrement au gouvernement Harper et à son opinion sur le rôle du Canada dans les guerres en Irak en 2003-2004 et en Afghanistan à partir de 2006. Ils soulignent la contrainte des institutions démocratiques sur les préférences de l'exécutif en politique étrangère en arguant que la participation et le niveau de contribution du Canada dépendront du degré de risque que le gouvernement peut se permettre de prendre tout en assurant sa réélection. Leurs modèles sont intéressants, mais la définition des préférences, les dynamiques intra-partisanes et l'impact des préférences sur la perception qu'a un exécutif d'un conflit ne sont pas approfondis.

Rathbun (2004) comble ces carences quant à la définition des préférences et de leur impact sur les perceptions des décideurs. L'auteur utilise la notion d'idéologie — qu'il définit comme des « sets of policies and ideas » d'un groupe ou individu — pour aborder les préférences des décideurs en politique étrangère. Il note que l'idéologie partisane (gauche/droite) du parti politique au pouvoir est le facteur le plus déterminant dans la décision d'une démocratie de participer à une intervention militaire internationale et dans le type de contribution choisie. En fait, l'idéologie façonne la conception de l'intérêt national détenue par l'exécutif, note-t-il. Rathbun (2004, p. 6) indique que l'intérêt national est « what politicians believe it is ». Il vérifie sa théorie à l'aide d'études de cas comparatives utilisant principalement la méthode de la reconstitution du processus décisionnel. Il analyse en premier lieu la participation de trois démocraties — France, Allemagne et Grande-Bretagne — aux

opérations d'impositions de la paix au Kosovo et en Bosnie. Il s'intéresse aussi à leur position quant à la création d'une force européenne dédiée aux missions d'imposition de la paix. Rathbun vérifie ensuite son modèle en étudiant la réaction de quatre autres démocraties — les États-Unis, le Canada, le Japon et l'Italie — à la guerre en Irak en 2003.

Il observe que malgré l'importance des préférences de l'exécutif dans la prise de décision, celui-ci n'est pas toujours en mesure de mettre en œuvre ses préférences à 100 %. En réalité, ces dernières sont contraintes par le degré d'autonomie décisionnelle de l'exécutif en politique étrangère, qui est fonction du type d'institutions politiques présentes au pays. Plus précisément, l'autonomie décisionnelle est influencée par le type de système politique (présidentiel, parlementaire ou de coalition) et les objectifs du gouvernement (conserver le pouvoir ou mettre en œuvre des politiques) (Rathbun, 2004, p. 35). Un exécutif peut même voir ses préférences contraintes par des pressions des partis d'opposition et/ou certaines factions de son propre parti. L'étude de Rathbun souffre toutefois d'une carence : elle ne permet pas d'expliquer pourquoi certains partis de gauche font la guerre pour des raisons autres qu'humanitaires, comme la France, qui a été accusée même sous des partis de gauche d'intervenir en Afrique pour des raisons de prestige (Gegout, 2005). On peut aussi penser au gouvernement socialiste français dirigé par François Hollande qui avait fait preuve d'une proactivité marquante à prendre les armes pour lutter contre le terrorisme en Irak et en Syrie dès 2014 (Baverez, 2017). L'auteur n'explique pas non plus le comportement d'un gouvernement centriste.

Bref, les explications libérales offrent une contribution importante en s'intéressant à l'impact des préférences de l'exécutif en politique de sécurité internationale et aux facteurs internes pouvant contraindre leur mise en œuvre. Néanmoins, à l'exception de Rathbun (2004, 2007, 2008, 2011a, 2011b) et Kertzer et collègues (2014), les libéraux accordent peu d'importance à définir en quoi consiste l'idéologie d'un parti

en politique de sécurité internationale. Ils évoquent le facteur sans bien le définir, ou s'en remettent à des bribes d'explications issues d'études constructivistes.⁹ Il est donc nécessaire de se tourner vers le constructivisme pour combler cette carence.

2.3 Les explications constructivistes

Pour les chercheurs constructivistes, la conception de l'identité d'un pays détenue par ses agents internes a un impact sur sa politique étrangère et influence ainsi sa participation — autant la décision d'y participer que le type de contribution — à des interventions militaires internationales. Pour expliquer en quoi la PSIC est rationnelle du point de vue des décideurs, c'est-à-dire cohérente avec l'identité de l'État, Massie (2009) compare qualitativement avec la méthode de la congruence l'implication du Canada au sein de l'OTAN et de l'ONU, les « non » de Paul Martin au bouclier anti-missiles américain et de Jean Chrétien à la guerre en Irak, et l'intervention militaire canadienne en Serbie en 1999. Il argue que l'identité¹⁰ détermine les actions en politique étrangère, et de ce fait la décision d'un État de participer à une guerre et d'offrir un certain type de contribution. Dans le cas étudié, ce sont les caractéristiques de la culture stratégique¹¹ atlantiste (*soft-balancing Atlanticism*) — multilatéralisme,

⁹ Tel que le font Baum et Potter (2015). À noter que Rathbun (2004) dit s'inscrire dans une approche psychologique et non constructiviste.

¹⁰ Massie (2009, p. 629) définit l'identité comme comprenant l'identité interne de l'État, soit son territoire, ses ressources naturelles, son type de régime politique et économique, ses religions, ses langues et ses origines historiques ; et son identité externe, soit sa conception du rôle national et ses alliances et rivalités sur la scène internationale.

¹¹ Pour Massie (2009, p. 628), la culture stratégique consiste en un « distinctive, dominant, and persistent system of ideas and practices regarding international security held by a sociopolitical community, in this case, a state ». À ses yeux, la culture stratégique lie donc les identités aux actions étatiques. Il ajoute que la culture stratégique d'un État inclut « conceptions of the state's alliance memberships and responsibilities, its roles and goals, and the benignity-hostility of the international environment, as well as its relationships with other states » (Massie, 2009, p. 630).

maintien d'une solidarité transatlantique, renforcement des structures de l'OTAN, désir d'être un allié fiable et distinct et de conserver un certain statut mondial — qui expliquent la PSIC. Son étude est éclairante pour mieux comprendre la culture stratégique canadienne, mais elle n'approfondit pas les différences intra-partisanes et inter-partisanes au pays. Utilisant lui aussi le concept de culture stratégique définie de façon similaire, Haglund (2005) explique la non-participation canadienne à la guerre en Irak par la présence d'antimilitarisme dans la culture stratégique du pays et par l'absence de crainte d'abandon par les États-Unis dans cette culture. Il utilise une approche historique et la méthode de la congruence. L'auteur s'intéresse toutefois peu aux divergences intra-étatiques canadiennes.¹² Par conséquent, son étude ne permet pas de répondre entièrement à notre question de recherche.

Sjolander (2009) donne des pistes de réponse quant à ces divergences. Elle démontre à l'aide de la reconstitution du processus décisionnel que peu importe le parti politique au pouvoir, les gouvernements canadiens, durant la guerre en Afghanistan dès 2001, ont participé aux opérations de combat des interventions militaires internationales impliquant les États-Unis en raison de la culture stratégique internationaliste active qui entraîne un soutien des alliés du Canada. Elle précise toutefois que les exécutifs ont été limités dans leur combativité par la culture stratégique libérale, ancrée dans l'imaginaire de la population, qui prône l'humanitarisme. L'auteure indique que des divergences de préférence entre l'internationalisme actif et l'internationalisme libéral étaient présentes tant au sein du Parti libéral qu'entre le Parti libéral et le Parti conservateur.¹³ Il aurait été intéressant

¹² Certains constructivistes ont tenté d'aborder les dissensions intra-partisanes et intra-étatiques dans leur étude de conflits pré-11 septembre 2001. Par exemple, Lantis (2002) aborde ces éléments dans son étude de l'intervention militaire de l'Allemagne au Kosovo en 1999. Néanmoins, ces éléments ne sont pas intégrés dans son cadre théorique et les mécanismes les entourant ne sont donc pas approfondis.

¹³ Cette identification de plusieurs internationalismes a également été faite par Wittkopf dans les années 1990 (Wittkopf, 1994) à travers les concepts d'internationalisme militant et d'internationalisme coopératif. L'auteur caractérise ces deux internationalismes comme des

qu'elle approfondisse davantage cet aspect et qu'elle identifie les sources de ces conceptions diverses de l'internationalisme.

Somme toute, les constructivistes différencient les types de régimes politiques, puisqu'ils considèrent que cette donnée influence les normes présentes au sein de l'État. Par exemple, au sein d'une démocratie libérale se trouvent des normes libérales (comme les droits humains et l'égalitarisme) qui influencent le comportement de l'État sur la scène internationale (Finnemore, 1996 ; Geis et Müller, 2013a). Néanmoins, même s'ils admettent que plusieurs cultures stratégiques coexistent au sein d'un même État (Massie, 2009 ; Bloomfield, 2012), ils ne cherchent pas à approfondir davantage les possibles interactions entre les cultures, ni à identifier précisément qui sont les porteurs des différentes sous-cultures. Ils étudient la culture stratégique en tant qu'ensemble, mais ne s'intéressent pas aux éléments contradictoires qui la composent, soient des idées, rôles, objectifs, identités, et autres éléments qui façonnent les préférences d'un État (Massie, 2009 ; Nossal, Roussel et Paquin, 2007, p. 229). Ils ne se penchent pas non plus sur les mécanismes utilisés par les États lorsque certaines dimensions de leurs préférences en politique de sécurité internationale entrent en conflit les unes avec les autres. Dès lors, l'inclusion de facteurs issus d'autres approches est essentielle pour bien rendre compte de la réalité des États.

dimensions des préférences en politique étrangère. Chacun des visages de l'internationalisme représente la vision qu'un individu détient du rôle de son État dans le monde (Wittkopt, 1994, p. 377). L'internationalisme militant réfère à la tradition réaliste des relations internationales, « in which states are the central actors and the threatened and actual use of force predominates in an anarchical world ». Il favorise la clarté morale, l'unilatéralisme et est associé aux Républicains américains et aux conservateurs (Wittkopt, 1994, p. 377, 387). L'internationalisme coopératif met plutôt l'accent sur la tradition libérale des relations internationales, qui admet que les États sont les acteurs les plus importants sur la scène internationale, mais pose que dans un monde de semi-souveraineté confronté à des problèmes transnationaux, la coopération multilatérale est essentielle. Cette facette de l'internationalisme se caractérise donc par attitude accommodante sur la scène internationale (ouverture au dialogue même avec États qui attirent la méfiance) et est associée aux Démocrates américains et aux libéraux (Wittkopt, 1994, p. 377, 387).

2.4 Les modèles intégrés

Un modèle saisissant bien l'impact des préférences en politique de sécurité internationale des différents groupes d'un État doit inclure à la fois des facteurs évoqués par les libéraux et les constructivistes. Certains auteurs ont bâti des modèles ayant cette combinaison, notamment Mello (2014), Massie (2015) et Geis, Müller et Schörnig (2013). Dans une analyse quantitative comparée de type fuzzy-set (fsQCA), Mello (2014) se concentre sur la participation de 30 démocraties, dont le Canada, à trois guerres : au Kosovo, en Afghanistan et en Irak. La combinaison de trois facteurs issus des niveaux systémique et national, plus particulièrement avoir un parti de droite à la tête du pays, une opinion publique favorable à l'opération militaire et les capacités militaires nécessaires pour agir, est suffisante pour pousser une démocratie à participer à une guerre, indique l'auteur. Sans les intégrer directement dans son modèle, Mello (2014) ajoute que la culture nationale, l'identité et les conceptions du rôle national sont des facteurs qui façonnent le comportement en politique étrangère. Cependant, puisqu'il considère que ces variables ont une valeur explicative pour son modèle théorique, Mello (2014) aurait dû les intégrer à son modèle, et non les aborder uniquement en surface à l'aide de travaux menés par d'autres auteurs.

Dans une étude utilisant la reconstitution du processus décisionnel, Massie (2015) argue que la cohésion des élites et la culture stratégique sont deux facteurs qui expliquent que le Canada ait maintenu un engagement militaire impopulaire en Afghanistan. L'auteur fait référence aux préférences des élites (Massie, 2015, p. 99), ancrées dans la culture stratégique atlantiste. Néanmoins, malgré l'intégration d'un facteur libéral qui solidifie son modèle, Massie (2015) se concentre surtout sur les préférences que les élites partagent et non sur les différences idéologiques entre les partis politiques ou au sein des partis. Pour répondre à notre question de recherche, il aurait fallu approfondir cet aspect.

Geis, Müller et Schörnig (2013) utilisent pour leur part une approche constructiviste et intègrent des facteurs libéraux pour faire l'étude de sept démocraties, dont le Canada, à travers l'analyse de contenu et la reconstitution du processus décisionnel. Ils expliquent les différences comportementales des démocraties face aux guerres par une variation de l'importance relative qu'elles accordent à chacune des valeurs démocratiques et des circonstances qu'elles estiment comme étant appropriées pour utiliser la force militaire (Geis, Müller et Schörnig, 2013, p. 345). Quant au type d'intervention militaire choisie, les auteurs expliquent la différence entre les démocraties par leurs divergences idéologiques, telles qu'évoquées par Rathbun (2004). Concernant les contraintes pouvant freiner les guerres, les auteurs identifient l'absence d'intérêt national, les parlements (régime politique qui restreint à leurs yeux la liberté de l'exécutif à mettre en œuvre ses préférences), l'absence de mandat de l'ONU (donc absence de légalité de la mission, aux yeux de certains dirigeants) et un niveau de risque élevé de la mission (Geis et Müller, 2013b, p. 362). Becker-Jakob (2013) applique ce modèle au cas du Canada. Elle démontre que l'État a participé à la guerre du Golfe en 1990-1991 et à celle au Kosovo en 1998-1999, mais pas à celle en Irak en 2003, parce que la culture politique démocratique canadienne et son rôle international ne suggèrent pas une participation militaire par défaut, mais plutôt lorsque l'intervention militaire respecte le droit international, les droits humains et/ou les valeurs humanitaires.

Le modèle théorique présenté par les éditeurs de l'ouvrage (Geis et Müller, 2013a ; Schörnig, Müller et Geis, 2013) et utilisé par les auteurs des chapitres empiriques (Becker-Jakob, 2013 ; Eckert, 2013 ; Fay, 2013 ; Geis, 2013 ; Geis, Müller et Schörnig, 2013 ; Schörnig, 2013 ; Sohnius, 2013 ; Wunderlich, 2013) est extrêmement intéressant dans son inclusion des différents concepts définissant les préférences en politique étrangère, soient la conception du rôle national, l'idéologie et la culture, de même que dans sa recherche approfondie des sources des rôles et des éléments qui les composent. Par contre, dans les analyses empiriques, l'accent est mis

davantage sur la culture politique que sur la conception du rôle. En outre, les auteurs ne s'attardent pas à bien situer les rôles par rapport aux identités (Schörnig, Müller et Geis, 2013, p. 51). De surcroît, ces écrits manquent d'ancrage théorique pour bien illustrer les dynamiques intra-étatiques et interalliées liées à la théorie du rôle. Par exemple, les facteurs qui expliquent qu'un rôle dominera sur un autre ou les circonstances justifiant l'adoption d'un rôle de compromis (Brummer et Thies, 2016) auraient pu être abordés. Peu d'attention est accordée à la résolution de conflits de rôle entre les partis d'opposition ou entre le gouvernement et ses alliés.

En somme, les modèles intégrés sont très complets pour expliquer les interventions militaires des démocraties et ont une haute valeur explicative en ce qui a trait aux sources des préférences des exécutifs. Ils omettent par contre d'expliquer de façon précise les dissensions inter- et intra-partisanes puisqu'ils n'abordent ou n'approfondissent pas les mécanismes liés à la théorie du rôle, qui donnent des réponses quant à ces éléments.

2.5 La théorie du rôle

Les différents mécanismes liés à la théorie du rôle gagnent à être davantage intégrés aux modèles théoriques expliquant la contribution des démocraties libérales dans les interventions militaires. Peu d'auteurs utilisant l'approche constructiviste pour aborder la théorie du rôle étudient l'impact de la conception du rôle sur la décision d'un État de faire la guerre, se concentrant davantage à identifier les sources des conceptions du rôle ou l'impact du rôle sur la politique étrangère d'un État en général (Bosold, 2010 ; Elgström et Smith, 2006 ; Holsti 1970). Parmi les rares intéressés, Catalinac (2007) mène une analyse de contenu qualitative des conceptions du rôle des politiciens japonais en lien avec la guerre du Golfe en 1991 et celle en Irak en 2003. Elle note que le changement d'une identité de rôle « pacifiste » à une identité de rôle

de « multilatéralisme pragmatique » explique pourquoi le Japon n'a pas fourni de troupes — même dans une aide de non-combat — durant la guerre du Golfe, mais a soutenu les États-Unis dans la guerre en Irak de 2003. Cependant, cette étude constructiviste compte trois lacunes. Tout d'abord, elle ne fait pas de liens entre les mécanismes communs des démocraties en matière de gestion des conflits de rôles. Ensuite, elle ne lie pas les différents rôles qui coexistent au sein d'un État à des groupes de la société (comme des partis politiques) en particulier, les associant plutôt à des acteurs uniques qui réagissent selon le contexte de l'intervention militaire. Elle n'explique pas non plus les sources des divergences de conception du rôle au sein de la société. En effet, pour l'auteure, les individus détiennent plusieurs conceptions du rôle national, qui ne sont pas liées à leur idéologie. C'est le contexte, non l'idéologie, qui détermine le rôle qui sera performé par l'exécutif, estime-t-elle. Pourtant, les auteurs approfondissant la théorie du rôle observent que chaque parti politique diffère dans son attirance pour certains rôles, et que ces préférences se maintiennent habituellement même dans des contextes différents (Donneur et Alain, 1997 ; Kaarbo et Cantir, 2013).

Les auteurs utilisant l'approche libérale de la théorie du rôle comblent cette omission. Kaarbo et Cantir (2013) font une étude de cas qui utilise la reconstitution du processus décisionnel pour analyser les décisions des Pays-Bas et du Danemark qui ont mené à leur implication respective en Afghanistan et en Irak. Ils démontrent que c'est la conception du rôle national qui influence la participation ou non d'un État à une intervention militaire multinationale, mais que des dynamiques internes peuvent modifier le choix du rôle performé. Par exemple, le premier ministre danois estimait que le rôle de l'« allié fiable » était le plus adéquat pour son pays, alors que les chefs des partis d'opposition penchaient plutôt vers celui de « bon citoyen international » (Kaarbo et Cantir, 2013, p. 465). Quant aux Pays-Bas, la communauté internationale percevait le pays comme un allié fiable, mais la majorité des politiciens du pays, eux, le voyaient comme un « indépendant ». Cette étude permet de voir que lorsque les

acteurs internes associent le même rôle national à leur pays que les acteurs externes, ils répondront de façon positive aux attentes de ces derniers. Dans le cas d'une intervention militaire, ils contribueront donc à la guerre de façon militaire.

Néanmoins, un conflit quant à la perception du rôle national du pays entraîne une réponse négative aux attentes externes, à moins que ces acteurs arrivent à exercer une pression significative sur le pays de manière à engendrer l'atteinte d'un terrain d'entente quant au rôle national. Les auteurs s'intéressent toutefois peu à l'impact de la conception du rôle sur le choix du type d'intervention militaire (notamment son caractère de combat ou de non-combat). Ils ne font pas non plus de liens entre la conception du rôle et la position du parti sur le spectre idéologique gauche/droite, ni avec la culture stratégique qui pousse les partis à considérer certains rôles comme acceptables et d'autres non. On comprend alors encore difficilement où se situent les rôles dans la culture étatique.

Conclusion

Pour conclure, les explications réalistes ayant recours au facteur du prestige ont permis de combler les lacunes de leurs prédécesseurs en expliquant pourquoi un État contribue parfois au-delà de ce qui est attendu de lui et de sa perception de la menace à une intervention militaire internationale. Les réalistes néoclassiques ont quant à eux ajouté des facteurs libéraux à leurs analyses pour pouvoir justifier les différences comportementales des États en lien avec leurs types de régimes différents. Tout en donnant des pistes de réflexion intéressantes, ces éléments ne sont toutefois pas suffisants pour répondre à notre question de recherche, à savoir les éléments qui poussent une démocratie à choisir un type particulier d'intervention militaire. En réalité, les réalistes ont parfois besoin de recourir à l'approche constructiviste pour bien définir leurs facteurs. De plus, ils n'arrivent pas à expliquer pourquoi, face à un

même conflit, deux partis politiques d'un même État peuvent diverger dans leur vision de la meilleure façon pour leur pays d'intervenir dans un conflit militaire. En outre, ils affichent une vision simpliste de l'identité.

Ensuite, les contraintes institutionnelles intégrées aux modèles théoriques des réalistes néoclassiques et des libéraux républicains ne suffisent pas pour répondre à notre question de recherche, puisqu'elles n'expliquent pas la préférence d'un exécutif pour un certain type de contribution militaire. Les libéraux commerciaux, quant à eux, soit ne visent pas à expliquer la contribution militaire des États, soit leur explication ne permet pas de justifier les interventions symboliques ou surdimensionnées, qui vont au-delà des intérêts économiques de l'État. Les libéraux idéalistes, pour leur part, font un apport important en s'intéressant aux préférences de l'exécutif des États, mais ne permettent pas eux non plus d'expliquer une contribution allant au-delà des intérêts ou préférences de l'exécutif ou de la majorité de l'opinion publique, puisqu'ils ne tiennent pas compte des pressions alliées ou de la culture nationale. Les constructivistes, quant à eux, ne se penchent pas sur les différences intra-étatiques et intra-partisanes, se concentrant plutôt sur la culture étatique dominante.

Tout en tentant de combler ces carences, les modèles intégrant les explications libérales et constructivistes n'expliquent pas nécessairement les préférences divergentes des exécutifs des démocraties libérales, ni les divergences intra-partisanes. Ils ne s'intéressent pas non plus aux mécanismes liés à la théorie du rôle qui permettent d'approfondir ces aspects. Finalement, les études qui intègrent ces mécanismes à leur cadre théorique n'abordent pas en profondeur l'influence des conceptions du rôle sur le type de contribution militaire préféré par chaque rôle. Elles ne décloisonnent pas non plus les approches libérales et constructivistes en intégrant à leurs cadres théoriques les concepts d'idéologie et de culture stratégique, notamment.

Le prochain chapitre fera donc un tel travail de manière à pouvoir répondre de façon complète à notre question de recherche.

CHAPITRE III

CADRE THÉORIQUE LIBÉRALO-CONSTRUCTIVISTE

À la lumière de la revue critique de la littérature présentée dans le chapitre 2, notre cadre théorique postule que la conception du rôle national dominante d'un exécutif — qui prend ses sources de la culture stratégique de son État et de son idéologie — fournit une préférence pour un certain type de contribution militaire dans un conflit international. Cette préférence est toutefois contrainte par les attentes des alliés valorisés, si ces dernières sont véhiculées par des groupes internes importants aux yeux de l'exécutif, soit son caucus et sa base partisane. De ce mécanisme découle la contribution militaire offerte dans une intervention internationale dirigée par les États-Unis. Ce chapitre décortique les trois éléments qui sont au cœur du modèle théorique de ce mémoire : les préférences en politique de sécurité internationale, les contraintes à la mise en œuvre de ces préférences et la contribution militaire offerte. Nous exposons ensuite la méthodologie qui sera utilisée pour démontrer l'hypothèse qui découle du cas canadien dans la lutte contre Daech.

3.1 Les préférences en politique de sécurité internationale

Les États disposent de plusieurs conceptions de leurs intérêts nationaux, illustrées par les préférences de l'exécutif en matière de politique de sécurité internationale. Les préférences de ces exécutifs s'incarnent plus particulièrement dans leur conception dominante du rôle national. Ces préférences sont façonnées par deux sources

idéelles : leur idéologie politique et la culture stratégique de l'État. Ce mémoire se concentre sur les préférences de l'exécutif dans le domaine de la politique de sécurité internationale, plus précisément quant à l'usage de la force militaire sur la scène internationale. Les préférences pourraient être vues de façon plus large — englobant d'autres domaines politiques —, mais vu l'espace limité pour les aborder, nous nous concentrons sur un seul domaine. Nous abordons d'abord le concept qui incarne la performance des préférences, soit la conception du rôle national, puis ses sources idéelles et son application au cas canadien.

3.1.1 Les conceptions du rôle national

Les conceptions du rôle national sont des constructions sociales. Plus précisément, les rôles sont des ensembles cohérents de normes comportementales (Holsti, 1970, p. 238). Ils sont de ce fait attachés à la structure normative internationale, mais ne sont jamais fixés, ni attachés à des agents de façon permanente (Nabers, 2011, p. 82 ; Harnisch, Frank et Maull, 2011, p. 26). Les normes, pour leur part, sont des directives guidant l'action (Katzenstein, 1996, p. 5). Plus particulièrement, elles définissent et constituent l'identité puisqu'elles génèrent des attentes et prescrivent ou proscrivent certains comportements pour des identités déjà constituées (Katzenstein, 1996, p. 5). Autrement dit, elles génèrent des rôles à performer.

La notion de « conception du rôle national » qu'entretiennent des décideurs, quant à elle, répond à la question « quel rôle devons-nous jouer sur la scène internationale ? » et consiste en leur vision « of their state's role [in the world] on the basis of both their understanding of the state's identity and cultural heritage, and their perception of their state's place and possibilities within the international system » (Harnisch, 2011, p. 53-54). Cette conception inclut la perception des décideurs de la position de leur État vis-à-vis des autres — la partie « égo » d'un rôle —, de même que leur

perception des attentes de leurs Autres significatifs (*significant Others*) (Wendt, 1999, p. 329) — la partie « alter » du rôle (Harnisch, 2011, p. 33, 53).

La conception du rôle national inclut ainsi ce que Wendt appelait « l'identité sociale » d'un acteur et ses actions, de même que les perceptions des autres. Il est d'ailleurs plus approprié de parler de conception du rôle que d'« identité de rôle », ce dernier concept ne se concentrant que sur la partie « égo » du rôle (Harnisch, 2011, p. 35). De surcroît, il importe de bien différencier les rôles de l'identité, puisque comme l'indique Nabers (2011, p. 82), « roles provide individuals with a stable sense of identity », alors que les identités « supply roles with meaning, as it is the subjective representation of role that is called role identity ». En d'autres mots, « [r]oles are the basis of identities, but are at the same time filled with meaning through identity or identification » (Nabers, 2011, p. 83). Bref, la conception du rôle national qu'ont les décideurs les poussent à vouloir agir d'une certaine façon sur la scène internationale, et l'identité justifie le choix de ce rôle par les décideurs.

3.1.2 Les différences de conception du rôle inter- et intra-étatiques

Les États n'entretiennent pas tous les mêmes conceptions du rôle, étant donné que la culture d'un État — elle-même formée de normes internes et internationales — le rend réceptif à certaines normes internationales et moins à d'autres (Checkel, 1999, p. 86-87). En d'autres mots, « [i]nternational norms are more likely to take root when they land in fertile ground » (Rathbun, 2004, p. 7). Plus précisément dans le domaine de la sécurité internationale, la culture est qualifiée de « stratégique » et est formée de :

these distinctive, dominant, coherent, and semi-permanent conceptions of the state (both internal and external) with regards to international security, [which include] conceptions of the state's alliance memberships and responsibilities, its

roles and goals, and the benignity-hostility of the international environment, as well as its relationship with other states (Massie, 2009, p. 629-630).

Il peut exister des contradictions internes au sein d'une culture, causées par des normes, règles ou institutions contradictoires (Wendt, 1999, p. 188). En fait, les agents d'un État ne sont jamais parfaitement socialisés, ce qui fait qu'ils n'ont pas uniquement des croyances partagées, mais aussi des croyances privées, qui peuvent entrer en conflit avec les croyances privées des autres agents (Wendt, 1999, p. 188). De surcroît, des chocs externes peuvent bousculer une culture et de nouvelles idées peuvent y émerger (Wendt, 1999, p. 188). Au sein d'un même État peuvent donc cohabiter plusieurs conceptions du rôle national, qui ne sont pas partagées par la société entière, mais reflètent plutôt les préférences de certains groupes au sein de celle-ci (Harnisch, 2011, p. 53). La conception du rôle national varie de façon substantielle d'un individu à un autre. Par conséquent, ce sont les individus qui sont au centre de la prise de décision qui pousseront pour qu'un certain rôle soit adopté dans une intervention militaire internationale (Harnisch, 2011, p. 53).

Les partis politiques sont le point de départ logique pour identifier les préférences en politique étrangère, puisqu'ils représentent les différentes visions de la société idéale (Rathbun, 2004, p. 4) et sont les véhicules internes des normes internationales (Rathbun, 2004, p. 7). Les partis politiques sont également des véhicules d'idéologies (Rathbun, 2004, p. 5), qui, elles, consistent en des « system[s] of political thought arising out of, and reflecting, the economic, political, and cultural experience of particular social groups » (Massie et Roussel, 2013, p. 37-38). Ces systèmes sont composés de valeurs, de croyances et de principes (Massie et Roussel, 2013, p. 37-38), qui sont non seulement en cours à l'intérieur de l'État, mais aussi projetés à l'externe (Rathbun, 2007). Par exemple, les attitudes antimilitariste et multilatéraliste sur la scène internationale sont le reflet des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité (Rathbun, 2004, p. 15).

Pour bien définir les préférences idéologiques, Rathbun (2004) les divise en trois dimensions — l'opinion sur l'efficacité de la force militaire, la vision altruiste ou égoïste de l'intérêt national de l'État et la préférence pour le multilatéralisme ou l'unilatéralisme, qu'il lie ensuite à des valeurs. Dans les démocraties libérales, les partis de gauche croient davantage en les valeurs d'égalité et, au plan social et politique, de liberté, que les partis de droite (Rathbun, 2004, p. 21-23). Le désir d'égalité pousse les partis de gauche à être réticents à résoudre des conflits en utilisant la force, puisque cela entraîne la domination de ceux qui ont une plus grande puissance militaire que les autres, et non de réelles négociations égalitaires. Cette valeur d'égalité entraîne également un désir d'aider les citoyens des autres États autant que les siens, ce qui entraîne une conception altruiste de l'intérêt national et conséquemment une volonté d'intervenir dans les conflits internationaux qui nuisent à une population. Finalement, le multilatéralisme entraîne lui aussi plus d'égalité entre les États et permet la promotion commune des valeurs libérales, ce pourquoi il est valorisé par les partis de gauche (Rathbun, 2004, p. 21-23).

À l'opposé, les partis de droite valorisent la hiérarchie. De la même façon qu'ils estiment à l'interne que les criminels doivent être punis durement pour leurs crimes, ils acceptent l'usage de la force militaire sans trop d'hésitation pour régler un conflit international. De plus, ils sont plus égoïstes, ce qui les pousse à se concentrer davantage sur les enjeux qui concernent directement leur État. Ils feront par contre une exception pour les enjeux qui peuvent indirectement leur apporter du prestige ou d'autres bénéfices similaires. Ils ont ainsi une conception égoïste de l'intérêt national. Finalement, cette conception plus égoïste et hiérarchique de la vie les pousse à préférer l'unilatéralisme aux mécanismes complexes et égalitaires du multilatéralisme, qui les fait parfois dévier de leur intérêt national (Rathbun, 2004, p. 21-23).

Ces positionnements sont influencés par l'expérience historique des États. Cela explique pourquoi la distribution des partis sur l'axe gauche-droite varie d'un État à un autre, en fonction de sa culture stratégique. Les partis politiques d'un État ne percevront pas nécessairement un événement international de la même façon que leurs homologues internationaux, en fonction de la façon dont chacun le vit. Par exemple, la Seconde Guerre mondiale a amené une résistance face à l'usage de la force militaire en Allemagne, mais a au contraire motivé d'autres États, comme la France, à utiliser la force militaire pour résoudre des conflits qui mettent en danger la vie de citoyens (Rathbun, 2004, p. 31-34). Autrement dit, alors que l'Allemagne retient de la Seconde guerre mondiale les dangers de l'usage de la force militaire en raison des dérives possibles, la France en retient la nécessité d'intervenir militairement sur la scène internationale pour arrêter les génocides. Il en résulte qu'encore aujourd'hui, si l'on prend par exemple la lutte contre Daech, la France, dirigée par le Parti socialiste de François Hollande, a mené des frappes aériennes en Irak et en Syrie alors que l'Allemagne, dirigée par le gouvernement chrétien-démocrate d'Angela Merkel, situé à droite sur le spectre idéologique, a choisi de participer dans des opérations de non-combat (Siraud, 2015). En outre, au sein d'un même État, les valeurs et expériences personnelles divergentes des individus font en sorte qu'ils ne perçoivent pas l'expérience historique de la même façon, et qu'ils ont donc des différences idéologiques (Rathbun, 2004, p. 32). C'est ce qui explique pourquoi malgré un socle idéal commun — qualifié de culture stratégique — les partis politiques au sein des démocraties libérales divergent quant à l'utilité de recourir à la force militaire sur la scène internationale.

De ces divergences dans l'histoire et les perceptions, Rathbun (2004, p. 28-29) identifie quatre principales idéologies partisanes : la gauche antimilitariste (*antimilitarist left*), la gauche inclusive (*inclusive left*), la droite instrumentale (*instrumental right*) et la droite exclusive (*exclusive right*). La gauche antimilitariste s'oppose à tout usage de la force, estimant qu'elle entraînera inévitablement une

escalade du conflit et est inadéquate pour prévenir les violations des droits humains. La gauche inclusive, quant à elle, soutient les interventions militaires ayant des objectifs humanitaires. Ensuite, la droite instrumentale appuie les interventions militaires qui lui permettront d'atteindre des objectifs exclusifs, comme un gain de prestige. Finalement, la droite exclusive, par son égoïsme dominant, s'oppose à toute intervention militaire ayant des objectifs humanitaires (Rathbun, 2004, p. 28-29).

La projection externe des valeurs internes, exposée par Rathbun (2004), a fait ses preuves lorsqu'appliquée au cas du Canada, où des sondages et études démontrent que les citoyens qui s'identifient à des partis de gauche sont plus en faveur de l'aide au développement et aux investissements dans l'aide internationale (Noël, Thérien et Dallaire, 2004, p. 38, 41). En plus de noter une corrélation chez les individus entre l'appui à l'aide au développement et l'appui à la redistribution de la richesse à l'interne, Noël, Thérien et Dallaire (2004, p. 41) observent la présence d'individus soutenant un internationalisme plus actif, qui approuvent à la fois le maintien de la paix et l'augmentation du budget de la défense (Noël, Thérien et Dallaire, 2004, p. 42). Ces individus ne sont donc pas antimilitaristes, mais appuient l'usage de la force militaire pour promouvoir les valeurs libérales.

Pour mieux saisir les préférences en politique étrangère, il est par contre nécessaire d'aller encore plus loin, puisque les partis politiques ne sont pas eux non plus des groupes homogènes. Il faut aussi se pencher plus précisément sur leurs factions pour bien cerner les préférences idéologiques d'un exécutif; d'un gouvernement représentant plusieurs factions d'un parti politique. Il est également essentiel d'intégrer les concepts de conception du rôle national et d'idéologie (à la fois au sens large et au sens gauche/droite) dans l'objectif de mieux comprendre où se situent les rôles dans la sphère idéologique politique.

3.1.3 Les rôles canadiens

Pour bien comprendre les raisons qui poussent un exécutif à préférer un rôle et la contribution militaire qui en découle, il faut bien situer les rôles sur l'axe idéologique gauche/droite, les lier à l'idéologie adéquate et bien cerner leurs dimensions, plutôt que simplement les voir comme des attitudes faisant partie de la culture stratégique étatique. Néanmoins, la littérature canadienne sur les rôles en propose plusieurs, qui se rejoignent parfois, et qui n'ont souvent pas été mis à jour pour l'ère post-11 septembre et plus particulièrement les interventions militaires antiterroristes. Nous proposons de ce fait trois idéaux-types de rôles, inspirés des littératures sur l'étude des rôles nationaux (Bosold, 2010 ; Donneur et Alain, 1997 ; Holsti, 1970 ; Müller, 2011 ; Paris, 2014) et de l'analyse de la politique étrangère canadienne (Becker, Müller et Wisotzki, 2008 ; Dorion-Soulié et Roussel, 2014 ; Dorion-Soulié et Sanschagrin, 2014 ; Lagassé, Massie et Roussel, 2014 ; Munton et Keating, 2001 ; Noël, Thérien et Dallaire, 2004 ; Sjolander, 2009), mais adaptés au contexte post-11 septembre. Ces quatre idéaux-types sont également définis en utilisant les trois dimensions idéologiques proposées par Rathbun (2004), mais en les appliquant aux conceptions du rôle national et en les adaptant aux interventions militaires antiterroristes. Ces rôles sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau 3.1 Typologie des rôles canadiens associés aux partis politiques ayant pris le pouvoir dans l'ère post-11 septembre

	Rôles		
	Bon citoyen international	Défenseur des valeurs libérales	Allié fiable des États-Unis
Position sur l'axe idéol. gauche/droite	Centre gauche ←	Centre droit	Droite →
Idéologie en PSIC	Internationalisme libéral	Internationalisme actif	Néoconservatisme
Conception de l'intérêt national	Altruiste	Plutôt altruiste	Égoïste
Multilatéralisme vs alliés	Multilatéralisme ONU	Multilatéralisme OTAN ou multinationalisme	Alliés
Vision de la force militaire	Inefficace	Efficace si la diplomatie a échoué	Efficace
Usage de la force militaire vue comme légitime en appui aux alliés lors d'un conflit	Prêt de bases militaires, transport aérien stratégique et, tout au plus, formation et assistance de troupes locales.	Participation aux opérations de combat en dernier recours et dans un cadre multinational et, si possible, multilatéral.	Participation aux opérations de combat si les États-Unis le font.
Niveau de combativité de d'intervention militaire	Non-combat, mais assistance d'opérations de combat ←	Combat, sous certaines conditions	Combat, si les États-Unis en font →
Parti politique	PLC	PLC	PCC

Dans les paragraphes qui suivent, nous décrivons plus en détail chacun de ces rôles, à savoir leurs caractéristiques, leurs origines dans la littérature étudiée et des exemples de positionnements réels qui y sont associés. Nous abordons d'abord de façon générale le sujet des principaux partis politiques canadiens, pour ensuite s'intéresser à leurs idéologies et rôles.

3.1.3.1 Les partis politiques canadiens

Carty (2015, p. 11) définit les deux principaux partis politiques canadiens, soient le PLC et le PCC, comme des « big tents », c'est-à-dire des « shapeless, heterogeneous coalitions based on continual and shifting compromise ». Ils ne sont donc pas des partis « naturels », qui eux sont formés pour représenter des groupes sociaux ou défendre des idées spécifiques. À l'opposé, les origines parlementaires du PLC et du PCC les poussent à vouloir atteindre ou conserver le pouvoir ; un désir de pouvoir qui les pousse à « manage social tensions for their own benefit, recruit diverse — even incompatible — supporters, and make incongruous alliances » (Winn et McMenemy, 1976, p. 11). Avec cette hétérogénéité, il n'est pas surprenant que ces partis vivent des conflits idéologiques internes. Ensuite, en raison de la structure autoritaire des partis politiques, les préférences du chef déterminent la direction que le parti prendra ; et du même coup quelles factions du parti seront écoutées et lesquelles le seront moins (McMenemy, Redekop et Winn, 1976, p. 180, 188, 190).

En lien avec ces objectifs parlementaires existe une tradition de partis conciliateurs au Canada, qui se tiennent près du centre du spectre idéologique gauche/droite pour rejoindre une large portion de l'électorat. Le Parti progressiste conservateur y a adhéré et le PLC y adhère toujours. Avec la fusion du Parti progressiste conservateur et de l'Alliance canadienne pour former le PCC, le PLC est devenu le seul parti centriste au Canada (Merolla, Stephenson et Zechmeister, 2008). Plus précisément, le PLC, en tant que parti de centre, a des adversaires et des influences tant à gauche qu'à

droite (Horowitz, 1972, p. 90). De plus, ce parti est défini et redéfini constamment par des compétitions démocratiques internes (Carty, 2013, p. 22). Par exemple, certains considèrent que durant la campagne électorale de 2015, les libéraux de Justin Trudeau ont proposé des politiques plus à gauche que leurs prédécesseurs et ont priorisé le libéralisme, se situant donc au centre-gauche du spectre idéologique (Jeffrey, 2016, p. 176). Globalement, la position centriste du PLC lui permet de rassembler une large base électorale, mais elle le rend toutefois aussi plus à risque de vivre des conflits internes. Ainsi, plus un parti se rapproche du centre du spectre idéologique, plus il vivra des conflits de valeurs (Rathbun, 2004, p. 193-195), et ainsi du même coup des conflits de rôles intra-partisans. Ces derniers émergent lorsque deux agents ou plus au sein du parti ont une vision différente du rôle qu'il devrait performer (Brummer et Thies, 2015, p. 279). Pour bien saisir les préférences, il est essentiel d'approfondir davantage ce sujet en se penchant sur les idéologies et rôles associés au PLC et au PCC.

3.1.3.2 Le PLC

La littérature canadienne associe deux principales idéologies au PLC : l'internationalisme libéral et l'internationalisme actif. L'internationalisme libéral est associé aux valeurs d'égalité et de fraternité. Cette idéologie vient premièrement avec une vision altruiste de l'intérêt national, puisqu'elle favorise un engagement international ayant des motifs humanitaires, comme l'aide au développement, la réduction de la pauvreté et des inégalités, et la protection des droits humains ; et souhaite utiliser les ressources naturelles pour le système international entier (Munton et Keating, 2001, p. 541-546 ; Paris, 2014, p. 296 ; Sjolander, 2009, p. 92). Deuxièmement, cette idéologie favorise le multilatéralisme, ayant un désir de garder une certaine distance avec les États-Unis, dont on se méfie et que l'on considère différents du Canada ; rejette les interventions militaires unilatérales ; et priorise le

travail avec l'ONU plutôt qu'avec les États-Unis pour résoudre les problèmes internationaux (Munton et Keating, 2001, p. 541-546; Paris, 2014, p. 296). Troisièmement, cette idéologie implique une réticence face à l'usage de la force militaire pour résoudre les conflits internationaux, venant avec un refus d'imposer la paix à l'aide de la force militaire; un désir de dialoguer même avec les États qui ne respectent pas les droits humains et les valeurs démocratiques; et une vision des soldats canadiens comme étant des gardiens de la paix et non des combattants (Munton et Keating, 2001, p. 541-546; Paris, 2014, p. 280; Sjolander, 2009, p. 80). Par rapport à ce dernier élément, dans le cas de l'Afghanistan, Sjolander (2009) note que les internationalistes libéraux estimaient que les FAC devaient assister les citoyens afghans qui tentaient de rebâtir leurs vies et leurs sociétés. De ce fait, une majorité des Canadiens interrogés en juillet 2007 refusait que des soldats canadiens combattent en Afghanistan, préférant les voir adopter un rôle de maintien de la paix. Les Canadiens ont même diminué leur soutien à la mission militaire canadienne en Afghanistan lorsqu'ils ont compris que les FAC participaient à des opérations de combat (Sjolander, 2009, p. 80). Il en allait de même pour une portion du caucus du PLC, qui s'opposait à l'évolution de la mission canadienne en Afghanistan, et qui ont refusé de soutenir les États-Unis dans leur invasion de l'Irak en 2003 (Sjolander, 2009, p. 85).

L'internationalisme actif, quant à lui, est aussi associé aux valeurs d'égalité et fraternité, mais la seconde domine sur la première, le rendant plus interventionniste sur la scène internationale. Par conséquent, cette idéologie a une vision altruiste de l'intérêt national, se caractérisant par un soutien du principe général de l'engagement international et un rejet de l'isolationnisme (Sjolander, 2009, p. 84-92). Sa préférence pour le multilatéralisme semble être plus floue, selon la littérature consultée, puisqu'il est simplement indiqué qu'elle implique un engagement à combattre pour ses alliés et contre un ennemi s'attaquant aux principes démocratiques (Sjolander, 2009, p. 84-

92).¹⁴ Finalement, les internationalistes actifs sont plus à l'aise avec l'usage de la force militaire, puisqu'ils voient les soldats canadiens entre autres comme des combattants militaires exerçant un leadership sur la scène internationale et luttant dans des guerres défensives. Les individus adhérant à l'internationalisme actif sont à l'aise à ce que les soldats canadiens prennent part à des opérations de combat pour défendre une cause qu'ils jugent juste. Dans le cas de l'Afghanistan, les individus associés à cette idéologie soutenaient un rôle de combat pour les FAC (Sjolander, 2009, p. 84-92). Les députés libéraux ayant une idéologie internationaliste active, comme John Manley, souhaitaient que le Canada soit actif dans la lutte contre le terrorisme en Afghanistan et étaient donc à l'aise avec l'augmentation de la combativité de la mission. Quant à l'Irak dès 2003, ces députés souhaitaient soutenir au moins minimalement les États-Unis dans leur guerre contre le terrorisme (Sjolander, 2009, p. 85).

Les caractéristiques associées à ces idéologies internationalistes correspondent à celles de certains rôles évoqués dans la littérature canadienne. Effectivement, Donneur et Alain (1997, p. 228) lient le rôle de médiateur/intégrateur à l'internationalisme libéral. Ce rôle est associé à un gouvernement qui croit devoir rester plutôt neutre sur la scène internationale et avoir responsabilité de résoudre des conflits entre des États ou des groupes d'États (Holsti, 1970, p. 265). Il implique la participation du Canada au développement international, ses efforts à promouvoir des solutions aux conflits régionaux (diplomatie proactive) et sa contribution à la stabilité internationale à travers la promotion de la sécurité coopérative. Il implique une participation active au sein de l'ONU, des organisations régionales (comme la Conférence de la Sécurité et de la Coopération en Europe), et de l'OTAN; une participation aux opérations de maintien et d'imposition de la paix; et une

¹⁴ D'autres auteurs associent cette caractéristique à l'atlantisme. Voir notamment Massie (2009, p. 16-21).

participation à la prévention des conflits et ainsi entre autres au contrôle et à la réduction de l'armement. Les auteurs lient ce rôle également à l'internationalisme humaniste, notamment dans son désir d'améliorer les conditions de vie des citoyens du tiers-monde. Paris (2014, p.274-275) détaille les caractéristiques de l'internationalisme libéral de façon similaire aux auteurs mentionnés ci-dessus, mais l'associe plutôt au rôle de « gardien de la paix ». Becker-Jacob (2013, p.184) lie quant à elle cette idéologie aux rôles de *honest broker*, *helpful fixer*, médiateur et bon citoyen international (Becker-Jacob, 2013, p. 184). Les rôles évoqués dans ce paragraphe sont en fait similaires, et nous choisissons l'appellation de « bon citoyen international » puisqu'elle est plus représentative des différentes caractéristiques qu'englobe le rôle.

Plus précisément, le rôle de bon citoyen international se caractérise par la mise de côté des intérêts nationaux pour se concentrer également sur le bien-être de toutes les nations du globe et le maintien de l'ordre international (Bosold, 2010). Müller (2011, p. 102-104) reprend lui aussi l'idée du rôle de bon citoyen international, qu'il lie à celui de gardien de la moralité ou entrepreneur moral. L'auteur associe ce rôle aux États qui prennent, de façon vocale, déterminée et continue, des positions morales sur des questions internationales importantes comme le désarmement, l'environnement, les droits humains et l'aide au développement. Cette conception de rôle vient avec une proactivité à faire ce qui semble être « la bonne chose ». Ces États travaillent dans un environnement multilatéral pour réaliser leurs ambitions (Müller, 2011 : p. 103). En se penchant sur le Canada, Müller (2011, p. 103-104) indique que son association avec le rôle de bon citoyen international s'est vue dans son « broad proactive agenda of supporting and implementing multilateralism and strengthening the United Nations and international law ».

Autant Donneur et Alain (1997, p. 230) que Paris (2014, p. 275) associent ce rôle au gouvernement progressiste-conservateur de Brian Mulroney puisqu'il a notamment

agi comme un pont entre le Nord et le Sud à l'aide de la diplomatie (Donneur et Alain, 1997, p. 230). Ce rôle s'observe aussi par la place prépondérante qu'un dirigeant arrive à prendre dans des réunions internationales, comme Mulroney lors de la conférence de Harare du Commonwealth en octobre 1991 (Donneur et Alain, 1997, p. 229). Paris (2014, p. 275) renchérit, en indiquant que Mulroney a investi dans la diplomatie multilatérale et les Nations unies, a voulu que le Canada soit un champion du maintien de la paix et a cultivé de proches relations avec les décideurs étrangers. Becker-Jakob (2013) ajoute que l'internationalisme libéral a été représenté par les gouvernements canadiens libéraux de Louis St-Laurent et Lester B. Pearson, et plus globalement par le PLC. L'auteure note que la préférence traditionnelle du Canada pour le multilatéralisme et un ordre international basé sur le droit s'est entre autres observée dans la participation active du ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy à la campagne internationale pour bannir les mines anti-personnel (Becker-Jakob, 2013, p. 185 ; Munton et Keating, 2001, p. 541). Müller note que le gouvernement Harper n'a pas performé ce rôle, contrairement à ses prédécesseurs (Müller, 2011, p. 103-104).

L'internationalisme actif, quant à lui, a des caractéristiques qui correspondent au rôle de collaborateur d'un sous-système régional, évoqué par Donneur et Alain (1997, p. 228). Ce rôle est associé par Holsti (1970, p. 265) aux États qui mènent de grands engagements pour élargir leur communauté. Donneur et Alain (1997) lient ce rôle à la participation du Canada au sein de l'OTAN, et au désir du Canada de faire de l'OTAN une communauté dans laquelle différents États-membres coopèrent dans différentes sphères. Holsti (1970, p. 264-266) précise que les individus adoptant ce rôle se distinguent des médiateurs-intégrateurs « in that they do not merely envisage occasional interposition into areas or issues of conflict; they indicate, rather, far-reaching commitments to cooperative efforts with other states to build wider communities, or to cross-cutting subsystems such as the Communist movement ».

Les auteurs lient ce rôle à celui de défenseur des valeurs également, qui correspond lui aussi à l'idéologie de l'internationalisme actif. Ce rôle consiste en des engagements et objectifs en politique étrangère basés sur la défense d'un système de valeurs (Holsti, 1970, p. 264 ; Donneur et Alain, 1997) et qui se manifeste dans le soutien du Canada aux droits humains, aux institutions démocratiques et à la bonne gestion gouvernementale (Holsti, 1970, p. 264 ; Donneur et Alain, 1997). La promotion de ces valeurs est également faite pour assurer la stabilité et la sécurité du système international (Donneur et Alain, 1997, p. 230).

Ce rôle se manifeste dans une importante contribution canadienne dans la communauté internationale et sa proactivité à promouvoir les intérêts canadiens. Il est illustré par le soutien du Canada aux droits humains, aux institutions démocratiques et au principe de bon gouvernement. La promotion de ces valeurs est également faite dans l'objectif d'assurer la sécurité et la stabilité internationales (Donneur et Alain, 1997, p. 231). Dans notre typologie des rôles, nous avons conservé cette appellation de défenseur des valeurs, plutôt que celle de collaborateur d'un sous-système régional, puisque le Canada, isolé géographiquement, défend davantage des valeurs qu'une région en particulier. Nous y avons également ajouté le qualificatif « libéral ».

3.1.3.2 Le PCC

Le PCC est quant à lui situé à droite du spectre idéologique et attaché aux valeurs de l'individualisme et de la hiérarchie (Wiseman, 2016, p. 135-136). Müller (2011, p. 103-104) note qu'avec le PCC au pouvoir, le Canada s'est éloigné du rôle de « bon citoyen international » en menant des politiques « néoconservatrices ». Ce néoconservatisme a premièrement une conception égoïste de l'intérêt national, puisque son objectif est de « redonner au Canada son importance dans le monde » en augmentant ses capacités militaires et diplomatiques (Dorion-Soulié et Roussel, 2014, p. 11). Deuxièmement, « la puissance du Canada étant liée à sa relation avec

Washington», un principe opératoire important du néoconservatisme consiste à améliorer les relations sécuritaires et commerciales avec les États-Unis. Cet État devient ainsi la « pierre d'assise » de toute la PSIC (Dorion-Soulié et Roussel, 2014, p. 11). En d'autres mots, selon les néoconservateurs, « il est [...] dans l'intérêt national du Canada d'être le meilleur allié possible pour les États-Unis, car [...] la puissance du pays découle presque exclusivement de la perception internationale de son influence sur Washington ». Cet égoïsme entraîne donc une préférence pour le soutien des États-Unis, qui apporte davantage de prestige que le multilatéralisme, aux yeux des néoconservateurs (Dorion-Soulié et Roussel, 2014, p. 12).

Troisièmement, ce soutien des États-Unis et ce désir d'augmenter le prestige du Canada sur la scène internationale entraînent une promotion de l'usage de la puissance militaire et de l'augmentation des dépenses en matière de défense (Dorion-Soulié et Sanschagrin, 2014, p. 548-539, 543). Concernant les interventions militaires internationales plus particulièrement, les néoconservateurs estiment que le Canada doit suivre une stratégie de *hard bangwagoning*, qui consiste à « soutenir militairement les initiatives américaines au-delà des limites du continent nord-américain » (Dorion-Soulié et Roussel, 2014, p. 12). Par exemple, lorsqu'il a commencé à être question en 2002 d'une invasion américaine de l'Irak, l'Alliance canadienne dirigée Stephen Harper souhaitait que le Canada soutienne politiquement et militairement les États-Unis (Dorion-Soulié et Roussel, 2014).

L'idéologie néoconservatrice correspond à une conception du rôle d'allié fiable des États-Unis. Le rôle d'allié fiable s'observe chez un gouvernement qui s'engage spécifiquement à soutenir les politiques d'un autre gouvernement et implique un soutien continu pour les politiques et actions de cet autre gouvernement (Holsti, 1970, p. 267). On peut prévoir avec ce rôle que le soutien politique envers des interventions militaires sera toujours présent, mais que le niveau de participation militaire variera en fonction du contexte de la mission. Par exemple, si les États-Unis

demandent des frappes aériennes, le Canada fera des frappes aériennes. Donneur et Alain (1997, p. 227) notent que ce rôle a été observé par le soutien du Canada offert aux États-Unis lors de la crise des missiles cubains en 1962, sous le gouvernement progressiste-conservateur de John Diefenbaker, mais aussi dans l'acquisition par le Canada d'armes nucléaires en 1963, sous le gouvernement libéral de Lester B. Pearson, et dans l'attitude coopérative du Canada lors de la guerre du Vietnam, qui a eu lieu lorsque les gouvernements libéraux de Lester B. Pearson et Pierre Elliott Trudeau étaient au pouvoir.

À partir de ces diverses informations tirées de la littérature canadienne et de celle sur les rôles, nous avons ainsi pu identifier les dimensions de chaque rôle, telles que proposées par Rathbun (2004), soit leur vision du multilatéralisme et de l'usage de la force militaire, et leur conception altruiste ou égoïste de l'intérêt national. Par rapport à cette dernière dimension, pour l'adapter à notre question de recherche, nous avons identifié dans le tableau 3.1 plus précisément l'usage de la force militaire jugé approprié en soutien à des alliés dans une intervention militaire internationale. Ces constats permettent de mieux cerner les préférences des exécutifs canadiens en politique de sécurité internationale. Il ne suffit toutefois pas d'étudier ces préférences pour comprendre la contribution d'une démocratie dans une intervention militaire internationale, puisqu'elles sont confrontées à des contraintes dans leur exécution. Par conséquent, nous nous intéressons, dans la prochaine section, à la principale contrainte à la mise en œuvre des préférences que nous avons identifiée, soit les attentes des alliés relayées par des groupes internes importants pour le décideur.

3.2 Les contraintes à la mise en œuvre des préférences

Plusieurs études se sont intéressées aux contraintes auxquelles font face les décideurs politiques lorsqu'ils mettent sur pied une intervention militaire internationale, que ce

soit les capacités militaires, les pressions alliées, l'opinion publique ou le système politique (Baum et Potter, 2015 ; Chan et Safran, 2006 ; Davidson, 2011 ; Dieterich, Hummel et Marschall, 2015 ; Haesebrouck, 2016 ; Kaarbo et Cantir, 2013 ; Massie et von Hlatky, 2017 ; Mello, 2014 ; von Hlatky, 2013). Pour les fins de ce mémoire, nous ne pouvons nous attarder à toutes les contraintes, donc nous nous concentrons sur la contrainte principale que nous avons identifiée, soit les attentes alliées relayées par des groupes internes importants pour les décideurs, soient la base partisane du parti et les députés de leur caucus.

Les conflits de rôles dépassent parfois le cadre d'un parti politique. Ils peuvent aussi survenir entre deux partis politiques qui souhaitent performer des rôles différents, entre une partie de la population et l'exécutif élu, ou même entre l'exécutif d'un État et ses alliés internationaux (Brummer et Thies, 2015). Cette dernière situation se produit lorsque la conception du rôle d'un gouvernement et les attentes de ses alliés divergent (Harnisch, Frank et Maull, 2011, p. 253). Sans nécessairement ancrer leurs recherches dans la théorie du rôle, plusieurs auteurs ont démontré la grande influence des pressions alliées sur le choix d'une démocratie de contribuer dans une intervention militaire multinationale.

von Hlatky (2013, p. 64-65) note que les attentes des alliées sont déterminées en premier lieu en fonction des traités qui existent entre deux États, comme des ententes sécuritaires de partage de renseignements ou encore le traité fondateur de l'OTAN qui engendre l'attente qu'un État défendra l'autre s'il est attaqué. En second lieu, les attentes alliées sont façonnées par les expériences passées, notamment le soutien apporté par un État à son allié lors des interventions militaires précédentes. En troisième lieu, les attentes alliées varient en fonction du désir de l'allié de déléguer les tâches dans une intervention militaire (von Hlatky, 2013, p. 64-65). L'auteure estime que les alliés des États-Unis répondront positivement à leurs attentes s'ils en ont les capacités militaires et la latitude interne pour le faire. Elle précise que cette latitude

est déterminée par le soutien de l'opposition ou de la population, dans le cas d'un gouvernement minoritaire (von Hlatky, 2011, p. 64, 80). Davidson (2011, p. 16) indique pour sa part que la valorisation qu'a un État de son alliance avec un autre État le poussera à vouloir répondre aux demandes de cet allié. L'auteur précise que cette alliance est basée sur l'influence que l'État peut en tirer, les menaces (communes ou non) auxquelles font face les deux alliés et la puissance relative de l'allié (Davidson, 2011, p. 21-22). Kaarbo et Cantir (2013, p. 477) notent pour leur part que des pressions internationales exercées sur plusieurs fronts peuvent avoir une influence sur la décision d'un exécutif de participer à une intervention militaire lorsque leur cadrage¹⁵ rejoint la conception du rôle d'acteurs internes importants à ses yeux.

Kaarbo et Cantir (2013) donnent l'exemple du comportement de l'exécutif des Pays-Bas durant la guerre en Afghanistan au début des années 2000. L'État était d'abord réticent à contribuer militairement dans cette guerre, entre autres en raison de la trop grande place occupée par les États-Unis dans la mission (Kaarbo et Cantir, 2013, p. 475). Néanmoins, tant le Parlement que le public ont subi des pressions internationales provenant de représentants de l'ONU, de l'OTAN, des États-Unis et du gouvernement afghan pour que leur État envoie des troupes en Uruzgan, une province du sud de l'Afghanistan considérée comme un bastion taliban (Kaarbo et Cantir, 2013, p. 474). Le soutien populaire de la mission a augmenté, et le parti travailliste a changé sa position en décidant d'appuyer une contribution néerlandaise à la guerre en Afghanistan, puisque le cadrage des acteurs internationaux avait rejoint l'identité du parti, orientée vers les politiques internationalistes et la coopération. Les troupes ont finalement été déployées.

¹⁵ Le cadrage (*framing*) consiste en un « process of culling a few elements of perceived reality and assembling a narrative that highlights connections among them to promote a particular interpretation » (Entman, 2007, p. 164).

Sjolander (2009, p. 85) observe elle aussi que les attentes alliées ne sont pas automatiquement écoutées. Elle note que les États-Unis ont ressenti une frustration par rapport à la décision canadienne de ne pas participer à l'invasion de l'Irak, puisqu'ils s'attendaient à un autre type de réponse. Cette décision canadienne représentait néanmoins la volonté de la majorité de la population et d'une portion du caucus libéral. L'auteure observe que la situation inverse s'est déroulée lors de la guerre en Afghanistan, alors que le gouvernement de Paul Martin a décidé de prolonger la mission canadienne dans cet État en raison de pressions venant d'alliés et de l'OTAN (Sjolander, 2009, p. 86).

En bref, nous défendons l'idée que pour être écoutées par l'exécutif, les demandes alliées doivent être relayées par des groupes internes importants aux yeux des décideurs, soient son caucus et sa base électorale. À l'opposé, des demandes alliées qui vont à l'encontre du rôle préféré par l'exécutif pourront être ignorées par ce dernier si les acteurs internes importants pour lui rejettent eux aussi ces demandes, ou sont indifférents face à elles. Les préférences de l'exécutif peuvent donc être contraintes par les attentes des alliés si ces dernières sont véhiculées par des acteurs internes importants aux yeux des décideurs. De ce mécanisme découle la contribution militaire offerte par le Canada dans une intervention militaire internationale dirigée par les États-Unis. Il convient par contre de bien différencier les types de contribution militaire possibles, ce sur quoi nous nous penchons dans la section suivante.

3.3 Le type de contribution militaire

Une démocratie peut être appelée à faire divers types de contribution dans une intervention militaire. Contrairement à la non-participation ou au seul appui politique, l'expression « intervention militaire » est large. À la lumière de la revue de littérature présentée dans le chapitre précédent, nous observons que trois principaux éléments

définissent une contribution militaire : son caractère de combat ou de non-combat, la taille du contingent de soldats envoyés (relativement petit ou grand) par rapport aux autres alliés et son niveau de risque, lié à sa nature et à la rigidité des règles d'engagement. Si la taille du contingent par rapport à celui des autres alliés ne nécessite pas d'explication, les deux autres éléments méritent d'être précisés.

Premièrement, par rapport au caractère de combat ou de non-combat de l'intervention militaire, il n'existe pas de définition claire identifiant la différence entre les deux (Brewster, 2014 ; Fredland, 2004), et les gouvernements semblent laisser libre cours à leur interprétation (Brewster, 2016a ; Montopoli, 2010). En nous basant sur les classifications de Fredland (2004, p. 207-208, 217-219), Brooks (2002, p. 9-10), Hummel (2007, p. 8) et de la Doctrine militaire canadienne (Ministère de la Défense du Canada, 2009, p. 6-13 - 6-16), nous avons donc établi une différenciation entre deux types d'opérations. Les opérations militaires de non-combat consistent en du soutien militaire — entraînement tactique des armées et officiers, analyse de la menace, conseil sur le déploiement et l'organisation des forces, planification stratégique et fourniture d'armes — ; ou des services spécialisés non-léthaux — sécurisation des communications, interception de signaux, déminage, logistique dans des opérations de non-combat, gestion du transport aérien (même dans un environnement hostile) et maintenance des installations et bases militaires. Globalement, elles sont décrites comme des opérations améliorant la capacité du gouvernement et des institutions — comme le système judiciaire et les forces militaires — du pays hôte d'apporter à l'environnement des changements durables qui s'attaquent aux causes de l'instabilité (Fredland, 2004, p. 207-208, 217-219 ; Brooks, 2002, p. 9-10 ; Hummel, 2007, p. 8).

À l'opposé, les opérations militaires de combat consistent en (1) une série d'actions rapides, violentes et imprévues menées de façon à créer une situation turbulente qui se détériore rapidement et à laquelle l'ennemi n'est pas en mesure de faire face ; (2)

des attaques dirigées contre les composantes morales de l'ennemi, plus particulièrement contre sa volonté, ses plans militaires, sa capacité de manœuvre, sa capacité de commandement et de contrôle et son moral ; et (3) des actions intégrées, de sorte qu'elles permettent de prendre et de conserver l'initiative, de prendre une avance sur l'ennemi et de maintenir ce dernier hors d'équilibre (Ministère de la Défense du Canada, 2009, p. 6-13 – 6-16). En bref, les opérations de combat consistent en l'envoi de forces navales, aériennes ou au sol qui font un usage proactif de la force contre une menace.

Deuxièmement, concernant le niveau de risque impliqué, Hummel (2007, p. 8) donne des pistes de réponses lorsqu'il résume la typologie rationnelle/utilitaire de l'engagement militaire. Le niveau de risque le plus bas est associé à l'absence d'implication dans le conflit, suivie d'un soutien logistique, puisque ces deux types de contribution n'impliquent pas de grands risques de pertes de vies humaines au sein du contingent impliqué. Vient ensuite un soutien à une certaine distance des lignes de front ou de maintien de la paix et reconstruction, puis l'envoi de troupes navales et aériennes et la guerre asymétrique, étant donné que cela entraîne un certain risque, bien que limité, pour les soldats. Le niveau de risque le plus élevé est associé à la guerre conventionnelle et l'envoi de troupes au sol participant à des opérations de combat.

Le niveau de risque est non seulement lié à la nature de l'intervention choisie (navale, aérienne, de non-combat, au sol), mais aussi aux règles d'engagements — permissives, strictes, ou entre les deux — décidées par l'exécutif. Ces règles d'engagement consistent en des décisions ou instructions provenant de l'exécutif qui limitent ou permettent la participation du contingent à certaines opérations militaires lors d'une intervention internationale (Saideman et Auerswald, 2012, p. 69). Ainsi, certains contingents militaires sont très flexibles puisqu'une grande autorité est confiée aux agents militaires qui la dirigent, alors que d'autres sont peu flexibles,

puisque toute action militaire doit être pré-approuvée par l'exécutif politique de leur État (Saideman et Auerswald, 2012, p. 68). Dans cette dernière situation, les officiers militaires doivent communiquer avec l'exécutif pour obtenir la permission de participer à une nouvelle opération (Saideman et Auerswald, 2012, p. 70). Plus les règles d'engagement du contingent d'un État sont larges, plus le niveau de risque de la mission est élevé, puisqu'il pourra participer à des opérations se déroulant dans des zones risquées et à des opérations de combat comme des échanges de tirs offensifs (Saideman et Auerswald, 2012). En d'autres mots, plus ces règles sont larges, plus le contingent agira en suivant l'évolution de la guerre et risque de vivre une escalade des violences durant certaines périodes.

3.4 Méthodologie

Dans cette section, nous expliquons la méthodologie utilisée pour démontrer ce modèle théorique. Nous avons sélectionné nos cas d'étude de manière à assurer une variation sur notre variable dépendante. Effectivement, le type de contribution militaire choisie a varié dans les interventions militaires étudiées, et ce, malgré leur objectif similaire de lutter contre le terrorisme. Lors de la guerre en Irak et en Syrie contre Daech, le gouvernement conservateur de Stephen Harper a surtout misé sur les frappes aériennes de 2014 à 2015, mais a mené une opération de combat peu risquée en envoyant peu de soldats au sol. Le gouvernement libéral de Justin Trudeau, qui a pris sa relève à la fin de 2015, a mené des opérations plus risquées mais n'impliquant pas de combat, ayant davantage de troupes au sol qui soutiennent les troupes locales et ayant des règles d'engagement larges. Nous avons ensuite réalisé nos deux études de cas par l'entremise d'analyses de contenu qualitatives et de la méthode de la reconstitution du processus décisionnel afin de cerner dans quelle mesure les rôles préférés par les exécutifs ont été mis en œuvre concrètement.

3.4.1 L'analyse de contenu qualitative

L'analyse de contenu qualitative permet d'identifier systématiquement le sens de données qualitatives en assignant successivement des portions du matériel à des catégories faisant partie d'une trame de codage (*coding frame*) (Schreier, 2013, p. 170). Cette méthode permet de réduire la quantité de matériel, puisqu'elle demande au chercheur « to focus on selected aspects of meaning, namely those aspects that relate to the overall research question » (Schreier, 2013, p. 170). Le chercheur établit des catégories abstraites qui permettent de classer les extraits des textes analysés (Schreier, 2013, p. 170). Dans ce mémoire, l'analyse de contenu qualitative était essentielle pour bien associer une conception du rôle dominante à chacun des exécutifs étudiés. En effet, tel qu'observé précédemment, deux rôles sont associés au PLC, et il fallait par conséquent identifier celui qui dominait au sein de l'exécutif dirigé par Justin Trudeau. Ensuite, dans un souci d'uniformité, nous avons effectué le même processus pour l'exécutif du PCC dirigé par Harper.

Pour employer cette méthode dans nos deux cas d'étude, dans un premier temps, nous avons identifié les individus considérés comme étant au cœur des prises de décision de l'exécutif, soient le chef (Nossal, Roussel et Paquin, 2007, p. 289-290) et son principal ou ses principaux conseillers. Nous avons ensuite sélectionné un corpus d'interventions parlementaires faites par Trudeau et Harper lorsqu'ils étaient dans l'opposition, étant donné que cette position entraîne moins de contraintes à exprimer sa pensée,¹⁶ et avant la montée de Daech, puisque Harper était au pouvoir et que le parti de Trudeau était divisé sur la question, entraînant chez lui des propos flous

¹⁶ Bennett et Checkel (2012, p. 36) précisent en effet que pour identifier « [an] actor's real preferences, given that they are often engaged in strategic contexts that provide incentives to misrepresent those preferences [...] [an] option is to infer preferences from an actor's earlier rhetoric and actions and use these preferences to explain subsequent behavior, while also investigating the possibility that these preferences may change over time through learning, changing life cycle stages/aging, or other processes ».

(Marquis, 2014). Pour identifier les textes appropriés, nous avons cherché sur le site Web Openparliament.ca les interventions de chacun des chefs ayant les expressions « Iraq », « Afghanistan », « Kandahar », « Libya », « NATO », « the UN », « United Nations », « United States », « U.S. », « Obama », « Bush », « multilateral », « Afghans », « Syria » et « military ». Nous avons par la suite fait un tri pour conserver uniquement les textes concernant des interventions militaires internationales, des guerres civiles ou la lutte contre le terrorisme. Nous nous sommes aussi intéressés à leurs lettres ouvertes publiées dans des médias portant sur la politique étrangère et à leurs discours dont il existe des transcriptions complètes.

Dans le cas des conseillers, puisqu'ils n'ont pas de tribune au Parlement, nous nous sommes intéressés à leurs interventions sur le réseau social Twitter, à leurs lettres ouvertes publiées dans des médias¹⁷ et à leurs textes d'opinion sur la politique étrangère publiés sur diverses plateformes. Étant donné le fait que les gazouillis sont très courts, nous avons ajouté quatre mots-clés à ceux précédemment mentionnés pour nous assurer d'identifier tous les gazouillis pertinents lors de la sélection du corpus : « terrorism », « terrorist », « war » et « foreign policy ».

Nous avons ainsi rassemblé 86 textes de Harper (trois lettres ouvertes publiées dans des médias, un discours et 82 interventions parlementaires), trois textes du conseiller en politique de défense au Bureau du Premier ministre sous Harper, Roy Rempel (deux lettres d'opinion dans le Globe and Mail et un rapport scientifique), aucun texte de l'ex-chef de cabinet de Harper, Ray Novak (qui n'a publié aucun gazouillis ayant les mots-clés recherchés et aucune lettre ouverte), 11 textes de Trudeau (9 interventions aux Communes et deux discours), deux gazouillis de la chef de cabinet de Trudeau, Katie Telford, et 31 gazouillis du secrétaire principal de Trudeau, Gerald Butts. Étant donné le manque de contenu identifié pour Telford et Novak, ils ont été

¹⁷ À travers une recherche sur Factiva, Eurêka et Google.

écartés des analyses de contenu. Une fois ces textes récoltés, nous avons développé une grille d'analyse pour identifier quelles conceptions du rôle national dominaient le discours de chacun des chefs et celui de leurs principaux conseillers. La grille est formée de quatre caractéristiques distinctives de chacun des rôles (voir Tableau 3.2). Les caractéristiques rejoignant deux rôles ou étant trop floues n'ont pas été conservées. À l'aide de cette grille, nous avons identifié combien de fois chaque caractéristique est présente dans la rhétorique des individus ciblés pour identifier la conception du rôle dominante chez chacun d'entre eux. Pour chaque texte analysé, nous avons procédé à un codage phrase par phrase. Nous avons codé uniquement les phrases faisant ressortir clairement une caractéristique. Par rapport à la première caractéristique associée au rôle d'allié fiable des États-Unis, nous incluons notamment les mentions de cet État comme étant l'allié principal du Canada et les références plus larges à l'importance de suivre ses alliés. De plus, dans la grille, les formulations telles « É-U (positif) » signifient « référence positive aux États-Unis », et l'inverse est vrai pour É-U (négatif).

Tableau 3.2 Grille d'analyse

Rôles et caractéristiques distinctives		Harper	Rempel	Trudeau	Butts
Allié fiable des États-Unis	É-U (positif) / responsabilité de suivre/soutenir É-U/ses alliés				
	Vision égoïste de l'intérêt national				
	Intervenir à travers mission de combat				
	Multilatéralisme/ONU (négatif)				
Défenseur des valeurs libérales	Militarisme (positif avec conditions) / usage de la force de combat en dernier recours				
	Il faut agir militairement pour aider des populations locales / éviter génocide				
	Défense des droits humains justifie l'intervention militaire				
	OTAN (positif)				
Bon citoyen international	É-U (négatif)				
	ONU (positif)				
	Aider les populations locales/défendre droits humains, mais pas à travers mission de combat				
	Dialoguer/Faire des compromis				

Ensuite, nous avons vérifié si des conceptions concurrentes du rôle existaient au sein des deux partis politiques étudiés. Pour ce faire, nous n'avons pas mené d'autres analyses de contenu, mais plutôt inscrit les mots-clefs associés aux rôles ci-haut dans le site OpenParliament.ca en sélectionnant le parti politique adéquat parmi les critères de recherches. Il était ainsi possible d'identifier rapidement le potentiel de conflit de rôles au sein du parti. Cependant, l'analyse de contenu des propos tenus par les décideurs et de leur bras droit lorsqu'ils étaient dans l'opposition n'est pas suffisante pour identifier le rôle qui est performé par la suite par leur exécutif, étant donné que la conception dominante de ce dernier est contrainte par les attentes des alliés qui sont relayées au sein de l'État par des groupes importants pour les décideurs. Il faut conséquemment également étudier les décisions de l'exécutif une fois au pouvoir, ce

pourquoi nous utilisons une seconde méthode, la reconstitution du processus décisionnel.

3.4.2 La reconstitution du processus décisionnel

Dans un second temps, la reconstitution du processus décisionnel a permis de vérifier dans quelle mesure les préférences précédemment identifiées ont eu un impact sur la participation du Canada aux interventions militaires étudiées. L'objectif de la reconstitution du processus décisionnel est d'expliquer « how and why the factual outcome was produced instead of a counterfactual outcome that from some plausible perspective would have been expected » (Bengtsson et Ruonavaara, 2017, p. 46). Globalement, cette méthode implique de s'intéresser à comment les différents faits sociaux et politiques ont été produits par des événements qui résultent des actions d'acteurs et d'interactions entre eux et des facteurs contextuels (Bengtsson et Ruonavaara, 2017, p. 46). En utilisant cette méthode, il faut considérer que les éléments centraux forment une chaîne ayant mené au résultat. Les données de la reconstitution du processus décisionnel consistent en fait en une série d'événements représentés par des observations non-standardisées (Bengtsson et Ruonavaara, 2017, p. 46). Les éléments centraux de la reconstitution du processus sont l'identification des tendances ou du cheminement dépendant (*path dependance*), des moments critiques (*critical junctures*), des points focaux politiques (*political focal points*), des mécanismes sociaux, du contexte, de la périodicité et l'analyse contre-factuelle (Bengtsson et Ruonavaara, 2017, p. 45). Ce dernier point est toutefois peu élaboré dans ce mémoire, vu l'espace limité. Le « cheminement » dépendant est « a historical pattern in which a certain outcome can be traced back to a particular set of events on the basis of empirical observation guided by social theory » (Bengtsson et Ruonavaara, 2017, p. 50). Les moments critiques consistent quant à eux en des situations de prises de décisions où un acteur a la possibilité de faire des choix qui

ouvriront une nouvelle voie qui marquera l'histoire de leur État, alors que les points focaux politiques sont des moments de prises de décisions soumises à des contraintes (Bengtsson et Ruonavaara, 2017, p. 52).

Dans ce mémoire, nous divisons nos chapitres empiriques en fonction des points focaux politiques, puisque ce sont ces éléments qui ont été rencontrés dans nos cas d'étude plutôt que des moments critiques. Pour chaque étude de cas, nous avons porté attention aux différentes étapes des prises de décisions de chacun des exécutifs et aux dynamiques internes et pressions externes les entourant, au type d'intervention militaire choisie et à l'évolution de la mission menée et des dynamiques l'entourant. Nous avons ainsi tenu compte des décisions prises par les exécutifs, des dynamiques internes, des demandes alliées et de la réaction des exécutifs à celles-ci. Pour ce faire, nous avons posé les six mêmes questions aux deux études de cas.¹⁸ Nous nous sommes appuyés sur des documents officiels, articles médiatiques, conférences de presse, documents obtenus à l'aide de la loi d'accès à l'information et sept entretiens confidentiels et anonymes menés avec d'anciens conseillers et députés impliqués dans les dossiers de politique de défense et sécurité internationale canadienne et des journalistes couvrant le dossier. Pour bien identifier la présence ou non de la contrainte des attentes des alliés relayées par des groupes internes importants pour les décideurs, nous avons d'abord identifié quelles étaient les demandes des alliés à travers la lecture des communiqués publiés par les gouvernements de la France, de la Grande-Bretagne et des États-Unis à propos de la lutte contre Daesh et de leurs rencontres bilatérales avec le Canada, ou leurs déclarations sur ces sujets rapportées dans des médias.¹⁹ Ensuite, pour vérifier si ces demandes étaient partagées par des

¹⁸ Les questions sont détaillées dans l'annexe A.

¹⁹ Les communiqués américains ont été identifiés en allant sur les sites Web www.defense.gov/ et www.whitehouse.gov/, en inscrivant dans la barre de recherche les mots-clefs « Canada + ISIS », « Canada + Daesh », « Harper + ISIS », « Harper + Daesh », « Trudeau + ISIS », « Trudeau + Daesh » et simplement « Harper », « Trudeau », « Canada », « ISIS » et « Daesh » ; ceux de la France ont été identifiés en allant sur le site www.elysee.fr/, en inscrivant les mêmes mots-clefs, mais en français ; et

acteurs internes importants aux yeux des décideurs, soient le caucus de députés du parti et les partisans de ce dernier, nous nous sommes intéressés aux sondages d'opinion montrant l'appui des partisans de chaque parti étudié à un certain type de mission contre Daech, de même qu'aux interventions des différents députés des partis lors des débats parlementaires portant sur la mission contre Daech.

Dans les deux chapitres qui suivent, nous développons nos deux études de cas. Nous nous concentrons d'abord sur le comportement du gouvernement Harper dans la guerre contre Daech, puis étudions celui du gouvernement Trudeau. En nous basant sur notre modèle théorique, nous posons deux hypothèses :

1. L'exécutif dirigé par Harper, associé au rôle d'allié fiable des États-Unis, a contribué à l'intervention militaire contre Daech en Irak et en Syrie de façon à satisfaire son allié américain. Les groupes internes importants à ses yeux l'ont appuyé dans cette décision.
2. L'exécutif dirigé par Trudeau, ayant tiré le PLC à gauche du spectre idéologique, a voulu que le Canada performe le rôle de bon citoyen international dans l'intervention militaire contre Daech en Irak et en Syrie en participant à des opérations de non-combat. Néanmoins, il a été confronté à un désir de l'allié américain de voir le Canada impliqué de façon plus active, désir relayé par les internationalistes actifs du caucus libéral et ceux de la base électorale du parti. Il en a découlé une contribution de non-combat ayant des

ceux de la Grande-Bretagne ont été identifiés en allant sur le site www.gov.uk, en inscrivant les mêmes mots-clefs, et en sélectionnant les ministères appropriés pour limiter l'étendue de la recherche. Les communiqués pertinents sont tous cités directement dans le mémoire dans la portion démonstrative des chapitres 4 et 5. De plus, nous avons cherché les mêmes mots-clefs sur Google, Factiva et Eurêka, en ciblant les périodes temporelles appropriées, pour nous assurer de ne pas passer à côté d'une rencontre ou déclaration bilatérale ou concernant le Canada.

règles d'engagement larges et impliquant un plus grand contingent de soldats que sous les conservateurs.

CHAPITRE IV

LE GOUVERNEMENT HARPER ET LA LUTTE CONTRE DAECH

Le PCC dirigé par Harper, tant dans l'opposition que durant sa quasi-décennie au pouvoir, maintient une rhétorique soulignant l'importance d'être actif militairement sur la scène internationale en soutenant l'allié américain, de manière à défendre les valeurs canadiennes de façon adéquate (Boily, 2007, 2016). Cela lui vaut d'être accusé par ses opposants d'avoir un penchant pour la guerre (Chrétien, 2015 ; Heath, 2015 ; Lang, 2015 ; Siddiqui, 2015). Ces accusations continuent lorsque le gouvernement Harper décide de prendre part aux opérations de la coalition de volontaires dirigée par les États-Unis pour lutter contre Daech en Irak (Lang, 2015). Cette décision s'avère toutefois populaire tant auprès de la population du Canada que de ses alliés. Si la rhétorique gouvernementale attire alors l'attention sur la menace posée par Daech contre le Canada et la nécessité d'agir militairement pour détruire ce groupe, ses actions sont proactives, mais minimalistes.

En effet, en septembre 2014, le gouvernement Harper annonce le déploiement de quelques douzaines de soldats dans le nord de l'Irak pour conseiller et entraîner les forces kurdes, à la demande des États-Unis. Un mois plus tard, le gouvernement Harper déploie en Irak un avion de ravitaillement et deux avions de surveillance, de même que six avions de combat CF-18. Ces derniers mènent des frappes aériennes en Irak puis, à la suite de la prolongation et l'expansion de la mission en mars 2015, en Syrie également, mais sans ajout de troupes ni d'équipement. La contribution conservatrice est minimaliste en comparaison à celle des autres alliés de l'OTAN, et

beaucoup plus limitée que les engagements du Canada dans les récentes opérations de combat en Libye et en Afghanistan. Globalement, sous le gouvernement Harper, les avions de combat canadiens mènent moins de 4 % des frappes de la coalition en Irak et moins de 0,2 % de celles en Syrie (Airwars, 2017 ; Massie et von Hlatky, 2017, p. 2). Quant au contingent canadien déployé au sol sous Harper, il est petit en comparaison à celui des autres alliés occidentaux, atteignant 69 soldats alors que l'Espagne en a déployé 300, l'Italie 280, l'Australie 200, le Danemark 120 et les Pays-Bas 130 (Drennan, 2014 ; European Parliament, 2015, p. 9). Néanmoins, les FOS canadiennes se sont déployées rapidement et opèrent à proximité des lignes de front, rendant leur contribution plus risquée et valorisée par les États-Unis, qui avaient un besoin pressant d'un tel soutien. Une portion de la mission implique conséquemment un risque, ayant des règles d'engagement permissives, mais peu de troupes y participent.

La théorie du rôle permet d'expliquer pourquoi le gouvernement Harper a choisi de mener une mission de combat proactive, mais minimaliste en Irak et en Syrie de 2014 à 2015. Nous démontrons que la conception du rôle d'allié fiable des États-Unis a dominé au sein de l'exécutif dirigé par Harper durant cette période. Cette conception pousse l'exécutif à offrir une contribution valorisée par l'allié américain, dans ce cas-ci une mission de combat composée de frappes aériennes et de l'envoi d'un petit contingent flexible de FOS au sol très rapidement déployable. Un soutien proactif des États-Unis s'observe donc chez l'exécutif dirigé par Harper, faisant en sorte que ce dernier répond aux demandes de son allié sans même avoir besoin de pressions internes pour agir ainsi.

Ce chapitre démontre que la conception du rôle d'allié fiable des États-Unis a dominé au sein de l'exécutif dirigé par Harper, qu'elle n'a pas été contestée et qu'elle explique la contribution militaire offerte par le gouvernement conservateur, puisque celle-ci s'aligne sur les attentes des États-Unis. Ce chapitre se divise en quatre

sections. Dans la première, des analyses de contenu qualitatives font ressortir la conception du rôle dominante d'allié fiable des États-Unis chez Harper et son conseiller en politique de défense Roy Rempel de 2001 à 2006.²⁰ Nous vérifions également si des conceptions du rôle concurrentes étaient présentes entre 2001 et 2006 au sein de l'Alliance canadienne, du Parti progressiste conservateur et du PCC. Chacune des trois sections suivantes cible et approfondit un point focal politique à l'aide de la méthode de la reconstitution du processus décisionnel. De ce fait, la seconde section se penche sur la décision de l'exécutif dirigé par Harper d'amorcer sa participation à l'intervention militaire internationale contre Daech — dirigée par les États-Unis — durant l'été 2014. Ceci s'est fait par l'envoi d'équipement militaire aux forces kurdes et une mission de formation et conseil. La troisième section étudie la décision de cet exécutif de participer aux frappes aériennes de la coalition multinationale de lutte contre Daech en Irak dès l'automne 2014. Finalement, la quatrième aborde l'expansion de ces opérations et l'expansion des frappes aériennes à la Syrie. L'analyse approfondie de chacun de ces trois points focaux politiques fait ressortir une tendance de soutien actif des États-Unis. Cela démontre que la domination de la conception du rôle d'allié fiable au sein de l'exécutif dirigé par Harper permet d'expliquer sa contribution dans la lutte contre Daech.

4.1 Les conceptions du rôle national présentes au sein du PCC de 2001 à 2006

À l'aide de notre modèle d'analyse de contenu qualitative présenté dans le chapitre 3, nous avons analysé la rhétorique de Harper et de Rempel dans l'ère post-11 septembre avant qu'ils soient à l'emploi du parti au pouvoir et avant qu'il soit question d'une intervention militaire canadienne contre Daech. Rempel a en effet été

²⁰ L'année de départ est 2001 pour s'ancrer dans l'ère post-11 septembre, et la dernière année étudiée dans cette section est 2006 puisqu'ensuite le parti prend le pouvoir.

identifié, à travers des articles médiatiques, scientifiques et des documents gouvernementaux, comme l'un des deux principaux bras droits de Harper aidant ce dernier à prendre des décisions en matière de sécurité internationale (Hill Times, 2014 ; Rempel, 2010, 2012, 2013 ; Morin et Roussel, 2014, p. 5). L'autre proche conseiller de Harper, son chef de cabinet Ray Novak (Iverson, 2016 ; Postmedia news, 2016 ; Raj, 2013 ; Sibley, 2015 ; Wherry, 2010), n'a pas exprimé publiquement son opinion en termes de sécurité internationale ou de politique étrangère en général, ce pourquoi nous n'avons pas pu en tenir compte dans l'analyse. Il ressort des analyses de contenu des textes de Harper et Rempel une domination totale de la conception du rôle d'allié fiable des États-Unis. En réalité, dans les 86 textes de Harper étudiés, 108 phrases reflètent une conception du rôle d'allié fiable des États-Unis, par rapport à 9 phrases qui font référence à celle de défenseur des valeurs libérales et deux liées à celle de bon citoyen international. Par conséquent, la conception du rôle d'allié fiable des États-Unis domine chez Harper. Dans le cas de Rempel, dans les trois textes analysés, dix-huit phrases reflètent une conception du rôle d'allié fiable des États-Unis, et aucune ne fait référence aux deux autres rôles, montrant la domination du même rôle que chez Harper. Le tableau 4.1, à la page suivante, illustre plus précisément les résultats des analyses de contenu.

Pour mieux vérifier nos résultats, nous détaillons dans les sous-sections suivantes quelques passages des textes étudiés, d'abord pour Harper, puis pour Rempel. Dans la troisième sous-section, nous vérifions le potentiel de conflit de rôles au sein du PCC. Pour ce faire, nous nous intéressons à la rhétorique des députés de l'Alliance canadienne et du Parti progressiste conservateur par rapport aux guerres en Irak et en Afghanistan. Il s'agit d'identifier si certains députés ont exprimé des opinions différentes de celle de Harper et Rempel par rapport à la guerre en Irak et en Afghanistan, ou si tous partageaient la même conception du rôle national. Il ressort de cette section que le rôle d'allié fiable des États-Unis ne fait pas consensus, mais est accepté par les députés du PCC, qui ne le contestent pas publiquement.

Tableau 4.1 Résultats des analyses de contenu des textes de Harper et Rempel

Rôles et caractéristiques distinctives		Harper	Rempel
Allié fiable des États-Unis	É-U (positif) / Responsabilité de suivre/soutenir É-U/ses alliés	75	8
	Vision égoïste de l'intérêt national canadien	6	5
	Intervenir à travers mission de combat	18	0
	Multilatéralisme/ONU (néгатif)	9	5
Défenseur des valeurs libérales	Militarisme (positif avec conditions) / usage force de combat de dernier recours	0	0
	Il faut agir militairement pour aider des populations locales / éviter génocide	6	0
	Défense des droits humains justifie l'intervention militaire	2	0
	OTAN (positif)	1	0
Bon citoyen international	É-U (néгатif)	0	0
	ONU (positif)	2	0
	Aider les populations locales/ défendre droits humains, mais pas à travers mission de combat	0	0
	Dialoguer/faire des compromis	0	0

4.1.1 Harper et la conception du rôle d'allié fiable

À l'été 2002, dans son premier discours de politique étrangère majeur en tant que chef de l'Alliance canadienne, Harper accuse le gouvernement libéral de faire passer son agenda idéologique « ahead of real Canadian interests » en retirant prématurément les FAC des opérations anti-terroristes se déroulant dans la province de Kandahar, en Afghanistan (Harper, 2002a). Harper fait ressortir la conception du rôle d'allié fiable des États-Unis, tant par sa conception égoïste de l'intérêt national que par son désir de soutenir militairement cet État. Il explique que « not only does the United States have this special relationship to us, it is the world leader when it comes to freedom and democracy ». Le lien important qui existe entre le Canada et les États-Unis est à ses yeux « both the essence of our own self-interest and a moral imperative for any Canadian leader » (Harper, 2002a).

Dans ce même discours, Harper réitère sa position pro-américaine en déclarant que « the United States is our closest neighbour, our best ally, our biggest customer and our most consistent friend » (Harper, 2002a). Affichant sa vision négative du multilatéralisme, Harper presse le gouvernement d'augmenter les capacités militaires et du même coup l'indépendance du Canada, puis dénonce la « surdépendance » des libéraux envers l'ONU :

The limits of UN declarations are not the limits of Canadian foreign policy or our security needs. While Canada has always strived to work with the United Nations and other multilateral bodies we have also pursued independent policies with our allies (Harper, 2002c).

En tant que chef de l'Alliance canadienne puis du PCC, Harper se positionne aussi par rapport à l'invasion américaine de l'Irak. À la suite des attentats terroristes du 11 septembre 2001, le président américain George W. Bush soupçonne son homologue irakien, Saddam Hussein, de détenir des armes de destruction massive et d'être lié aux attentats. Lorsque l'administration Bush annonce son intention d'aller en guerre contre l'Irak, Harper et l'Alliance canadienne souhaitent fermement appuyer leur voisin, même si l'intervention militaire n'est pas sanctionnée par une organisation multilatérale. Alors que le premier ministre libéral canadien Jean Chrétien déclare au début de septembre 2002 qu'il n'a vu aucune preuve liant le dictateur irakien au terrorisme, Harper estime plutôt que le Canada doit y participer aux côtés de son allié américain en utilisant la force militaire :

We understand that the great geopolitical battles against modern tyrants and threats are battles over values. [...] This moral stand should not just give us the right to stand with our allies, but the duty to do so and the responsibility to put « hard power » behind our international commitments (Harper, 2003a).²¹

²¹ Voir aussi Harper (2003b, 2003c, 2003d, 2003e).

Harper exprime aussi très clairement sa philosophie en politique étrangère dans un discours livré devant l'organisation conservatrice Civitas en avril 2003.²² « There is no doubt about the technical capacity of our society to fight this war, déclare-t-il. What is evident is the lack of desire of the modern liberals to fight » (Harper, 2003a). Prendre les armes pour lutter contre une menace n'est de ce fait pas problématique, aux yeux de Harper. Cette vision positive de l'usage de la force militaire est également identifiée dans un de ses discours aux Communes en octobre 2002, alors qu'il déclare que « [w]e will pursue defence and foreign policies that give Canadians hard power, capabilities that allow us to support our friends and to aggressively advance our values in the world » (Harper, 2002b).

En 2004, les faits confirment qu'il n'y a pas d'armes de destruction massive en Irak et que Saddam Hussein n'est pas lié aux attaques terroristes du 11 septembre 2001. Harper revient sur sa position, sans toutefois critiquer les États-Unis. « I certainly consider myself to be a friend of the United » indique Harper durant la campagne électorale menant au scrutin du 23 janvier 2005, mais il admet que :

On Iraq, while I support the removal of Saddam Hussein and applaud the efforts to establish democracy and freedom in Iraq, I would not commit Canadian troops to that country. I must admit great disappointment at the failure to substantiate pre-war intelligence information regarding Iraq's possession of weapons of mass destruction (Harper, 2005).

Le chef du PCC ne fait toutefois pas de commentaire à propos de l'absence de liens entre le régime Hussein et le groupe terroriste Al-Qaïda. Il ne critique pas non plus les États-Unis et le Royaume-Uni d'avoir fait pression sur leurs alliés pour qu'ils appuient une guerre ayant de faux fondements. Cela montre sa conception du rôle

²² Ce discours, livré le 25 avril 2003, a par la suite été publié dans le *Citizens Centre Report Magazine*. Voir Harper (2003a).

d'allié fiable des États-Unis. Le même rôle domine la rhétorique de Rempel, ce que nous illustrons dans la sous-section suivante.

4.1.2 Rempel et la conception du rôle d'allié fiable

Rempel abonde dans le même sens que Harper. Dans un rapport coécrit avec Douglas L. Bland, l'auteur critique le rôle limité que le Canada a dû jouer dans la guerre du Golfe en raison de ses faibles capacités militaires :

The naval contingent deployed with obsolescent ships which, while performing a relevant rear echelon role, were restricted to operations that were well out of harm's way. [...] Neglect of defence capabilities over the previous two decades had necessitated this limited role and the government seemed content simply to show the flag (Bland et Rempel, 2004).

Rempel (2006) illustre en outre sa vision égoïste de l'intérêt national lorsqu'il déclare dans une lettre d'opinion que « [i]n the final analysis, our foreign policy must be about one thing and one thing only — protecting and promoting the security and prosperity of Canada and Canadians. That is the national interest ». Il précise ensuite que cela signifie entre autres de plaire aux États-Unis et d'avoir des politiques compatibles à celles des alliés du Canada :

The most pressing foreign-policy objectives for the new Conservative government are to redress relations with the United States, build a meaningful place for Canada in the international community by presenting credible and understandable policies to our allies, and to assert Canada's sovereignty in North America by refusing to « free-ride » on the American eagle.

Finalement, Rempel se montre aussi critique de l'ONU et du multilatéralisme, en déclarant que :

Mr. Martin recites the usual mantra of supposed Canadian successes, including the land-mines treaty and the International Criminal Court. However, neither of these major Canadian multilateral initiatives has served to advance Canada's national interests with its major allies, particularly the United States (Rempel, 2003).

En résumé, de 2001 à 2006, Harper et Rempel sont sur la même longueur d'onde en politique de sécurité internationale, possédant tous deux une conception du rôle d'allié fiable des États-Unis. Cependant, qu'en est-il des autres députés conservateurs, d'abord dispersés au sein de l'Alliance canadienne et du Parti progressiste conservateur, puis réunis au sein du PCC ? La sous-section suivante montre que s'ils ont d'abord eu des différends, leurs divergences d'opinions se sont tues lors de la création du PCC, rendant faible le risque de conflits de rôle affectant les décisions de l'exécutif dirigé par Harper dès 2006.

4.1.3 Les « autres » conservateurs et les guerres en Afghanistan et en Irak

Dès 2002, les députés de droite, tant à l'Alliance canadienne que chez les progressistes conservateurs, partagent son désir d'un engagement militaire important du Canada en Afghanistan. Dans le camp de l'Alliance canadienne, Stockwell Day fait ressortir sa valorisation de l'usage de la force militaire de combat lorsqu'il déclare que :

there are no rear guard positions in the war on terrorism. There are only frontlines. That is exactly where Canada should be. We should be standing shoulder to shoulder with other democratic nations that believe in, support and cherish freedom and democracy as much as we do (Day, 2001).²³

Il en va de même pour John M. Cummins, qui a par contre une vision encore plus égoïste de l'intérêt national canadien que ses collègues :

²³ Voir aussi Pallister (2001).

I support Canada's commitment to send the Canadian armed forces to serve in the coalition currently engaged in operations in Afghanistan directed at eliminating this hideous threat. It is never an easy decision to commit a nation to war, but commit we must to ensure the safety of our neighbourhoods and the continuance of our way of life. There has never been such a threat on our own shores (Cummins, 2001).

Le désir d'être un allié fiable des États-Unis est très présent dans la rhétorique des collègues de Harper, dont Brian William Pallister, qui déclare que « [o]ur allies may accept a lack of strength on our part but they will not accept, nor should Canadians accept, a lack of will. We support the government in its decision to demonstrate that Canadians have such a will » (Pallister, 2001).²⁴ Vouloir être un allié fiable des États-Unis justifie, pour certains, le besoin de faire une contribution importante. Gary Lunn déclare en effet que « Canada has been a very good friend, neighbour and ally with the United States in the war on terrorism. [...] Our armed forces are now in Afghanistan taking a leading role in the war, as we should » (Lunn, 2002).

Les progressistes conservateurs souhaitent eux aussi voir une contribution canadienne significative en Afghanistan. « [T]he truth is Canada would not even have troops in Afghanistan if we had not forced the Prime Minister's hand », note par exemple Gerard Keddy (2002). Contrairement aux députés de l'Alliance canadienne, ils voient toutefois l'usage de la force militaire comme une option de dernier recours et valorisent la diplomatie : « Military action should be the last action. We have an obligation to do everything we can to find alternatives. That includes exploring economic avenues to resolve these issues. It includes diplomacy. Diplomacy is a key role for us as parliamentarians and politicians », précise en effet Bill Casey (2001). Dans le cas de l'Afghanistan, plusieurs États participent à l'intervention militaire et la diplomatie n'a pas fonctionné, les poussant donc à approuver l'intervention militaire.

²⁴ Voir aussi Solberg (2001) et Goldring (2002).

Certains progressistes conservateurs se rapprochent conséquemment davantage du rôle de défenseur des valeurs libérales que de celui d'allié fiable des États-Unis.

Les députés de l'Alliance canadienne partagent également l'opinion de Harper et Rempel quant à la guerre en Irak. Le député Rahim Jaffer critique les libéraux en déclarant que « [t]hey have ignored our responsibilities to our allies in Iraq », faisant ressortir le rôle d'allié fiable des États-Unis (Jaffer, 2003a). Jason Kenney dépose quant à lui aux Communes une pétition de 300 résidents de son comté « calling on Canada to support our U.S. allies in their effort to bring peace, stability and democracy to Iraq » (Kenney, 2003). Aux yeux de Cheryl Gallant, « Canada did have an obligation to provide moral support. Now Canadian loggers and farmers have to deal with the problems created by only being critical of our historic ally and largest trading partner » (Gallant, 2004a).²⁵ John Reynolds ferme pour sa part la porte au dialogue avec l'Irak et souhaite plutôt appuyer les États-Unis :

Saddam Hussein's regime is as evil as the world has ever seen. The Prime Minister wants to keep the lines of communications with him open. There is absolutely no way that we should be communicating with our enemy. The Prime Minister should be doing the right thing, which is what he was asked to do formally by Washington (Reynold, 2003a).²⁶

Les progressistes conservateurs ne sont, au départ, pas d'accord avec leurs autres collègues de droite, puisqu'ils estiment qu'il faut laisser le temps aux moyens diplomatiques d'être testés en Irak plutôt que d'encourager les États-Unis à y mener une guerre. Ils font ainsi encore une fois ressortir leur conception du rôle de défenseur des valeurs libérales. « We should consequently resist the temptation to be drawn by small groups that might depart from the strength of the multilateral tradition and

²⁵ Voir aussi Lunn (2003); Gallant (2004b) et Mark (2002).

²⁶ Voir aussi Reynolds (2003b) et Hill (2003).

significantly undermine United Nations activities and indeed increase the rate of its failures », prévient Joe Clark. Il ajoute que « we did support the involvement in Kosovo because at least in the beginning it was an intervention that had been discussed between the United States and NATO » (Clark, 2003a).²⁷ « There is no war in Iraq and there does not need to be one », renchérit Bill Casey (2002b). Par rapport à l'alliance canado-américaine, Peter McKay rappelle quant à lui « the need to stand with friends in times of trouble, but also to stand with friends in telling them when a mistake might be made » (MacKay, 2002).²⁸ Malgré tout, une fois commencés les bombardements américains en Irak, l'interventionnisme lié au rôle de défenseur des valeurs libérales et le désir d'être un allié fiable prennent le dessus chez les progressistes conservateurs. Bill Casey déclare en effet que ne pas participer aux interventions militaires offensives :

does not mean we cannot play a very important role. Canada has resources and connections that could help right now. We also have the ability to play a leadership role in any reconstruction effort at the end of the war. First, Canada could immediately dispatch a field hospital unit to Iraq to help deal with the mounting casualties of war on all sides (Casey, 2003b).²⁹

Loyola Hearn renchérit en indiquant que « sending a field hospital to Iraq would be a welcome contribution by our allies and a concrete, positive step to show Canada will not shy away from the difficult task of reconstructing Iraq » (Hearn, 2003b). Les progressistes conservateurs affirment même désormais que la guerre menée par les États-Unis et le Royaume-Uni est légitime et appuyée par des résolutions de l'ONU : « resolutions 678, 687 and 1441 of the United Nations [give] to this intervention, in my view, the legal authority of the United Nations. So I believe that this is a conflict

²⁷ Voir aussi Clark (2002a) ; MacKay (2002) ; Casey (2002a, 2003a) et Hearn (2003a).

²⁸ Voir aussi Clark (2002b).

²⁹ Voir aussi Keddy (2003) et Wayne (2003).

under United Nations authority » (Clark, 2003b).³⁰ Ils critiquent vivement la façon dont le gouvernement libéral de Jean Chrétien a affirmé son refus de participer à cette guerre (Clark, 2003c). À partir de ce moment, les deux partis de droite sont donc sur la même longueur d'onde, ce qui tombe bien puisqu'ils fusionnent en décembre 2003. Lorsqu'en 2004 il est confirmé qu'il n'y a pas d'armes de destruction massive en Irak et que Saddam Hussein n'est pas lié aux attaques terroristes du 11 septembre 2001, les collègues de Harper n'abordent plus le sujet aux Communes.

En résumé, les députés de l'Alliance canadienne qui se sont exprimés aux Communes par rapport aux guerres en Afghanistan dès 2002 et en Irak dès 2003 partagent l'opinion de Harper et Rempel. Quant aux députés du Parti progressiste conservateur, certains se rapprochent davantage de celle de défenseur des valeurs libérales. Lorsque le PCC est créé, ces différences idéologiques ne refont toutefois plus surface, laissant place au rôle d'allié fiable des États-Unis, et ce, malgré les révélations liées à la guerre en Irak. Le potentiel de voir un conflit de rôle influencer la décision de l'exécutif est par conséquent faible au sein du PCC. À l'aide de la reconstitution du processus décisionnel, nous démontrons dans les sections suivantes que cette affirmation s'avère dans le cas de l'intervention militaire canadienne contre Daech sous le gouvernement conservateur.

4.2 Début de la lutte canadienne contre Daech en Irak

À l'été 2014, alors que Daech gagne du terrain en Irak et en Syrie, les États-Unis décident d'y intervenir militairement. Le gouvernement Harper s'embarque alors proactivement dans la lutte contre Daech en ciblant d'abord l'Irak. L'engagement du Canada commence par l'armement des forces kurdes qui luttent contre Daech, puis

³⁰ Voir aussi Clark (2003c).

évolue en une mission d'assistance et de conseil à ces combattants. Même si des éléments du rôle de défenseur des valeurs libérales sont alors présents dans la rhétorique de Harper et des ministres de son gouvernement, une tendance de soutien actif des États-Unis illustre la domination chez l'exécutif dirigé par Harper de la conception du rôle d'allié fiable, qui pousse le chef d'État à être proactif lorsque les États-Unis lui demandent d'intervenir à leurs côtés contre une menace.

L'enjeu d'une intervention militaire contre Daech s'impose à l'agenda politique et médiatique canadien le 7 août 2014 alors que le président américain Barack Obama annonce la conduite de frappes unilatérales américaines contre Daech et demande un soutien technique et politique de ses alliés (Reuters, 2014). Dès le lendemain, le ministre canadien des Affaires étrangères, John Baird, annonce que le Canada offrira de l'aide humanitaire à l'Irak et soutiendra ses alliés dans la lutte contre Daech (Gouvernement du Canada, 2014a) :

Le Canada appuie tous les efforts, y compris le largage de fournitures et les frappes aériennes des États-Unis, pour protéger la population civile contre les terroristes de [Daech]. Nous restons solidaires de ceux qui soutiennent le peuple irakien, y compris les soldats kurdes peshmerga qui combattent courageusement ce terrorisme violent (Gouvernement du Canada, 2014a).

Baird ajoute que des représentants canadiens « s'emploieront à déterminer la meilleure façon de soutenir le peuple irakien », mais n'ont « reçu aucune demande d'assistance militaire, et [...] continueron[t] de surveiller la situation, de concert avec nos alliés » (Gouvernement du Canada, 2014a).

Quelques jours plus tard, Harper échange avec son homologue américain et exprime « his strong support for US airstrikes against the terrorists as well as ongoing humanitarian relief efforts » à aider ceux qui sont affectés par Daech. Harper informe le président Obama que le Canada se tient prêt à fournir « de l'aide additionnelle » (Mas, 2014a). Trois jours plus tard, le premier ministre canadien annonce que le

Canada déploiera un CC-177 Globemaster et un CC-130J Hercules, avec environ 75 membres des FAC, pour aider dans le transport d'armement militaire de l'Europe aux forces kurdes en Irak (Gouvernement du Canada, 2014b). Les Américains, les Britanniques, les Français et les Australiens participent également à ce transport d'armements. Harper justifie la décision du Canada de participer à une telle opération en évoquant la défense de civils et de valeurs, plutôt que des raisons sécuritaires : « Canada will not stand idly by while [Daesh] continues its murder of innocent civilians and religious minorities » (Harper, 2014a). Cette explication rejoint le rôle de défenseur des valeurs libérales. Par contre, quelques jours plus tard, le premier ministre fait ressortir sa conception égoïste de l'intérêt national en affirmant que prévenir des attaques de groupes terroristes transnationaux est aussi au centre de sa décision de soutenir les frappes aériennes américaines en Irak :

Essentially you had a terrorist group establishing control of a large territory, essentially establishing a form of governance, and potentially using that to become a haven and a training ground for terrorism not just in the region, but across the world. And that, obviously, is a very big concern for all of us (Rennie, 2014).

Contrairement à la guerre en Afghanistan de 2002, Harper n'évoque pas l'envoi par l'Occident d'un large contingent de troupes au sol, qui n'est d'ailleurs pas une option envisagée par les États-Unis non plus (Obama, 2014).

La conception du rôle d'allié fiable des États-Unis entretenue par Harper ressort également lors du sommet de l'OTAN, le 5 septembre 2014. Le secrétaire d'État américain John Kerry organise une rencontre parallèlement au sommet et annonce la formation d'une « broad international coalition to degrade and, ultimately, to destroy the threat posed by [Daesh] ». La coalition « discussed in detail how NATO allies can extend immediate support to a new government in its efforts to unify the country against [Daesh] », notamment à l'aide de « additional training and equipping of the

Iraqi Security Forces », mais exclut tout déploiement au sol de troupes de combat (U.S. Department of State, 2014). La coalition réunit officiellement 60 États contributeurs et des organisations partenaires. Cependant, seuls les 10 alliés occidentaux, incluant le Canada, qui forment le « cœur » de la coalition, prennent part à la rencontre.

À la suite de cette dernière, le Canada annonce l'envoi de 50 à 100 soldats des FOS dans le nord de l'Irak pour conseiller et assister les soldats kurdes dans le cadre d'une mission ayant une durée initiale de 30 jours (Harper, 2014b). Cela en fait le seul État à commettre formellement des troupes militaires aux côtés des forces américaines, faisant ressortir la conception du rôle d'allié fiable des États-Unis. Les autres alliés occidentaux se contentent d'exprimer qu'ils sont prêts à prendre part à une intervention militaire dirigée par les États-Unis (U.S. Department of State, 2014). L'envoi rapide de ces troupes par le Canada correspond à un besoin des États-Unis d'avoir de l'aide à Erbil. En effet, Obama déclare en août que :

these terrorists have continued to move across Iraq and have neared the city of Erbil, where American diplomats and civilians serve at our consulate and American military personnel advise Iraqi forces. To stop the advance on Erbil, I've directed our military to take targeted strikes against [Daesh] terrorist convoys [...] We're also providing urgent assistance to Iraqi Government and Kurdish forces so they can more effectively wage the fight against [Daesh] (Obama, 2014).

De plus, le président américain vient d'obtenir l'autorisation de déployer davantage de troupes en Irak, qui feront notamment de la formation de troupes locales (Carter et Karadsheh, 2014). Harper admet que le président Obama a fait la demande à ses alliés d'envoyer eux aussi des conseillers militaires, en fonction des besoins américains sur le terrain :

Au cours des dernières semaines, j'ai discuté de la crise avec nos alliés. J'ai exprimé l'appui total du Canada à l'égard des mesures prises jusqu'à présent

pour contenir l'avancée de [Daech]. Après une évaluation des besoins sur le terrain, le Président Obama a demandé au Canada de s'engager à fournir des conseillers militaires. En réponse à cette demande, le Cabinet a autorisé le déploiement de plusieurs douzaines de membres des Forces armées canadiennes (Harper, 2014c).

Le gouvernement Harper informe les Canadiens que « [m]ême si les risques liés à cette mission sont faibles, elle n'est pas sans risques » (Harper, 2014c). Baird critique quant à lui le danger posé par Daech pour les « freedom-loving people around the world » et appelle à la défense des « principles that gave made our nations great, prosperous and free ». Il déclare même que « [i]t might seem convenient to brush off options as leading to mission creep in the future, but the hard reality is that inaction is not an option » (Baird, 2014). Malgré tout, l'intervention mise sur pied par l'exécutif conservateur reste minimaliste, montrant que même si cette rhétorique reflète les rôles de défenseur des valeurs libérales, c'est bel et bien l'égoïsme et le désir de soutenir les États-Unis de celui d'allié fiable qui dominant les actions du gouvernement canadien. Un porte-parole de Harper a résumé la situation de la façon suivante : « We have been asked to contribute military advisers and we have done that » (T. Harper, 2014).

Après quelques mois, le contingent canadien atteint 69 soldats. Cette contribution est faible comparativement à celle d'autres alliés occidentaux. L'Italie déploie en effet 280 conseillers militaires, l'Australie 200, le Danemark 120 et les Pays-Bas 130 (Drennan, 2014 ; European Parliament, 2015, p. 9). Le Canada arrive en fait au 12^e rang sur 16 nations contributrices à la mission d'entraînement en Irak. Cependant, malgré sa petite taille, le contingent militaire canadien est constitué de FOS de grande valeur, puisqu'elles assistent les forces kurdes Peshmerga jusqu'aux lignes de front de la guerre contre Daech dans le nord de l'Irak, alors que les déploiements alliés sont plutôt composés de soldats de forces régulières opérant loin des lignes de front, et est déployé rapidement (Chase, 2015a ; Fisher, 2015). La contribution canadienne, même

si formée d'un petit contingent de soldats, est ainsi risquée et a des règles d'engagement flexibles. Plus précisément, la mission des soldats canadiens consiste entre autres à diriger des frappes aériennes contre des cibles au sol, exécuter des tirs de missiles anti-tank contre les forces de Daech, participer à des échanges de tirs et procéder à des tirs isolés pour repousser les attaques ennemies aux lignes de front. Selon le brigadier-général Mike Rouleau, commandant des FOS canadiennes, ces dernières passent 20% de leur temps près des lignes de front (Chase, 2015a ; Lagassé, Massie et Roussel, 2017, p. 29). Cela fait du contingent canadien « l'un des plus actifs » en termes de règles d'engagement (Berthiaume, 2015b). En fait, le Canada a choisi les mêmes règles d'engagement que les États-Unis (Lagassé, Massie et Roussel, 2017, p. 32).

Durant cette période, une majorité de la population, soit 54 %, approuve la décision du premier ministre Harper d'envoyer des conseillers militaires pour contribuer à la lutte contre Daech, et seule une minorité (40 %) désapprouve cette décision. L'appui est particulièrement élevé chez les électeurs conservateurs, avec 77 % (Forum Research, 2014a). La population canadienne, partageant le désir des États-Unis et du gouvernement conservateur de voir son État agir activement dans la lutte internationale contre Daech, n'est pas mobilisée en faveur d'une autre option. Un mois après l'annonce de la première mouture d'intervention militaire canadienne en Irak, sous le gouvernement Harper, la situation reste similaire. 66 % des Canadiens l'approuvent — dont 81 % des partisans conservateurs — et seuls 23 % s'y opposent (Angus Reid, 2014). Il n'y a conséquemment pas de pressions significatives pour que le gouvernement Harper agisse autrement, permettant à ce dernier de suivre sa conception dominante du rôle national.

Bref, dès la mi-août 2014, l'exécutif dirigé par Harper répond aux demandes des États-Unis dans l'intervention militaire multinationale contre Daech, performant le rôle d'allié fiable des États-Unis. La population canadienne soutient ces décisions, de

même que les alliés internationaux du Canada. L'exécutif ne vit donc pas de contrainte dans la mise en œuvre de sa conception du rôle dominante.

4.3 La participation du Canada aux frappes aériennes contre Daech

Le 15 septembre 2014, plus de 30 États sont réunis à Paris pour discuter des stratégies de lutte contre Daech. Alors que les États-Unis mènent des frappes aériennes en Irak depuis le 8 août, l'Australie annonce le 14 septembre, jour précédent la rencontre, qu'elle répond positivement à une demande américaine de prendre part aux frappes aériennes de la coalition contre Daech. L'État annonce qu'il fournira huit avions de combat, un avion de ravitaillement et 200 entraîneurs militaires, dont des membres des FOS, pour « conseiller et assister » les soldats kurdes Peshmergas. Les Français, quant à eux, disent ne pas avoir encore reçu de demande américaine de prendre part à une mission de frappes aériennes (Nicholson, 2014 ; Lichfield, 2014). Dans ses remarques d'ouverture de la rencontre, le président français François Hollande annonce tout de même que son État commence à faire des vols de reconnaissance et de surveillance au-dessus de l'Irak.

Le 19 septembre 2014, Washington demande au Canada un soutien militaire additionnel (MDN et FAC, 2017). Quelques jours plus tard, à New York, le premier ministre Harper déclare que « [t]he United States has just recently, in the last couple days, [...] asked for some additional contribution and we'll — we're weighing our response to that ». Il n'explique pas le délai de réponse du Canada par rapport aux autres alliés, mais exprime son soutien pour une contribution additionnelle de son pays (Mas, 2014b). Harper ne laisse aucun doute par rapport à sa préférence pour la participation du Canada aux frappes aériennes de la coalition, montrant son aise face à l'usage de la force militaire de combat pour éliminer des menaces. Il affirme que « [w]e need to push them to the fringes and make their basic organization and

logistical existence very difficult on an ongoing basis [...] A lot of that can be done from the air ». Et même s'il avait indiqué vouloir attendre de discuter du sujet avec son cabinet et aux Communes avant de se prononcer, Harper devance la réunion du cabinet et les discussions parlementaires en déclarant qu'il n'a pas de résistance à prendre part à une mission de combat. Il précise également que « [w]e do not stand on the sidelines and watch. We do our part. That's always been how this country has handled its international responsibilities, and as long as I'm Prime Minister that's what we will continue to do » (Chase, 2014).

Il est révélé le 26 septembre que c'est en fait le gouvernement Harper — et non l'administration américaine — qui a demandé comment le Canada pourrait contribuer davantage dans l'intervention militaire contre Daech. Un porte-parole du secrétaire américain à la Défense confirme en effet que « the Canadians requested additional details on what they could do to contribute to coalition efforts to aid the Government of Iraq in countering [Daesh] and we sent a letter describing areas where their contributions would be helpful » (MacCharles et Campion-Smith, 2014). Par conséquent, il n'y a eu aucune pression exercée sur Harper par les Américains. L'exécutif dirigé par Harper souhaitait lui-même suivre les préférences de son allié, ce qui fait ressortir encore une fois une conception du rôle d'allié fiable des États-Unis. Le Canada a du même coup contribué à l'appel plus large du président américain aux alliés pour bâtir un soutien à la coalition de lutte contre Daech au Conseil de sécurité de l'ONU (Everson, 2014). Le 2 octobre, Harper dépose une motion aux Communes demandant l'approbation de l'envoi d'un maximum de 69 soldats des FOS, de jusqu'à 600 membres des FAC, de deux avions de surveillance aérienne Aurora, d'un avion de ravitaillement CC-150 Polaris et de six avions de combat CF-18 qui mèneront des frappes aériennes contre Daech. Les Néerlandais ont alors déjà annoncé leur participation aux frappes aériennes de la coalition depuis le 24 septembre, de même que les Britanniques, les Danois et les Belges, qui l'ont fait le 26 septembre, et l'Australie le 14 septembre. Cinq pays arabes ont même déjà pris part à

des raids aériens en Irak le 23 septembre (Lagassé, Massie et Roussel, 2017, p. 41). Harper justifie la participation canadienne aux frappes par le besoin de défendre des intérêts sécuritaires nationaux et de maintenir une relation d'allié fiable auprès des États-Unis en utilisant la force militaire de combat. De ce fait, Harper réitère que Daech est une menace directe pour le Canada :

[Daesh] has established a self-proclaimed caliphate, at present stretching over a vast territory, [...] from which it intends to launch a terrorist jihad not merely against the region, but on a global basis. Indeed, it has specifically targeted Canada and Canadians, urging supporters to attack “disbelieving Canadians in any manner,” vowing that we should not feel secure, even in our homes. [...] Indeed, we and our allies are acting now precisely to avoid a situation that was clearly headed to a wider, protracted and much more dangerous conflict (Harper, 2014d).

Il poursuit en évoquant la réputation d'allié fiable que doit maintenir le Canada :

We also know that our country, and its allies, share the obligation and the burden that is incumbent on all free peoples : that of rising up against global threats when it is in our power to do so. When our allies recognize and respond to a threat that would also harm us, we Canadians do not stand on the sidelines. We do our part (Harper, 2014d).

Harper ne mentionne ni l'ONU, ni l'OTAN, montrant encore une fois sa préférence pour l'alliance canado-américaine par rapport aux organismes multilatéraux. Le premier ministre donne d'autres informations sur la mission envisagée, à savoir qu'il n'y aura pas de combats au sol, qu'elle durera six mois et que le Canada limitera ses opérations de frappes à l'Irak parce qu'il n'a pas l'« appui clair » du gouvernement syrien pour mener des frappes contre Daech en Syrie. Même si les États-Unis, eux, mènent des frappes aériennes en Syrie depuis le 23 septembre, la position de Harper correspond tout de même au rôle d'allié fiable. En effet, aucune information ne laisse croire que les États-Unis ont demandé au Canada de les suivre dans leurs opérations en Syrie. Le chef conservateur ajoute que la mission de combat n'impliquera pas de

changement de régime : « What we are doing is taking part in an antiterrorist operation against [Daesh] and its allies. We do not want to wage war on any government in the region ». Finalement, Harper s'efforce de rassurer les Canadiens que « the actions we have announced are actions that will be relatively easy to end » (Harper, 2014d). L'exécutif conservateur souhaite ainsi montrer aux Canadiens que leur État ne s'enlise pas dans une mission coûteuse, de changement de régime, à long terme, sans stratégie de sortie. Cette prudence se voit aussi dans le début tardif des frappes canadiennes en Irak, le 2 novembre. En contraste, la première frappe aérienne de la France en Irak a eu lieu le 19 septembre, celle de la Grande-Bretagne le 30 septembre, de la Belgique le 5 octobre, des Pays-Bas le 7 octobre, de l'Australie le 9 octobre et du Danemark le 20 octobre (Lagassé, Massie et Roussel, 2017, p. 33). Bref, l'exécutif dirigé par Harper se contente de faire ce qu'il faut pour protéger les intérêts canadiens et satisfaire les États-Unis, sans plus.

Les sondages menés durant cette période montrent que même si les partis d'opposition ont voté contre la mission de frappes aériennes en Irak proposée par le PCC, ce dernier maintient le soutien de la population canadienne et de sa base électorale. Le soutien populaire est effectivement passé de 51 % avant la décision de Harper de participer aux frappes de la coalition à 61 % par la suite (Abacus Data, 2014, Forum Research, 2014b).³¹ Et le PCC écoutant déjà les demandes et actions des alliés du Canada, la population n'a pas à se mobiliser pour pousser le gouvernement à le faire. L'exécutif dirigé par Harper peut de ce fait encore une fois continuer à performer sa conception du rôle national dominante, celle d'allié fiable des États-Unis. Dans ce cas-ci, il s'agit d'adopter un rôle proactif, mais parfois minimaliste, de combat dans l'intervention militaire multinationale contre Daech, comme le demandaient les États-Unis.

³¹ Voir aussi Ipsos (2014).

4.4 L'élargissement des frappes à la Syrie

À l'approche de la fin des six mois de la mission canadienne de frappes aériennes en Irak, Harper étudie plusieurs options (The Canadian Press, 2015), incluant augmenter le nombre de CF-18 engagés dans la mission, prendre part à l'entraînement des troupes conventionnelles de l'armée irakienne ou augmenter le contingent de forces spéciales canadiennes (Pugliese, 2015). Le gouvernement Harper choisit plutôt une autre option, moins coûteuse, soit l'expansion de la mission canadienne de frappes aériennes à la Syrie sans augmentation du personnel ou de l'équipement déployé. Cette option permet de satisfaire la demande américaine pour de l'aide additionnelle sans compromettre l'objectif du gouvernement conservateur d'atteindre l'équilibre budgétaire en vue de l'élection fédérale de 2015 (Lagassé, Massie et Roussel, 2017, p. 40). Et en étant le premier État occidental après les États-Unis à mener des frappes en Syrie, la décision met aussi de la pression sur les autres États occidentaux de faire de même (Juneau, 2015).³² En d'autres mots, cette option est celle qui correspond le mieux à une conception du rôle d'allié fiable des États-Unis.

Le 18 mars 2015, Harper commence à aborder publiquement la possibilité de faire évoluer l'intervention militaire canadienne contre Daech en l'élargissant à la Syrie (Payton, 2015). Kenney fait de même, en déclarant que : « [Daesh] appears to be increasingly on the defensive in Iraq, and as I've mentioned before, they have apparently begun moving some of their heavier equipment back into Syria. And so we need to be flexible as we consider our options in the future » (Berthiaume, 2015a). Le 24 mars, sans surprise, le premier ministre dépose une motion aux Communes à cet effet, proposant cette fois une prolongation de la mission de frappes pour un an et son élargissement à la Syrie.

³² Le premier ministre australien admet cette pression. Voir Lagassé, Massie et Roussel (2017, p. 41).

Contrairement à ce qu'il avait indiqué dans la motion de 2014, cette fois le gouvernement Harper ne cherche pas «the express consent of the Syrian government» pour mener ces frappes, reconnaissant que Daech est en train de faire de la Syrie son refuge. «Instead we will work closely with our American and other allies who have already been carrying out such operations against [Daesh] over Syria in recent months», précise Harper (2015a). Ce dernier renchérit en déclarant, en réponse à une question de Justin Trudeau à savoir si le Canada restera en communication avec Assad en lien avec la conduite de ces frappes, que «[t]he reality is that the Assad regime is not willing, nor does it have the capacity, to combat [Daesh] in Syria. To prevent [Daesh] from seeking refuge in Syria, we believe it is necessary to work with our allies to mitigate this threat» (Harper, 2015b). Questionné quant aux bases légales d'une intervention militaire occidentale en Syrie, le chef conservateur affirme même que la «practical basis» de l'intervention canadienne est que son gouvernement est «determined to do whatever [it] can to degrade [Daesh] and to eliminate the threat it poses to this country» (Harper, 2015c), faisant ressortir l'égoïsme de sa conception du rôle national.

Le 30 mars, les députés canadiens se prononcent sur la seconde motion. La présence d'une majorité conservatrice aux Communes entraîne son adoption. Le Canada devient alors le premier État occidental après les États-Unis à mener des frappes aériennes contre Daech en Syrie. Seuls la Jordanie, l'Arabie saoudite, la Turquie et les Émirats arabes unis y ont jusque-là conduit des frappes aux côtés des États-Unis (Massie et von Hlatky, 2017, p. 39). Kenney admet que «I would say that we had ongoing discussions with the Americans and our other allies, and they indicated that it would be useful for Canada, for the Canadian air force to do strikes against [Daesh] targets in eastern Syria» (CTV, 2015). Cette déclaration montre que même si cette option est la plus avantageuse au niveau électoral pour le PCC, comme indiqué précédemment, son choix est principalement lié à un désir de répondre à une demande alliée. La conception du rôle d'allié fiable des États-Unis est ainsi encore

une fois dominante au sein de l'exécutif conservateur durant cette période. Le Canada et les États-Unis sont finalement rejoints dans les frappes aériennes en Syrie par l'Australie le 15 septembre 2015, la France le 27 septembre, le Royaume-Uni le 3 décembre et les Pays-Bas le 29 janvier 2016 (Massie et von Hlatky, 2017, p. 41). Il semble donc y avoir eu, durant cette période, une demande des États-Unis à leurs alliés pour que ces derniers élargissent leurs frappes aériennes à la Syrie, contrairement à leur demande automnale qui semblait limitée à l'Irak.

Entre novembre 2014 et mars 2015, les FAC effectuent toutefois une faible portion des frappes de la coalition de lutte contre Daech en Irak. Elles mènent 46 frappes, ce qui représente 3 % de celles de la coalition. Quant aux frappes aériennes canadiennes en Syrie, le bilan est tout aussi minimaliste. Entre avril 2015 et la fin de la mission de combat canadienne contre Daech en février 2016, le Canada effectue moins de 0,2 % des frappes de la coalition (Airwars, 2017; Massie et von Hlatky, 2017, p. 2). Néanmoins, durant cette période, le contingent de FOS canadien qui assiste les forces kurdes continue à être l'un des plus actifs en termes de règles d'engagement, maintenant les mêmes que les États-Unis (Lagassé, Massie et Roussel, 2017, p. 32). Cela laisse croire que le Canada agit pour plaire à l'allié américain plutôt qu'en fonction de sa perception de la menace posée par Daech, ou n'a simplement pas les capacités militaires pour en faire davantage et mise de ce fait sur la proactivité, plutôt que sur le nombre de frappes menées et de soldats déployés, pour plaire à son allié.

La domination du rôle d'allié fiable des États-Unis sur ceux de bon citoyen international ou de défenseur des valeurs libérales se voit également dans le fait que l'absence d'un mandat explicite de l'ONU ou d'un consentement du régime syrien ne semblent pas préoccuper Harper, même s'il a précédemment cité ces éléments pour justifier que la mission canadienne se limitait à l'Irak (Lagassé, Massie et Roussel, 2017). Le gouvernement Harper informe l'ONU qu'il agit en défense de l'Irak, comme autorisé par l'article 51 de la Charte des Nations unies (Chase, 2015b;

Bellavance, 2015). De plus, la « défense collective de l'Irak » est évoquée pour justifier la légalité suffisante de l'intervention. Cependant, les allusions de Harper à l'ONU sont plutôt faites en réponse d'attaques de l'opposition, alors que les moyens utilisés par Harper pour justifier la prolongation et l'expansion de la mission misent plutôt sur la solidarité envers l'alliance avec les États-Unis. Le ministre de la Défense, Jason Kenney, tourne même en dérision le principe de la Responsabilité de protéger de l'ONU, puisque « the actual incarnation of that doctrine at the United Nations requires the approval of Vladimir Putin and the Chinese politburo » (Kenney, 2015). Harper reste assez neutre quant au rôle de l'OTAN dans la mission.

À la mi-février 2015, soit avant cette expansion, trois quarts des Canadiens soutiennent la mission de frappes canadiennes contre Daech en Irak, une augmentation de douze points de pourcentage par rapport à septembre 2014. Au contraire, seul un quart des Canadiens désapprouvent la mission de frappes aériennes (Ipsos, 2015a).³³ Un sondage mené par Ekos (2015a) offre des observations similaires, à savoir que 59,9 % des Canadiens appuient la mission, contre 32,7 % qui s'y opposent. Chez les partisans conservateurs, l'appui à la mission est de 80,2 %, contre 16,2 % qui s'y opposent. Le soutien des Canadiens à la mission de frappes a en fait varié de 54 % à 60 % entre le début de la mission en octobre 2014 et l'avant-expansion en mars 2015 (Ekos, 2015a). La portion de la mission qui concerne l'expansion de la mission de combat à la Syrie reste moins populaire chez les Canadiens, montrant que le gouvernement n'agit pas par pression populaire de suivre les États-Unis, mais bien par désir d'être un allié fiable de cet État. Cette expansion entraîne en effet une baisse de sept points de pourcentage de l'appui à la mission, tombant désormais à 47 %, et une hausse de sept points de pourcentage de l'opposition à la mission, atteignant le 46 % (Ekos, 2015b). Une semaine après l'adoption de la nouvelle mission, 55 % des Canadiens s'opposent à des frappes en

³³ Voir aussi Ekos (2015a); Abacus Data (2015) et Ipsos (2015b).

Syrie, et seuls 32 % des Canadiens interrogés les approuvent (Forum Research, 2015). Les partisans conservateurs appuient toutefois à 62 % l'expansion, et seuls 24 % d'entre eux s'y opposent. Le PCC a conséquemment l'appui des groupes internes importants à ses yeux, et peut procéder à l'expansion de la mission de frappes aériennes à la Syrie. Harper et le PCC maintiennent une rhétorique et une proposition de mission similaire durant la campagne électorale fédérale (Maclean's, 2015).

Conclusion

Ce chapitre a démontré que depuis 2001, la conception du rôle d'allié fiable des États-Unis domine chez Harper et son entourage. Dans la guerre contre Daech, son exécutif s'est montré très proactif à intervenir militairement en Irak dès 2014, soutenant étape par étape les États-Unis. Le Canada s'est d'abord impliqué dans l'envoi de matériel militaire aux combattants contre Daech, puis à leur formation. L'État y a ensuite mené des frappes aériennes, élargies à la Syrie à l'hiver 2015, faisant de lui le premier État occidental après les États-Unis à le faire. Cette proactivité se combine par contre à un faible pourcentage de frappes menées et à un nombre minimaliste de troupes au sol en comparaison aux autres alliés américains. Autrement dit, le Canada a fait ce qu'il fallait pour être un bon allié américain. Dans ce conflit, la conception du rôle détenue par l'exécutif — allié fiable des États-Unis — était cohérente avec la volonté de la population, de la base électorale conservatrice et des alliés du Canada. L'exécutif a ainsi pu performer sa conception du rôle dominante. Après les élections de 2015, cet exécutif a toutefois perdu le contrôle sur l'intervention militaire canadienne contre Daech en perdant le pouvoir. Dans le chapitre qui suit, nous nous penchons sur l'exécutif qui a pris sa relève, soit celui dirigé par le chef du PLC, Justin Trudeau.

CHAPITRE V

LE PARTI LIBÉRAL DE JUSTIN TRUDEAU ET LA LUTTE CONTRE DAECH

Quatre mois après l'attentat terroriste du 13 novembre 2015 à Paris, alors que plusieurs États membres de la coalition multinationale de lutte contre Daech ont augmenté leur contribution militaire, le gouvernement libéral canadien, dirigé par Justin Trudeau, réoriente la mission canadienne vers le non-combat. Cela entraîne le retrait des CF-18 canadiens des opérations en Irak et en Syrie. À première vue, cette décision pourrait être simplement attribuable au désir du PLC de respecter sa promesse électorale, ou à son idéologie plus à gauche que son prédécesseur. Néanmoins, le retrait libéral s'accompagne d'une poursuite de l'appui technique et politique aux frappes des alliés de la coalition et d'une augmentation de trois fois du nombre de soldats participant à l'entraînement et la formation de troupes locales (Trudeau, 2016 ; Vance, 2016a). Le tout résulte en une mission de formation, conseil et assistance plus risquée que celle du gouvernement précédent (Fife, 2016), malgré la résistance du PLC à participer aux opérations militaires de combat contre Daech de l'automne 2014 à 2015 (Trudeau, 2014b). De plus, la décision libérale va à l'encontre des préférences de la population — incluant une majorité d'électeurs libéraux — et des alliés (Angus Reid, 2016 ; Carter, 2016 ; Jacobs, 2015).

La théorie du rôle permet d'expliquer cette décision particulière. Ce chapitre démontre que le rôle du bon citoyen international est le favori de Trudeau et de son bras droit, Gerald Butts. Cependant, au sein du PLC, un conflit entre ce rôle et celui

de défenseur des valeurs libérales ressort en 2014 lorsqu'il est question d'une intervention militaire canadienne contre Daech. Le clan Trudeau tire alors son parti vers celui de bon citoyen international. Il en résulte une position en faveur d'une mission de non-combat de formation de troupes locales, qui permettrait au Canada d'être impliqué dans la mission sans prendre part aux opérations de combat. Une fois le PLC élu comme gouvernement, un autre conflit de rôles émerge, cette fois entre les attentes des alliés et le rôle dominant au sein de l'exécutif dirigé par Trudeau. En fait, les alliés du Canada s'attendent à ce l'État fasse une contribution proactive dans la coalition contre Daech en maintenant ses frappes aériennes. À l'opposé, le clan Trudeau a choisi sa position dans le conflit en fonction du rôle de bon citoyen international et est donc réticent à ce que le Canada participe à des opérations de combat. Cependant, les attentes des alliés rejoignent celles de groupes internes importants aux yeux des décideurs, soit une majorité de la base électorale libérale et certains députés du parti. Cela force l'exécutif dirigé par Trudeau à tenir compte des demandes alliées. Il résulte de cette situation la mise en place par celui-ci d'une mission de non-combat impliquant un large contingent de soldats et ayant des règles d'engagement plus permissives qu'évoqué de 2014 à 2015 par le PLC.

Ce chapitre se divise en six sections pour démontrer notre argument. La première expose les résultats de nos analyses de contenu qualitatives, qui font ressortir la conception du rôle dominante de bon citoyen international chez Trudeau et son bras droit Gerald Butts de 2006 à 2014.³⁴ Nous vérifions aussi si des conceptions du rôle concurrentes sont présentes durant cette période au sein du PLC. Ensuite, nous divisons le processus décisionnel du PLC quant à l'intervention militaire canadienne contre Daech en ciblant les cinq principaux points focaux politiques et en les approfondissant à l'aide de la méthode de la reconstitution du processus décisionnel.

³⁴ Ces années correspondent à celles durant lesquelles le PLC a été dans l'opposition avant qu'il ne soit question d'une intervention militaire canadienne contre Daech.

Ainsi, la deuxième section du chapitre aborde l'appui du PLC à l'envoi par le gouvernement conservateur de soldats des FOS canadiennes pour conseiller et entraîner des troupes locales en Irak à l'été 2014. La troisième section s'intéresse à l'opposition, à l'automne 2014, du PLC à une mission canadienne de combat consistant en des frappes aériennes. La quatrième section approfondit le rejet par le PLC de l'expansion des frappes aériennes canadiennes à la Syrie. La cinquième section s'intéresse au positionnement libéral durant la campagne électorale fédérale de 2015. Finalement, la sixième section se penche sur le comportement du PLC face à l'intervention militaire internationale contre Daech une fois qu'il a pris le pouvoir. Deux phases décisionnelles sont alors observées. Dans un premier temps, l'exécutif dirigé par Trudeau doit gérer un conflit entre sa conception du rôle dominante et les attentes des alliés du Canada. Dans un second temps, cet exécutif propose une nouvelle mouture de mission canadienne contre Daech axée sur la formation de troupes locales, comme attendu, mais ayant des règles d'engagement plus flexibles que précédemment évoqué par le PLC.

L'analyse approfondie de chacun de ces cinq points focaux politiques fait ressortir une tendance de résistance envers les opérations de combat au sein du clan Trudeau, mais aussi sa difficulté à mettre en œuvre ces préférences en raison d'attentes divergentes des alliés partagées par des groupes internes importants pour lui, soient les députés du caucus libéral et les partisans libéraux. Cela démontre que la performance de la conception du rôle national dominante au sein d'un exécutif est contrainte par les attentes alliées lorsque celles-ci sont partagées par des groupes internes importants aux yeux des décideurs. Ce mécanisme permet de ce fait d'expliquer la contribution canadienne libérale à la lutte contre Daech.

5.1 Les conceptions du rôle national présentes au sein du PLC de 2006 à août 2014

À l'aide de notre modèle d'analyse de contenu qualitative présenté au chapitre 3, nous avons analysé la rhétorique de Trudeau et de son ami et secrétaire principal Gerald Butts de 2006 à août 2014, soit avant qu'ils soient à l'emploi du parti au pouvoir et avant qu'il soit question d'une intervention militaire canadienne contre Daech. Butts est en effet l'un des deux individus, avec la cheffe de cabinet Katie Telford, qui sont reconnus comme étant particulièrement influents auprès du premier ministre, notamment par rapport à ses décisions en politique de sécurité internationale (Berthiaume, 2014 ; Bourgault-Côté, 2015 ; Dehaas, 2015 ; Kennedy, 2015a ; Csanady, 2015). Telford n'ayant toutefois publié que deux gazouillis y étant liés, nous n'en avons pas tenu compte dans l'analyse. En effet, seuls deux gazouillis ne permettent pas d'identifier véritablement la tendance idéologique d'un individu.

Il ressort des deux analyses de contenu la domination de la conception du rôle de bon citoyen international chez les deux individus. Ainsi, dans le cas de Trudeau, sur 11 déclarations analysées, 25 phrases reflètent une conception du rôle de bon citoyen international, cinq celle d'allié fiable des États-Unis et aucune celle de défenseur des valeurs libérales. Pour ce qui est de Butts, sur 31 gazouillis analysés, 22 comptent des caractéristiques du rôle de bon citoyen international, par rapport à quatre qui possèdent des caractéristiques liées au rôle d'allié fiable des États-Unis et aucune à celui de défenseur des valeurs libérales. Le tableau 5.1 illustre plus précisément les résultats des analyses de contenu.

Tel que nous l'avons fait dans le chapitre 4, pour mieux vérifier nos résultats, nous citons en exemple dans les sous-sections suivantes des passages des écrits analysés, d'abord pour Trudeau, puis pour Butts. Dans la troisième sous-section, nous vérifions le potentiel de conflit de rôles au sein du PLC. Pour y arriver, nous nous penchons sur la rhétorique des députés de ce parti lorsqu'il était dans l'opposition et avant qu'il soit

question d'une intervention militaire canadienne contre Daech. Il s'agit d'identifier si certains députés libéraux, lors d'interventions parlementaires portant sur la guerre en Afghanistan, ont exprimé des conceptions du rôle national qui divergent de celle de Trudeau et Butts, ou si tous partagent une même conception du rôle national. Il ressort de cette section que le rôle de bon citoyen international ne fait pas consensus, provoquant des conflits internes au sein du PLC.

Tableau 5.1 Résultats des analyses de contenu des textes de Trudeau et Butts

Rôles et caractéristiques distinctives		Trudeau	Butts
Allié fiable des États-Unis	É-U (positif) / Responsabilité de suivre/soutenir É-U/ses alliés	3	2
	Vision égoïste de l'intérêt national canadien	2	2
	Intervenir à travers mission de combat	0	0
	Multilatéralisme/ONU (négatif)	0	0
Défenseur des valeurs libérales	Militarisme (positif avec conditions) / usage force de combat en dernier recours	0	0
	Il faut agir militairement pour aider des populations locales / éviter génocide	0	0
	Défense des droits humains justifie l'intervention militaire	0	0
	OTAN (positif)	0	0
Bon citoyen international	É-U (négatif)	1	7
	ONU (positif)	6	2
	Aider les populations locales/ défendre droits humains, mais pas à travers mission de combat	14	11
	Dialoguer/Faire des compromis	4	2

5.1.1 Trudeau et la conception du rôle de bon citoyen international

Trudeau a peu parlé de politique étrangère avant 2014, mais chaque fois qu'il l'a fait, il a souligné des éléments liés au rôle de bon citoyen international. En réalité, peu de temps après son entrée au Parlement comme député, Trudeau déplore que le gouvernement conservateur ait refusé l'invitation de l'ONU de prendre les

commandes d'une mission de paix au Congo. « Why has Canada abandoned its role as an international peacemaker ? », déclare-t-il (Trudeau, 2009a). Le nouveau député voit aussi dans la situation humanitaire difficile au Sri Lanka une opportunité pour le Canada « to play a role in helping shape that peace », et demande ainsi au gouvernement conservateur « to build on our capacity to work with international partners, to work with the UN » (Trudeau, 2010a). Trudeau insiste particulièrement sur la « responsabilité » qu'a le Canada d'aider les autres (Trudeau, 2010b), faisant ressortir sa conception altruiste de l'intérêt national. Dans un autre débat parlementaire, portant cette fois sur un potentiel accord économique canado-colombien, Trudeau renchérit en ce sens et souligne l'importance de maintenir un dialogue même avec des États ne respectant pas toujours les droits humains. Il affirme que :

As Canadians, we have the tremendous luck to live in a country that is open, free from violent conflicts, civil war and torture, a country that is prosperous, environmentally conscious, and socially inclined. However, with that luck, comes great responsibility. We must keep the channels open and do the right thing for all Canadians and Colombians. This is where we turn our focus from just making our country a better place to making the world a better place. (Trudeau, 2010b)

Les discours de Trudeau révèlent également qu'il perçoit le Canada comme une force médiatrice sur la scène internationale plutôt que comme un allié menant des opérations de combat. Il fait la déclaration suivante un an après son entrée aux Communes :

My father, 40 years ago, was here in this House to tackle bilingualism, to look at how Canada could be a force for good in the world, a balance in the rise of cold war conflicts. There were issues that defined their times. Now, on the defining issues of our time, we seem to be nowhere to be found (Trudeau, 2009b).

Cette même année, en discutant d'environnement, Trudeau affirme que les États-Unis et le Canada sont très différents : « Canada is not similar to the United States in an awful lot of ways. Our economies are very different. Our energy uses are very different. Our production of energy is greatly different » (Trudeau, 2009c). Il affirme tout de même, dans un discours livré en 2013 devant le Calgary Petroleum Club, que « there are a few very big things the Prime Minister of Canada needs to get right. One of those things is building a constructive working relationship with the President of the United States » (Trudeau, 2013). Trudeau ne parle toutefois jamais de l'importance d'être un allié fiable des États-Unis. Par conséquent, il semble conscient que sans avoir à suivre son voisin du sud pas à pas, il est essentiel pour le Canada de maintenir de bonnes relations avec lui.

En résumé, la rhétorique de Trudeau compte les quatre caractéristiques distinctives du rôle de bon citoyen international, à savoir une vision que le Canada n'est pas comme les États-Unis et doit de ce fait agir de façon indépendante, une perception positive de l'ONU, un désir d'aider les populations locales sur la scène internationale à travers des moyens autres que le combat militaire et une ouverture à dialoguer même avec des États qui ne partagent pas nécessairement les valeurs libérales. Cependant, s'il souhaite voir le Canada autonome face aux États-Unis sur la scène internationale, Trudeau ne rejette pas cette alliance. Le même rôle domine la rhétorique de Butts, ce que nous illustrons dans la sous-section suivante.

5.1.2 Butts et la conception du rôle de bon citoyen international

Butts affiche lui aussi une conception du rôle de bon citoyen international. Ce dernier montre son grand intérêt pour le sujet de la sécurité internationale dès 2012 à travers ses gazouillis sur Twitter. Le 19 juillet de cette année-là, alors que le sujet est peu saillant au Canada, Butts critique sur Twitter les veto russe et chinois qui bloquent l'imposition de sanctions contre le régime syrien : « Yikes. Not a surprise, but the

world just got more dangerous. Russia, China veto UN resolutions for Syria sanctions » (Butts, 2012a). Ce gazouillis montre que Butts soutient l'imposition de sanctions, puisqu'il est agacé par leur blocage. À travers ce gazouillis, il montre aussi sa résistance à imposer des sanctions lorsqu'elles ne sont pas multilatérales, puisque les vetos russe et chinois empêchent à ses yeux le Canada d'en imposer. À l'opposé, quelqu'un ayant peu d'estime pour l'ONU n'aurait pas vu ces vetos comme problématiques. Le conseiller se prononce également contre la vision dichotomique du monde présentée par Harper (Butts, 2013a, 2013b), laissant voir son intérêt pour la médiation plutôt que la confrontation : « Sure, that's how Ottawa works, but the real world isn't so neatly organized » (Butts, 2013a).

Plusieurs gazouillis de Butts démontrent sa fidélité envers Trudeau et son désir de résoudre les conflits internationaux par d'autres moyens que la force militaire de combat. Il défend bec et ongles la déclaration que Trudeau fait à la suite des attentats au marathon de Boston, à savoir l'importance de s'intéresser aux causes profondes du terrorisme. Il publie six gazouillis à ce sujet, dans lesquels il indique notamment que le président américain Barack Obama et le premier ministre britannique David Cameron ont tenu des propos similaires (Butts, 2013c, 2013d, 2013e, 2013f, 2013g, 2013h, 2013i). Il souligne également l'impact des changements climatiques sur la guerre civile syrienne : « Climate Change in Syria helped spark the civil war there » (Butts, 2013m). De plus, Butts félicite Harper lorsque ce dernier décide d'augmenter l'aide humanitaire fournie à la Syrie et aux régions voisines (Butts, 2013p), montrant son souci d'aider les populations locales dans le besoin à travers des moyens militaires de non-combat.

S'il expose son admiration pour Obama dans deux gazouillis (Butts, 2012b, 2012c) et sa conscience de l'importance de la relation canado-américaine (Butts, 2014a, 2014b), dans d'autres, le secrétaire principal de Trudeau ne se gêne pas pour ridiculiser l'invasion américaine de l'Irak de 2003 et l'ex-président américain George

W. Bush. « Iraq war is a laugher, given where pub[lic] op[inion] was », déclare-t-il (Butts, 2013v). Dans un autre gazouillis, il lance « anybody ever see #Harper on a pair of skates ? Beginning to think this #hockey persona is as phony as George W. Bush's Texas rancher » (Butts, 2013q). Plus particulièrement, entre 2012 et l'été 2014, Butts publie une dizaine de gazouillis critiquant l'invasion américaine de l'Irak en 2003 (Butts, 2013j, 2013k, 2013l, 2013n, 2013o, 2013r, 2013s, 2013t, 2013u, 2013v, 2013w, 2013x, 2014c, 2014d). Certains de ces gazouillis rappellent le désir de Harper et de membres de sa garde rapprochée de participer à la guerre en Irak de 2003, alors que d'autres sous-entendent que cette guerre n'était pas légitime et critiquent de ce fait indirectement les États-Unis. D'autres fois, les gazouillis de Butts à ce sujet mentionnent et critiquent directement l'ex-président Bush, l'ex-vice-président américain Dick Cheney, ou la guerre en Irak elle-même. Butts ne semble pas être anti-américain, mais il n'est pas suffisamment pro-américain pour être associé au rôle d'allié fiable des États-Unis. En réalité, un individu entretenant une conception du rôle d'allié fiable appuierait son allié concernant les interventions militaires peu importe le président en place. À l'opposé, Butts n'hésite pas à critiquer cet État et les présidents américains qu'il n'aime pas. De surcroît, il ne qualifie qu'une fois les États-Unis d'« allié » parmi tous les gazouillis analysés (Butts, 2014b).

Bref, les gazouillis de Butts démontrent qu'il entretient une conception du rôle national de bon citoyen international et non de défenseur des valeurs ni d'allié fiable des États-Unis. De 2006 à août 2014, il est conséquemment sur la même longueur d'onde que Trudeau en matière de sécurité internationale. Dans la sous-section suivante, nous vérifions s'il en est de même pour les autres députés du caucus libéral. Il en ressort la présence d'une conception du rôle national concurrente : celle de défenseur des valeurs libérales. Par conséquent, on peut s'attendre à ce que le PLC vive des conflits de rôles internes lorsqu'il est question pour le Canada de participer à une intervention militaire internationale.

5.1.3 Les « autres » libéraux et la guerre en Afghanistan

Pour identifier le potentiel de conflit de rôles au sein du PLC, nous nous sommes intéressés aux interventions des députés libéraux dans l'opposition par rapport à la guerre en Afghanistan,³⁵ le tout avant qu'il ne soit question d'une intervention militaire canadienne contre Daech. Nous avons déjà indiqué dans les chapitres 2 et 4 que vers 2006, les libéraux commencent à être divisés quant à la guerre en Afghanistan, car la mission canadienne s'ancre de plus en plus dans le combat. Certains députés souhaitent voir les FAC adopter un rôle de combat et d'autres un rôle de « gardien de la paix » (Massie, 2016b, p. 103 ; Sjolander, 2009).

La conception du rôle de bon citoyen international détenue par Trudeau et Butts est partagée par certains députés libéraux, dont Mark Eyking, qui invite le gouvernement conservateur à remettre en question la stratégie de l'OTAN en Afghanistan pour investir davantage dans l'humanitaire :

[U]nless we can deliver services and provide protection to the civilian population, just the military operation alone will not suffice. [...] They go hand in hand. Where NATO has not been able to extend effective governance away from the major urban centres, such as Kabul and Kandahar, the threat of renewed violence will always be there. Southern Afghanistan continues to be affected by extreme poverty and has recently suffered from drought. The system of food aid distribution has been erratic at best (Eyking, 2007).

Certains députés dénoncent d'ailleurs l'attitude de Harper face à l'augmentation en combativité de la mission. Mauril Bélanger résume bien l'argument des « bon citoyens internationaux » du caucus libéral, regrettant d'abord que le gouvernement Harper ait accepté l'augmentation en combativité de l'intervention canadienne :

³⁵ Contrairement à notre analyse du potentiel de conflit interne au PCC, nous n'étudions pas ici la guerre en Irak puisqu'elle était terminée durant la période étudiée pour le PLC, soit de 2006 à août 2014.

Before too long we saw that the Canadian effort in Kandahar had shifted from the original overriding objective of reconstruction to fighting a violent insurgency. Faced with a rapidly deteriorating security environment, the Conservative government did not take the time to determine whether and how our mission could still achieve the goals we had set up. Instead, the Prime Minister extended the mission by two years [...] The Conservative government [...] received no assurances from our NATO allies to replace Canada at the end of our mission (Bélanger, 2007).

Il dénonce subséquemment le manque de dialogue du gouvernement Harper avec les partenaires de la région : « The Conservative government made no prior effort to obtain assurances from the government of Pakistan, for instance, to secure its border with Afghanistan, across which the insurgents move with impunity » (Bélanger, 2007). Bélanger regrette finalement que le gouvernement conservateur investisse autant dans le combat, car cela nuit à la participation canadienne aux opérations de maintien de la paix de l'ONU :

[T]he Prime Minister said that this mission would not hinder Canada's ability to undertake peace support missions elsewhere, such as in Darfur or Haiti. However, within a few weeks of the vote in Parliament in May last year, the defence minister made it clear that Canada no longer had any such troop capacity (Bélanger, 2007).

Néanmoins, d'autres députés libéraux associent plutôt au Canada le rôle de défenseur des valeurs libérales, et se montrent ainsi plus attachés à l'OTAN qu'à l'ONU, et de ce fait plus à l'aise avec la mission militaire. Yasmin Ratansi déclare par exemple que :

To immediately withdraw Canadian combat troops from the area, as the NDP proposes today, would not only send a disturbing message to our NATO allies, it would send a confusing and ambiguous message to the people of Afghanistan. [...] A Liberal government would engage in real diplomatic efforts with our NATO allies to share the burden in southern Afghanistan and press Washington and Islamabad to do more to stop the infiltration of foreign fighters from outside the border (Ratansi, 2007).

S'éloignant du pro-américanisme, ces libéraux insistent pour que l'OTAN prenne davantage de place dans la mission :

The Afghan government wished this to be a NATO mission and Canada, by taking the lead in this mission with our Dutch and British colleagues, is enabling the very thing which the critics of the mission ignore ; that is a transfer from being a coalition American mission to a NATO mission. In fact, it is the courageous acts of the Canadians that will allow this to become a truly international mission in Afghanistan for the interests of Afghans (Graham, 2006).

Faisant lui aussi ressortir le rôle de défenseur des valeurs libérales, John MacKay insiste qu'une intervention militaire de combat est essentielle en Afghanistan pour aider la population, mais doit être accompagnée d'autres composantes (MacKay, 2006). Keith Martin renchérit en indiquant que l'usage de la force militaire de combat était essentielle dans cette situation, la diplomatie n'ayant pas fonctionné :

There are nasty people out there who behead people in Afghanistan, prevent people from going to school, kill the peacemakers and the moderates in that country, and destabilize the country. Those people do not listen to diplomacy, as much as we would wish. We tried that as a first effort. We tried that as a second initiative, and a third. However, there are some people who will not listen to that. Our troops are there to provide the security, to provide the peace, and to enable the Afghani people to rebuild their country (Martin, 2006)

Les libéraux trouvent finalement un terrain d'entente quant à l'Afghanistan en 2008 lorsqu'un ex-député libéral, John Manley, est mandaté par Harper de présider un panel indépendant. Le mandat de ce panel est de conseiller le gouvernement sur le futur de la mission canadienne dans cet État. Les recommandations de ce panel entraînent un accord bi-partisan entre le PCC et le PLC. Ils s'entendent sur une date ferme — 2011 — de fin de la mission canadienne de combat en Afghanistan (Massie, 2016b, p. 104). À partir de cette date, le Canada fait plutôt une contribution de non-combat à travers la formation de troupes locales. Les divergences dans la

conception du rôle national des députés du PLC continuent toutefois à ressortir même après la conclusion de l'accord bipartisan.

En effet, certains députés libéraux pressent le gouvernement de soutenir l'ONU en Afghanistan. « Also very important is Canada's involvement in diplomacy. We need to be with the United Nations and the Security Council, which are very much present over there, because any war will be solved not by arms but by diplomacy », note Bernard Patry (2008), faisant ressortir le rôle de bon citoyen international.³⁶ Mario Silva renchérit en avouant que l'utilisation de la violence est peu efficace à ses yeux et en demandant un investissement dans l'après-conflit et dans le dialogue :

Instead of the language of conflict, we should always strive to use the language of diplomacy, transparency and security. There is no greater means to avoid conflicts than to work toward these objectives. [...] A fundamental question is this: Is success in Afghanistan measured by the creation of a viable state that functions with stability, justice and compassion? If this is our definition, and it would certainly appear to be a reasonable one, then a great deal of work lies ahead and it is far in excess of simply acting militarily between now and the end of our mission (Silva, 2008).³⁷

Jim Karygiannis, pour sa part, fait ressortir d'autres caractéristiques du rôle de bon citoyen international en mettant en garde le gouvernement conservateur qui porte, selon lui, une trop grande attention à aider les États-Unis dans leur lutte contre le terrorisme :

There are other theatres of war. While we are so preoccupied with what is happening just south of the border of us with the United States and its military presence in Iraq, there are theatres of war where a country like Turkey is occupying the northern part of Cyprus, and other areas like that. (Karygiannis, 2008).

³⁶ Voir aussi Eyking (2008).

³⁷ Voir aussi Jennings (2008).

D'autres libéraux, même s'ils acceptent eux aussi l'accord bipartisan lié à l'intervention militaire canadienne en Afghanistan, intègrent davantage d'éléments du rôle de défenseur des valeurs libérales à leur rhétorique. Rae, par exemple, continue de souligner l'importance de travailler avec l'OTAN, et non seulement l'ONU : « It is a UN mission and a NATO mission. It is not just a mission for our army and our military forces, but a mission for our diplomats and our CIDA workers. [...] We are in this mission with all our allies » (Rae, 2009).³⁸ Il renchérit en indiquant qu'il est tout naturel que l'OTAN fasse pression sur ses alliés :

I have been asked whether NATO has exerted any pressure. I don't know if it can be called pressure, but it is natural that our partners in NATO, including the United States, should ask us what we are prepared to do, while honouring the will of the House of Commons and the positions of the political parties of Canada (Rae, 2009).

Rae ajoute que l'utilisation de la force militaire sur la scène internationale n'est souhaitable qu'en dernier recours, mais est essentielle en Afghanistan pour défendre les droits humains en éradiquant le terrorisme :

I never thought that there could be an exclusively military, or even predominantly military, solution in Afghanistan. And I am certain that this is still not the case. By the same token, there is violence and there are terrorists. This is a fact. I know no other words to describe the Taliban who would attack both civilian and military forces alike. The ability to respond to violence with some degree of force must be an option (Rae, 2010).

D'autres députés partageant la conception du rôle de défenseur des valeurs libérales défendent l'importance pour le Canada de conserver un rôle actif dans la mission pour aider les populations locales :

³⁸ Voir aussi Thibault (2008) et Coderre (2009).

It is important for Canada to help ensure diplomacy and that the northern alliance, which is underground at the moment, does not attack anybody. People understand that there are the caucuses, the Uzbekistans, the Tajikistan, the Kyrgyzstans, et cetera, where there is a lot of potential for diplomacy. How can we run away from this mission when the women and children are truly appealing to us to stay? (Ratansi, 2008)

Le rôle d’allié fiable des États-Unis, quant à lui, n’est pas présent dans les discours libéraux liés à la guerre en Afghanistan. Tel qu’observé précédemment, dans les interventions parlementaires portant sur cette guerre, les États-Unis sont plutôt mentionnés aux côtés de l’ONU ou d’autres alliés de l’OTAN (Eyking, 2008 ; Karygiannis, 2008). Il n’y a pas de désir affiché de soutenir spécifiquement le voisin du sud.

En résumé, de 2006 à août 2014, en lien avec les guerres en Afghanistan et en Irak, deux conceptions du rôle national sont observées au sein du PLC — bon citoyen international et défenseur des valeurs libérales — montrant déjà un potentiel de conflit de rôles interne. En utilisant la méthode de la reconstitution du processus décisionnel, nous démontrons dans les sections suivantes que cette affirmation s’avère dans le cas de l’intervention militaire canadienne contre Daech entre 2014 et 2016.

5.2 Le soutien libéral à un rôle de non-combat pour le Canada en Irak

En septembre 2014, le gouvernement Harper annonce sa décision de déployer « quelques douzaines » de FOS canadiennes dans le nord de l’Irak pour conseiller et assister les forces kurdes. Les libéraux appuient cette première mission et font ressortir dans leurs justifications les caractéristiques associées au rôle de bon citoyen international.

Le critique du parti en matière d’Affaires étrangères, Marc Garneau, caractérise Daech de « not only a threat to Iraq and Syria, but to the entire collective security of the world and of our shared values » (Garneau, 2014a).³⁹ Le PLC est le seul parti à faire référence à la « sécurité collective » en 2014, montrant son attachement envers la large communauté d’États partageant les mêmes valeurs. Les interventions parlementaires des députés libéraux reflètent aussi une vision altruiste de la communauté politique dont le Canada fait partie, puisqu’ils parlent de la nécessité pour le Canada de faire sa part pour aider la population irakienne (Murray, 2014a ; Cotler, 2014a).

Durant cette période, les libéraux favorisent un rôle de non-combat pour les FAC (Garneau, 2014b). Ainsi, Garneau déclare aux médias que son parti approuve le « plan initial » des conservateurs, mais a besoin de plus de détails sur la mission (CBC News, 2014). Faisant ressortir le rôle du bon citoyen international, la raison principale citée pour justifier ce soutien est que la mission n’implique pas de combat (Garneau, 2014a, 2014b, 2014c ; Murray, 2014a ; Butts, 2014e). Des députés libéraux commencent même à rappeler le cas de l’Irak 2003 pour montrer l’importance pour le Canada de ne pas se lancer trop rapidement dans une intervention de combat (Murray, 2014a) et affirment qu’il est essentiel que les troupes locales soient les principaux acteurs sur le terrain :

so that this is not looked upon as being the U.S. or the west against Arabs or Islam, but it is the U.S. in concert with the Arab League, in concert with

³⁹ Voir aussi Garneau (2014b).

countries constituting the Arab League, that this becomes a true, internationalized alliance (Cotler, 2014b).⁴⁰

Butts, quant à lui, se montre méfiant face à la participation du Canada à une guerre. Dès le 29 août, il rappelle que Harper voulait intervenir militairement en Irak avec Bush (Butts, 2014f). Il définit même, dans un gazouillis publié au tout début du mois de septembre, ce qu'est une « diplomatie nuancée », soit des actions axées sur le maintien de la paix et l'opposition à l'apartheid, aux mines anti-personnel et à l'invasion de l'Irak de 2003 (Butts, 2014g).

Même s'ils ne parlent pas des relations canado-américaines dans leurs discours, les libéraux se montrent soucieux envers cette relation en s'informant des demandes de l'allié (Garneau, 2014c), ce qui laisse entendre que même si le rôle d'allié fiable des États-Unis n'est pas dominant au sein du parti, il le préoccupe.

5.3 Les frappes aériennes canadiennes en Irak et le conflit de rôles du PLC

À la fin septembre, après avoir reçu une offre d'aide de la part du gouvernement conservateur, les États-Unis demandent formellement au Canada de fournir des avions de combat dans la lutte contre Daech (Kapelos, 2014). En réaction à cette possibilité, Garneau déclare qu'une mission incluant des frappes aériennes « is a combat role, and for the Liberal Party, it is not acceptable » (Godbout, 2014). Trudeau affiche néanmoins une position plus nuancée, disant qu'il a besoin de plus d'information sur la nature de la nouvelle mission de combat pour se prononcer (Godbout, 2014). Son parti publie ensuite un communiqué dans lequel il laisse la porte ouverte à appuyer les frappes aériennes proposées par les conservateurs

⁴⁰ Irwin Cotler fait cette déclaration à la demande de Marc Garneau, qui lui pose directement une question à ce sujet.

(Garneau, 2014d). Trudeau réitère cette position ambiguë lorsqu'il indique que « if the Prime Minister wants Canada to join a war in Iraq, he first needs to make that case to Canadians » (Trudeau, 2014a). Considérant les préférences du clan Trudeau pour le rôle de bon citoyen international, sa position nuancée semble résulter d'une position de compromis rassemblant les membres de son caucus. Ces derniers sont partagés entre le rôle de bon citoyen international — poussant au choix d'un rôle moins combatif que les frappes aériennes — et celui de défenseur des valeurs libérales — plus interventionniste et ouvert aux frappes, ou du moins à une participation canadienne très active dans le conflit.

Lors d'une conférence organisée par Canada 2020 se déroulant après que Harper ait confirmé publiquement que son parti considère l'option des frappes aériennes, le chef libéral affiche une préférence claire pour le rôle du bon citoyen international par rapport à celui de défenseur des valeurs libérales ou d'allié fiable des États-Unis : « Prime Minister Harper wants to have you believe that Canada's best contribution to this effort is a handful of aging warplanes. I think Canadians have a lot more in them than that [...] There are significant substantial non-combat roles that Canada can play », déclare-t-il, énumérant le transport aérien stratégique, l'entraînement de troupes locales et le soutien médical. Durant une discussion à la suite du discours, Trudeau souligne les façons humanitaires de contribuer à la lutte contre Daech. « Why aren't we talking more about [ways to help refugees] ... Why aren't we talking more about the kind of humanitarian aid that Canada can and must be engaged in, rather than trying to whip out our CF-18s and show them how big they are » (Trudeau, 2014b), affirme-t-il. Malgré tout, Trudeau admet que son parti n'a pas encore décidé s'il appuiera au Parlement une mission de combat en Irak (Bryden, 2014).

Sur Twitter, le plus proche conseiller de Trudeau adopte un argumentaire dissuasif face à une intervention militaire canadienne en Irak qui impliquerait des frappes

aériennes. Il gazouille à propos des coûts financiers de la guerre et cite le passage d'un article journalistique indiquant que l'Irak est « déjà troublée » par la guerre (Butts, 2014k, 2014l). Dès le dépôt de la motion conservatrice aux Communes, avant même que le PLC ait une position officielle sur le sujet, Butts la critique sur Twitter en indiquant que le gouvernement Harper s'enlignait pour une opération de combat qui impliquera dans le futur des troupes au sol (Butts, 2014m, 2014n), alors que l'Irak ne veut pas cela (Butts, 2014o). Il écrit même que les « trolls » conservateurs sont « excités » par la guerre (Butts, 2014p) et par le fait d'envoyer « les enfants des autres à la guerre » (Butts, 2014q). De surcroît, il rappelle encore une fois l'« erreur » qu'a été la guerre en Irak en 2003 (Butts, 2014r, 2014s). On se doute alors que le plus proche conseiller de Trudeau fait pression pour que le PLC joue le rôle de bon citoyen international.

Le 6 octobre, Garneau annonce que le PLC votera contre la motion conservatrice proposant une mission canadienne de frappes aériennes en Irak (Garneau, 2014e), mais ne précise pas le type d'intervention précis favorisé par son parti. La principale raison évoquée par les libéraux pour justifier leur rejet d'un rôle de combat est le manque d'information et le fait qu'il est tôt pour se lancer dans une telle mission (Garneau, 2014f). Le principal conseiller de Justin Trudeau reprend lui aussi les arguments du manque de transparence gouvernementale (Butts, 2014t, 2014u ; 2015a, 2015b) et de la trop grande combativité de la mission. Il lance sarcastiquement que « [n]ow we're going to learn all about how combat on the ground is not ground combat » (Butts, 2015a). Butts réitère l'importance de s'intéresser aux causes profondes du terrorisme (Butts, 2014v, 2014w), un argument sur lequel Trudeau et lui ont insisté en 2013 et qui correspond surtout au rôle de bon citoyen international. De façon cohérente à ce rôle, d'autres libéraux, dont le député Adam Vaughan, questionnent l'efficacité des frappes (Vaughan, 2014).⁴¹ Le 18 février 2015, le Parti

⁴¹ Voir aussi Murray (2014b).

libéral partage même sur sa page Facebook un article de Global News ayant pour titre : « Lunch with Liberal Andrew Leslie : ‘Just going overseas and bombing does not work’ ».

Durant cette période, le PLC ajoute une nouvelle justification à son refus d’appuyer la mission de frappes : le Canada sera plus utile à travers un autre type de contribution. Cet argument sera utilisé par différents députés libéraux, notamment John McCallum, Ralph Goodale et Garneau, dans les jours précédant le vote aux Communes sur la mission proposée par les conservateurs et le jour même du vote (McCallum, 2014 ; Goodale, 2014 ; Garneau, 2014g). L’ambiguïté de la rhétorique du PLC et la multiplication des arguments qu’il utilise illustrent les hésitations présentes au sein même du parti quant au rôle approprié pour le Canada dans le conflit. La décision libérale de s’opposer aux frappes aériennes bénéficie d’un soutien assez mince au sein de la population, deux Canadiens sur trois appuyant ces frappes en octobre 2014 (Bricker, 2014). La base du parti est divisée, avec 55 % des partisans approuvant les frappes au début de septembre 2014 et 36 % s’y opposant (Abacus Data, 2014). Cette division est aussi présente au sein même du caucus libéral, certains députés étant en faveur des frappes,⁴² dont Irwin Cotler, seul à afficher publiquement une position différente de celle de son chef (Cotler, 2014c). En effet, une conception du rôle national différente ressort à l’analyse de ses propos, soit celle de défenseur des valeurs libérales. Cotler souhaite que le Canada participe aux frappes, mais trouve la mission conservatrice trop permissive envers le gouvernement Assad, admettra-t-il dans une entrevue accordée en avril 2015 (Faguy, 2015).

Bref, vu le conflit de rôles au sein du PLC, justifier un refus d’appuyer la mission conservatrice par le manque de coopération du gouvernement avec les autres partis politiques ou par le fait que le Canada peut être plus utile en contribuant autrement,

⁴² Information confirmée par deux des entretiens confidentiels menés dans le cadre de ce mémoire.

permet aux décideurs et porte-paroles du PLC de rallier les troupes libérales. Critiquer l'action de mener des frappes en tant que telle n'aurait pas eu cet effet rassembleur.

En résumé, le désir des conservateurs de suivre rapidement les États-Unis dans leurs frappes aériennes en Irak a compliqué la tâche aux libéraux, qui n'étaient pas tous prêts à soutenir une mission de combat. Un conflit entre les rôles de bon citoyen international et défenseur des valeurs libérales a alors émergé au sein du parti, entraînant la domination de justifications de compromis dans laquelle le premier rôle, préféré par les décideurs du parti, domine toutefois le positionnement du parti en faveur du non-combat. Plus précisément, le PLC dit ne pas pouvoir appuyer une mission de frappes canadiennes en Irak par manque d'information sur la mission et parce que le Canada sera plus utile en apportant un autre type de contribution.

5.4 Le refus du PLC de soutenir l'élargissement des frappes aériennes à la Syrie

En février 2015, alors que la rumeur court que les conservateurs souhaitent prolonger la mission de frappes aériennes en Irak, le PLC maintient sa préférence pour un rôle de non-combat, et commence à présenter clairement la mission qu'un gouvernement libéral mettrait sur pied : une intervention axée sur la formation de troupes locales et une augmentation de l'aide humanitaire (Iverson, 2015). Quelques semaines plus tard, le gouvernement Harper prolonge la mission pour une autre année et étend les opérations de frappes aériennes canadiennes à la Syrie (Kennedy, 2015b). Ce nouvel aspect de la mission facilite la prise de position libérale, puisque la conduite de frappes en Syrie risquerait d'aider le régime du président syrien Bachar al-Assad, lui-même accusé de violations des droits humains (Trudeau, 2015a). Butts (2015c) affiche lui aussi sa méfiance envers toute coopération avec le chef d'État syrien. Il partage sur Twitter un article de Reuters indiquant que Assad souhaite avoir une

entente sur les frappes aériennes américaines en Syrie et commente sarcastiquement « I'll bet he does ».

Même si Trudeau exprime son soutien envers la doctrine de la Responsabilité de protéger, le chef libéral précise que cette dernière indique clairement qu'une intervention ne doit pas empirer les choses (Trudeau, 2015a) ; une accusation qui a d'ailleurs été faite par des experts concernant l'intervention de l'OTAN en Libye en 2011 (Etzioni, 2012, p. 50, 51, 54 ; Kuperman, 2015, p. 66-77 ; Zunes, 2013, p. 590-595). Cela pourrait expliquer la résistance du clan Trudeau à miser sur des campagnes de bombardements aériens.

Les députés libéraux affichent clairement une résistance au combat en précisant que sous un gouvernement libéral, des soldats canadiens de la force régulière, et non des FOS, feraient de l'entraînement de troupes locales et se tiendraient derrière les lignes de fronts. « We are talking about soldiers, not special forces, training other soldiers behind the lines », indique Garneau (Garneau, 2015), et Trudeau abonde dans le même sens (Trudeau, 2015a). Ce dernier expose également une vision altruiste de la communauté politique, en disant par exemple que le Canada « should intensify its support through adequately funded and well-planned humanitarian aid, together with our allies and under the auspices of the United Nations » (Trudeau, 2015a). Butts, quant à lui, montre sa résistance à ce que la mission s'étende encore davantage et implique des combats au sol. Il met en garde contre les dangers de vouloir prévenir à tout prix la création d'États-abris pour Daech. Cela pourrait amener le Canada à élargir son intervention en Libye et ailleurs, s'alarme-t-il (Butts, 2015d). De plus, il cite des propos de Harper et des ministres de la Défense conservateurs qui se sont succédé, Rob Nicholson et Jason Kenney, en soulignant que leurs déclarations font craindre une intensification et expansion de la mission (Butts, 2015e, 2015f). « "Avoid if we can" That's what the PM just said about ground combat in the region », gazouille-t-il notamment (Butts, 2015f). En outre, il commence lui aussi à

afficher ses doutes concernant l'efficacité des frappes aériennes pour lutter contre Daech. Il partage un article de la CBC qui indique que ces frappes pourraient aider al-Qaïda (Butts, 2015g). Il montre ensuite sa résistance face aux interventions militaires de combat en citant Obama qui déclare que Daech est entre autres une conséquence de l'invasion de l'Irak en 2003 (Butts, 2015h). Butts doute même de la légitimité des frappes aériennes en Syrie (Butts, 2015i).

L'opposition du PLC à ce que le Canada mène une mission de combat continue à diviser ses partisans, mais le refus d'étendre ces frappes à la Syrie les réunit. Effectivement, en mars 2015, si les Canadiens et partisans libéraux souhaitent la poursuite de la mission en Irak (Logan, 2015), seuls 26 % des électeurs libéraux approuvent l'expansion de la mission de frappes aériennes en Syrie, 65 % s'y opposent et 9 % n'ont pas d'opinion sur le sujet (Forum Research, 2015a). Les rangs du caucus libéral continuent néanmoins à être divisés. Le député libéral Irwin Cotler s'abstient encore une fois lors du vote, justifiant son choix par un argumentaire lié au rôle de défenseur des valeurs libérales : aucune mesure n'est prévue pour obliger le gouvernement Assad à rendre des comptes (Faguy, 2015).

Dans les mois qui suivent, même si l'enjeu du rôle du Canada dans la lutte contre Daech baisse en importance, le plus proche conseiller de Trudeau continue d'exposer sur Twitter ses doutes concernant l'efficacité des frappes aériennes pour lutter contre l'organisation terroriste. Il partage le 26 mai un article de la CBC en indiquant que « [Daesh] poses a bigger threat after nearly a year of coalition bombing » (Butts, 2015j). Le 25 juin, il partage le gazouillis d'un employé du PLC, actuellement directeur des affaires parlementaires du député libéral Amarjeet Sohi, qui met en doute l'efficacité des frappes (Burton, 2015a). Butts renchérit tout en affichant une large vision de sa communauté politique : « [I]f barbarism is the trigger for Canadian military intervention, why stop at [Daesh]? » (Butts, 2015k). Le mois suivant, Butts partage un article de Yahoo accompagné de la description suivante, auquel Katie

Telford appose la mention « aime » : « [Daesh] is not weaker after a year of bombing, US Defence Agencies admit » (Butts, 2015l).

Bref, l'expansion des frappes aériennes canadiennes à la Syrie rallie les députés libéraux, qui s'y opposent tous pour des raisons liées aux rôles de bon citoyen international et de citoyen international moral. Cette cohésion permet au PLC d'articuler plus clairement le type de mission militaire qui serait mené par le Canada contre Daech sous un gouvernement libéral : une mission de formation et d'entraînement de troupes locales par des forces régulières et derrière — voire même « loin » — des lignes de front.

5.5 La montée du rôle d'allié fiable chez les libéraux durant la campagne électorale

Dès le début de la campagne électorale fédérale en août 2015 et tout au long de celle-ci, Butts s'acharne à rappeler dans une dizaine de gazouillis que c'est la guerre civile syrienne, et non Daech, qui a causé la crise des réfugiés (Butts, 2015m, 2015n, 2015o, 2015p, 2015q, 2015r, 2015s, 2015t, 2015u). En septembre, Butts recommence à faire plus fréquemment des références au « manque de jugement » de ceux qui ont soutenu la guerre en Irak de 2003 (Butts, 2015v) — partageant même l'hyperlien de la lettre ouverte que Harper et Stockwell Day ont publié dans le Wall Street Journal en 2003 en soutien à cette intervention militaire (Butts, 2015w). Il critique aussi la guerre en tant que telle. Il indique notamment que les conséquences de cette guerre sont visibles présentement (Butts, 2015x) et valorise au plus haut point la décision de Chrétien. « Pick on Chretien's foreign policy all you want. He got the biggest, toughest call of the last 50 years dead right. That's leadership #Iraq », gazouille Butts (2015y).

Le conseiller ne se gêne pas non plus pour critiquer les États-Unis et Bush. « George W. Bush might not be the worst President in US history, but he is very competitive. #iraq », écrit-il (Butts, 2015z). Questionné sur Twitter par un journaliste à savoir pourquoi les libéraux estiment que la mission de bombardements aériens n'est pas la bonne pour le Canada mais qu'elle est adéquate pour ses alliés, Butts répond que ce n'est pas l'option choisie par tous les alliés, et que les États-Unis ont une responsabilité particulière dans la région. « The US has a unique responsibility in the region, given the Iraq war, no? », écrit-il (Butts, 2015aa). Alors que le journaliste insiste, un autre conseiller libéral, Mike Burton, rappelle les doutes entourant l'efficacité des frappes aériennes. « My question is, has the year-long bombing mission been successful at incapacitating [Daesh]? If not, why continue? », lance-t-il (Burton, 2015b). En résumé, le conseiller principal de Trudeau continue de laisser paraître sa préférence pour le rôle de bon citoyen international à travers sa réticence face à l'usage de la force de combat, illustrée par sa méfiance envers les frappes aériennes et une augmentation de la combativité de la mission, et son refus de soutenir à tout prix les États-Unis.

À la fin septembre, durant un débat électoral portant exclusivement sur la politique étrangère, Trudeau met lui aussi en évidence ce rôle, mais intègre également davantage d'éléments du rôle d'allié fiable des États-Unis qu'il ne l'avait fait jusqu'à présent. En effet, il promet entre autres que le Canada fera une contribution « robuste » dans la coalition de lutte contre Daech. Même s'il indique que « we know that sending in western troops isn't always the best possible outcome, and indeed, often makes things worse », il ajoute que « on the question of the U.S. relationship, what we need to make sure is that we continue to engage as a robust member of the coalition fighting to defeat [Daesh] » (Maclean's, 2015). Cela représente une grande évolution du discours du PLC et du clan Trudeau, qui ont critiqué durant l'automne 2014 l'opération de frappes aériennes contre Daech, mais se positionnent

désormais en allié fiable des États-Unis et proposent nouvellement une contribution « robuste ».

En résumé, durant la campagne électorale, si le rôle de bon citoyen international reste bien présent dans les propos tenus par le meilleur ami et plus proche conseiller de Trudeau, le chef de parti commence à intégrer dans sa rhétorique des éléments liés au rôle d'allié fiable des États-Unis, en promettant notamment une contribution robuste de la part du Canada dans la lutte contre Daech. Les raisons de ce nouvel intérêt de Trudeau pour le rôle d'allié fiable peuvent être identifiées en analysant son comportement lorsque le PLC prend le pouvoir.

5.6 La mission militaire libérale contre Daech

Après son élection le 19 octobre 2015, le gouvernement libéral peine à justifier sa position en faveur du non-combat, d'autant plus que la conception du rôle d'allié fiable augmente en importance quelques semaines seulement après les élections. Effectivement, des attentats terroristes ont lieu le 13 novembre 2015 à Paris. Les présidents français et américain François Hollande et Barack Obama annoncent une intensification des frappes aériennes contre des cibles liées à Daech. L'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas acceptent quant à eux d'intensifier leur campagne de frappes. Au lendemain d'une rencontre avec Trudeau à Londres, le premier ministre britannique de l'époque, David Cameron, annonce que son pays rejoindra lui aussi la coalition menant des bombardements aériens en Syrie, et un jour plus tard, le Haut-commissaire du Royaume-Uni au Canada indique que « bombing is a very essential part of this to protect our interests » (Barton, 2015).

En décembre 2015, le secrétaire américain à la Défense, Ashton Carter, rejoint personnellement ses homologues de 40 pays membres de la coalition multinationale

contre Daech, et leur demande d'augmenter leur contribution (Connolly, 2015). En janvier 2016, durant une réunion des principaux contributeurs de la coalition contre Daech à laquelle le Canada n'est pas invité,⁴³ Carter déclare que chacun des membres de la coalition doit considérer fournir « further contributions to the fight [...] and I will not hesitate to engage and challenge current and prospective members of the coalition as we go forward » (Carter, 2016 ; Pellerin, 2016). Le président Obama, pour sa part, estime que le Canada « will continue to play that important role that they've played thus far » (Jacobs, 2015). Le ministre canadien de la Défense, Harjit Sajjan, est conscient que les États-Unis ont une préférence pour les frappes aériennes. « Of course they [allies] want to keep our CF-18s there [in Iraq and Syria] », déclare-t-il (Hall, 2016). De plus, les conditions sont présentes pour que ces pressions alliées affectent les décisions de l'exécutif, puisque ces dernières sont véhiculées au sein de l'État par 56 % des partisans libéraux qui souhaitent la poursuite des frappes canadiennes (Angus Reid, 2016).

Si Sajjan assure que son gouvernement ne ressent « aucune pression » à augmenter sa contribution dans la coalition contre Daech (CBC News, 2015a), les décisions et actions de son gouvernement sous-entendent l'opposé. Le rôle d'allié fiable des États-Unis gagne en effet en importance dans le processus décisionnel du nouvel exécutif canadien. Le gouvernement maintient les frappes aériennes jusqu'au 15 février 2016, soit quatre mois après les élections fédérales, dans le but de coordonner son retrait avec les actions de ses alliés. Tel que l'indique le ministre des Affaires étrangères, Stéphane Dion : « We need to work with our allies to be sure that we'll have that right » (CBC News, 2015a).

Le 17 novembre 2015, Sajjan rencontre l'ambassadeur de France au Canada, Nicolas Chapuis. Le ministre canadien de la Défense nationale promet à ce dernier que son

⁴³ Chose que le gouvernement libéral va d'abord nier. Voir Chase et Fife (2016).

État fera une contribution « robuste » dans la guerre contre Daech (Mas, 2015). La réaction de l'ambassadeur face à la réorientation de la mission canadienne est décrite dans des documents gouvernementaux comme « très respectueuse », sans plus. Ces documents révèlent également que la mission libérale n'est pas encore coulée dans le béton. « The MDN explained that the Government is still considering its options, but wants to ensure a meaningful and long-term impact, that makes use of the unique Canadian skillset developed in Afghanistan (i.e. in training) ». ⁴⁴ Le jour même de cette rencontre entre Chapuis et Sajjan, Trudeau confirme que la participation canadienne aux frappes se terminera avant le mois de mars, mais annonce dès le jour suivant que le Canada déploiera plus de soldats au sol en Irak. Il fait mention des « alliés » du Canada plusieurs fois dans son annonce (Curry et Chase, 2015). Le nouveau premier ministre semble vouloir compenser le retrait des CF-18 canadiens d'Irak et de Syrie par une augmentation de la contribution.

Malgré la confirmation de la fin des frappes canadiennes par Trudeau le 17 novembre, le lendemain, lors d'une conversation téléphonique de Sajjan avec Carter, les lignes de communication présentes dans le dossier préparé par son ministère laissent la porte ouverte aux frappes. Il est en effet écrit dans ce dossier que « Canada's CF-18 fighter aircraft are likely to be withdrawn from combat missions ». À l'opposé, les lignes de communication écrites à propos du dossier du bouclier antimissile américain sont beaucoup plus fermes. « The Canadian Government's 2005 decision not to participate in US Ballistic Missile Defence for North America has not changed. » ⁴⁵ Le lendemain, lorsque Trudeau rencontre le président Obama en

⁴⁴ Informations tirées de documents obtenus à travers la loi d'accès à l'information (demande #A-2016-00573).

⁴⁵ Informations tirées de documents obtenus à travers la loi d'accès à l'information (demande # A-2016-00560).

personne pour la première fois, il assure que le Canada fera « plus que sa part » dans la mission de la coalition militaire multinationale contre Daech (CBC News, 2015b).

Le 8 février 2016, soit quelques jours avant la réunion de la coalition internationale de lutte contre Daech, le premier ministre Trudeau présente la nouvelle mouture de la mission canadienne, axée sur la formation et l'entraînement de troupes locales. Le Canada prévoit tripler le nombre de soldats prenant en charge l'entraînement et les activités de renseignement, déployer des hélicoptères et maintenir ses avions de surveillance et de ravitaillement mis à la disposition de la coalition. Cela porte à 830 le nombre de soldats des FAC déployés. Ce nombre inclut l'augmentation du contingent d'opérateurs des FOS canadiennes de 69 à 210, même si le PLC avait indiqué à l'automne 2014 et à l'hiver 2015 que ce sont des soldats de la force régulière qui assureraient la formation des troupes locales dans une mission libérale (Garneau, 2015). Le gouvernement Trudeau précise enfin la date à laquelle cesseront les bombardements aériens canadiens : au plus tard le 22 février (Trudeau, 2016 ; Vance, 2016a). Lorsque questionné par les journalistes à savoir pourquoi le Canada continuera à soutenir les frappes des alliés même si lui cessera d'en mener, Trudeau souligne les attentes des alliés. Il déclare que « [l]es avions de ravitaillement et de surveillance m'ont été mentionnés à plusieurs reprises comme étant extrêmement importants pour nos alliés. Nous voulons être de bons partenaires de la coalition » (Buzzetti, 2016). Et plutôt que de critiquer les frappes aériennes, Trudeau justifie la préférence de son gouvernement pour un rôle de non-combat en insistant sur la contribution de niche que fera plutôt le Canada : « There is no question as I said, that there is a role for bombing, particularly in the short term. But Canada [...] can actually offer the best help in a different way, and that is what we articulated today » (Trudeau, 2016). La rhétorique libérale se rapproche donc encore une fois du rôle d'allié fiable, en refusant de critiquer les actions américaines et en reconnaissant même l'efficacité des frappes aériennes.

Cette contribution de niche comporte des caractéristiques correspondant tant à une conception du rôle national de bon citoyen international qu'à celles de défenseur des valeurs libérales et d'allié fiable des États-Unis. En effet, l'augmentation des efforts canadiens dans l'entraînement et la formation de forces locales et le maintien du soutien aux frappes des alliés sont bien accueillis par l'administration Obama et les alliés français, malgré le retrait des avions de combat canadiens (U.S. Department of Defence, 2016 ; Wells, 2015). D'un autre côté, elle convient aussi aux libéraux qui doutent de l'efficacité des frappes aériennes. Cette opinion domine d'ailleurs encore l'esprit de Butts. Questionné sur Twitter à savoir pourquoi le Canada soutient techniquement et politiquement les frappes des alliés mais lui n'en fait pas, et si Trudeau est un pacifiste, il répond que « [o]ur view is equipping locals to fight has the best probability of success » (Butts, 2016a). Il nuance toutefois ses propos dans son gazouillis suivant, justifiant la nouvelle mission canadienne contre Daech par le fait que « we think our money is better spent on training, where we can add better value ». Le conseiller sous-entend dans la suite de la discussion que les capacités militaires canadiennes ne permettraient pas à la fois de s'impliquer activement dans la formation de troupes locales et de faire des frappes aériennes (Butts, 2016b, 2016c).

La nouvelle mouture de la mission canadienne implique par contre de plus grands risques pour les FAC que la campagne de bombardement aériens. Les FOS canadiennes commencent à passer de plus en plus de temps près des lignes de front en Irak et sont de plus en plus impliquées dans des échanges de tirs contre des combattants de Daech en raison de l'évolution de la situation sur le terrain et des actions alliées, qui prennent une tournure plus offensive (Brewster et CBC News, 2016). En plus d'avoir des règles d'engagement flexibles — permettant aux soldats canadiens d'accompagner les soldats kurdes sur la ligne de front, de commander de frappes contre des forces ennemies et d'utiliser de la force létale contre des ennemis qui ont démontré des intentions hostiles —, les troupes canadiennes déployées en Irak sont équipées par le gouvernement Trudeau de missiles antichar, qu'ils utilisent au

moins à trois reprises pour détruire des véhicules-suicide de Daech (Brewster, 2016b ; Pugliese, 2016a).

En comparant la rhétorique libérale d'août 2014 à juin 2015 (soit avant la campagne électorale) aux actions et justifications du parti après sa prise du pouvoir, quatre changements majeurs ressortent et démontrent la montée en importance du rôle d'allié fiable des États-Unis. Premièrement, alors qu'en mars 2015 Trudeau indiquait que les troupes canadiennes devraient rester « away from the front lines » (Trudeau, 2015a), deux ans plus tard, son gouvernement affirme qu'elles doivent plutôt « remain behind the forward line of troops » (Gouvernement du Canada, 2017). Deuxièmement, si en septembre 2014 le PLC s'assurait que « this deployment does not include what is called 'close combat advising' in which our troops are in the field during combat » (Murray, 2014a), en mars 2017, les médias révèlent que près de 200 soldats des FAC sont entrés dans la ville de Mossoul pour en sécuriser une portion et assister les forces irakiennes dans leurs combats dans la portion ouest de la ville. Ils procèdent à de l'identification des cibles et offrent d'autres types de soutien tactique dans l'est de la ville (Berthiaume, 2017b). Troisièmement, la définition de ce que le PLC considère comme étant une mission de combat a évolué. En janvier 2015, Garneau indiquait qu'une mission de combat est « a military operation where the use — or threatened use — of force, including lethal force, is essential to impose will upon an armed opponent, or to accomplish a mission » (Brewster, 2016a). Néanmoins, en février 2016, le chef d'État-major de la Défense, Jonathan Vance, indique que « [i]n my view it's a non-combat mission in that we are not the principal combatants here. We are supporting those who are » (Pugliese, 2016b). Quatrièmement, comme indiqué précédemment, si le PLC en tant que parti d'opposition souhaitait que ce soient des soldats canadiens de la force régulière qui prennent part aux opérations de formation de troupes locales (Garneau, 2015), le gouvernement libéral augmente tout de même le contingent de FOS envoyé dans sa mission de formation mise sur pied en février 2016.

Malgré la montée en importance de ce nouveau rôle au sein de l'exécutif libéral, il n'abandonne pas sa promesse de retirer les avions de combat canadiens d'Irak et de Syrie et continue à intégrer dans sa rhétorique des éléments liés au rôle de bon citoyen international. Le général Vance admet même que l'option de faire à la fois de l'entraînement et des frappes aériennes n'a pas du tout été considérée par les individus chargés de repenser la mission (Vance, 2016b). Trudeau lui-même montre encore une fois le peu d'estime qu'il porte envers les actions de combat en indiquant que « when you actually look at the risk profile, it's probably riskier to have someone on the ground — even far from the frontlines — in the Middle East than over flying at over 5,000 feet in a multi-million dollar aircraft » (Huffington Post Canada, 2016). Ses décisions semblent conséquemment basées sur le type d'intervention plutôt que son niveau de risque. La nouvelle mouture de la mission canadienne contre Daech correspond également aux attentes de la population et des électeurs libéraux, qui « soutiennent ou acceptent » respectivement à 70 % et 90 % cette dernière (Abacus Data, 2016). Ainsi, l'exécutif libéral a trouvé un compromis entre les rôles de bon citoyen international, de défenseur des valeurs libérales et d'allié fiable des États-Unis. Il a toutefois dû, pour ce faire, mettre de côté certains principes de sa conception du rôle dominante.

Conclusion

Ce chapitre a démontré que depuis 2006, la conception du rôle de bon citoyen international domine au sein du clan Trudeau. Quant à la guerre contre Daech, dès 2014, sa garde rapprochée et lui se montrent d'abord très résistants à participer à une intervention militaire de combat en Irak, puis en Syrie, même si la population canadienne l'appuie et que certains députés et partisans libéraux détenant une conception du rôle de défenseur des valeurs libérales souhaitent voir leur État actif dans le conflit. Le PLC adopte alors une position floue. Dès la campagne électorale

fédérale de 2015, Trudeau commence néanmoins à accorder davantage d'importance aux attentes de l'allié américain. Lorsque que PLC prend le pouvoir, il est confronté aux pressions alliées pour le maintien d'un engagement actif canadien. Ce désir est partagé par une partie de la base électorale libérale. L'exécutif dirigé par Trudeau respecte sa promesse de retirer les avions de combat canadiens d'Irak et de Syrie, mais met sur pied une mission ayant des caractéristiques associées aussi aux rôles de défenseur des valeurs libérales et d'allié fiable des États-Unis : une mission de formation de troupes locales risquée, aux règles d'engagement flexibles et impliquant un large contingent de soldats.

CONCLUSION

Le Canada participe depuis 2014 à la coalition multinationale de lutte contre Daech dirigée par les États-Unis. Le gouvernement conservateur de Stephen Harper, malgré un discours alarmiste sur Daech, a misé sur une intervention militaire relativement minimaliste. Étrangement, le gouvernement qui lui a succédé, dirigé par le libéral Justin Trudeau, s'est montré peu à l'aise à ce que le Canada participe à des opérations de combat, mais a envoyé un plus gros contingent de soldats que l'avait fait Harper. Il a même félicité un tireur d'élite des FOS ayant battu un record en atteignant une cible djihadiste. Intrigués par le comportement particulier de Harper et de Trudeau dans la lutte internationale contre Daech, nous nous sommes posés la question suivante : comment expliquer les contributions militaires du Canada, à titre de démocratie libérale, dans les interventions militaires multinationales dirigées par les États-Unis dans l'ère post-11 septembre ? Cette période a été ciblée puisque les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont entraîné une nouvelle ère d'interventions militaires internationales (Meyer, 2005). Le format des interventions a changé, misant désormais sur les coalitions multinationales de volontaires plutôt que sur les institutions multilatérales traditionnelles (Kreps, 2011). Pour répondre à notre question de recherche, nous nous sommes concentrés sur l'étude des deux cas évoqués précédemment : d'abord les décisions de l'exécutif dirigé par Harper quant à la participation canadienne à l'intervention militaire multinationale contre Daech, puis celles de l'exécutif dirigé par Trudeau dans ce même conflit.

Avant de se concentrer sur le cas canadien, dans le chapitre 2, nous nous sommes intéressés aux différentes études empiriques qui ont étudié la décision d'une ou plusieurs démocraties de participer à une intervention militaire internationale. Deux

constats ressortent de cette revue critique de la littérature. Premièrement, les explications réalistes ne permettent pas d'expliquer pourquoi deux partis ou deux exécutifs d'un même État perçoivent parfois l'intérêt national différemment, et ne répondent donc pas à notre question de recherche. Deuxièmement, les explications constructivistes et libérales donnent d'excellentes bases pour répondre à celle-ci. Les explications libérales idéalistes font un apport important en s'intéressant aux préférences des exécutifs des démocraties. Ensuite, les explications constructivistes font une contribution intéressante en tenant compte de la culture stratégique des États et en approfondissant les sources de leurs préférences. Globalement, deux principaux facteurs ressortent de ces approches pour expliquer une contribution militaire démocratique dans une intervention internationale : les préférences de l'exécutif et les pressions alliées. Plusieurs études révèlent toutefois aussi l'impact que peuvent avoir les préférences de la « coalition gagnante » de l'exécutif. Nous arguons qu'il s'agit en fait d'un catalyseur : les attentes des alliés ne seront écoutées par l'exécutif d'un État que si sa base partisane et son caucus les partage.

Les explications libérales et constructivistes comptent néanmoins des lacunes. Les libéraux idéalistes ne sont pas en mesure de justifier une contribution allant au-delà des intérêts ou préférences de l'exécutif ou de sa base électorale, puisqu'ils ne tiennent pas compte des pressions alliées ni de la culture stratégique. Les constructivistes, quant à eux, omettent de se pencher sur la présence de préférences divergentes au sein d'un même État ou parti politique. Ces lacunes peuvent être comblées en décloisonnant les deux approches. La théorie du rôle sert de base à ce processus, puisqu'elle tient compte à la fois de la conception du rôle dominante d'un exécutif, des conceptions du rôle concurrentes présentes au sein de son État (ou parti politique) et des attentes de rôle de ses alliés.

Dans le chapitre 3, nous avons élaboré un cadre théorique libéralo-constructiviste qui comble les lacunes identifiées dans notre revue critique de la littérature. Pour

décloisonner les deux approches, nous avons lié les concepts d'idéologie (à la fois au sens large et au sens partisan), de conception du rôle national, d'attentes des alliés et de conceptions du rôle concurrentes à interne. Plus précisément, nous défendons l'idée que les préférences de l'exécutif rendent enclin envers un certain type de contribution militaire, mais que celle-ci est contrainte par les attentes des alliés qui rejoignent celles de groupes internes importants pour les décideurs. Il en découle la contribution militaire offerte dans une intervention internationale. Cependant, les rôles associés au Canada dans la littérature sont définis de façon floue, rendant difficile leur identification dans une situation donnée. Nous nous sommes ainsi basés sur la littérature canadienne portant sur les rôles et l'idéologie, de même que sur les trois dimensions idéologiques développées par Rathbun (2004), pour développer trois rôles-types bien définis et pour préciser les caractéristiques distinctives de chacun d'eux. Ces trois rôles-types sont ceux de bon citoyen international, associé à l'idéologie internationaliste libérale et au PLC ; de défenseur des valeurs libérales, associé à l'internationalisme actif et au PLC; et d'allié fiable des États-Unis, associé au néoconservatisme et au PCC. Pour chacun des rôles, nous avons identifié leur position quant aux trois dimensions idéologiques évoquées par Rathbun (2004), soit la vision altruiste ou égoïste de l'intérêt national de son État, la vision positive ou négative du multilatéralisme et l'opinion sur l'efficacité de l'usage de la force militaire. Nous avons néanmoins adapté ces dimensions au contexte d'une intervention militaire multinationale dirigée par les États-Unis. En ce qui a trait à la contribution militaire, nous avons identifié quatre éléments dont il faut tenir compte pour bien la définir : sa nature de combat ou de non-combat, le niveau de risque qu'elle implique, la flexibilité de ses règles d'engagement et la taille relative du contingent de soldats déployé.

Une fois notre cadre théorique développé et nos concepts bien définis, dans les chapitres 4 et 5, nous avons développé nos deux études de cas. En raison de la précision exigée pour bien comprendre les raisons derrière les actions des deux

exécutifs étudiés, la reconstitution du processus décisionnel s'est avérée être la méthode tout indiquée. Néanmoins, le PLC étant associé à deux conceptions du rôle national dans la littérature, il nous fallait identifier laquelle était dominante au sein de l'exécutif dirigé par Trudeau. Pour ce faire, nous avons d'abord identifié les acteurs-clés de l'exécutif. Nous avons ensuite mené des analyses de contenu qualitatives. Dans le cas du chef, il s'agissait d'analyser ses propos tenus à la Chambre des communes, dans des lettres ouvertes publiées dans des médias et dans des discours dont il existe des transcriptions. Pour ce qui est du bras droit du chef, soit Gerald Butts, nous avons élargi ce corpus pour intégrer les interventions sur Twitter, celui-ci n'étant pas un député et ne se prononçant conséquemment pas aux Communes. Par souci d'uniformité, nous avons fait le même processus dans le chapitre portant sur le gouvernement conservateur.

Il ressort de l'analyse du cas portant sur l'exécutif dirigé par Harper que sa conception du rôle national dominante — allié fiable des États-Unis — a fait en sorte qu'il a répondu positivement aux demandes de l'allié américain sans même avoir besoin de pressions internes pour agir ainsi. Cela a mené à la mise sur pied d'une mission de combat consistant en la conduite de frappes aériennes en Irak, puis en Syrie, de même que le déploiement d'un petit contingent de FOS. Certains pourraient commenter que le rôle d'allié fiable semble s'être appliqué de manière inconstante durant les années au pouvoir du gouvernement Harper en raison de sa réticence à participer à une intervention militaire en Syrie en 2011 et sa distanciation quant à la position d'Obama sur le comportement international de l'Iran et le conflit israélo-palestinien. Quant au premier point, comme l'expliquent Lagassé, Massie et Roussel (2017, p. 13-14), l'objectif de l'intervention militaire en Syrie en 2011 était tout autre que celui de 2014, soit humanitariste et non anti-terroriste ; les États-Unis avaient peu de leadership dans le mouvement poussant pour une intervention ; et il y avait un risque qu'une intervention aide les djihadistes de Daech à s'infiltrer parmi les rebelles syriens. Par rapport au second point, notre proposition théorique concerne un soutien

attendu du gouvernement Harper aux interventions militaires multinationales auxquelles participent les États-Unis, et non à tous les positionnements diplomatiques de l'allié.

Dans le second cas étudié — axé sur les décisions du gouvernement Trudeau quant à l'intervention militaire contre Daech —, à l'inverse, les demandes alliées relayées par des acteurs internes significatifs pour l'exécutif libéral dirigé par Trudeau l'ont incité à mener une mission davantage de combat que ce que sa conception du rôle national dominante de bon citoyen international l'aurait conduite à faire. Cela a résulté en une mission de compromis principalement de non-combat, qui mise sur la formation de troupes locales en Irak, mais qui implique parfois des opérations de combat près de la ligne de front ainsi qu'un soutien aux frappes aériennes des alliés.

Les deux cas diffèrent sur certains points. En fait, dans le premier, on ne sent pas les pressions alliées, parce que la conception du rôle dominante de l'exécutif dirigé par Harper, celle d'allié fiable des États-Unis, implique intrinsèquement une écoute des demandes de cet État. En d'autres mots, Harper répondait proactivement aux demandes alliées ou les devançait même. Que les attentes des alliées soient partagées par des groupes internes importants pour l'exécutif dirigé par Harper n'a pas influencé la mission mise sur pied par les conservateurs, puisque celle-ci tenait déjà compte de ces attentes. À l'opposé, la conception du rôle dominante au sein de l'exécutif dirigé par Trudeau, celle de bon citoyen international, n'implique pas intrinsèquement une écoute des demandes ou attentes alliées. Il peut donc arriver, comme ce fût le cas en Irak, que la contribution militaire préférée par l'exécutif ne cadre pas avec les attentes des alliés, qui font alors pression pour tenter de convaincre cet exécutif d'agir autrement. Dans le cas de Trudeau et de l'intervention militaire multinationale contre Daech, l'exécutif a dû faire une contribution de compromis, qui ne correspond ni totalement au rôle de bon citoyen international, ni complètement au rôle d'allié fiable des États-Unis. En fait, ceux qui sont les plus satisfaits dans cette

histoire sont peut-être les adhérents à la conception du rôle de défenseur des valeurs libérales.

Une autre différence entre les deux cas d'étude est qu'au PCC, la plupart des députés et partisans partagent une même conception du rôle national. Au contraire, le PLC est divisé quant au rôle étant le plus approprié à performer pour le Canada. Cette situation fait en sorte qu'il est possible qu'une portion de la base partisane du PLC partage les attentes alliées, mais pas l'exécutif. On peut de ce fait conclure que les conflits de rôles intra-parti sont plus probables au sein du PLC que du PCC.

Les deux cas étudiés se rejoignent cependant dans la tentative des exécutifs de mettre sur pied une mission correspondant à leurs préférences et aux demandes alliées. Cette dernière observation montre que le rôle d'allié fiable occupe une place importante dans la culture stratégique canadienne. Les exécutifs doivent avoir un fort appui de leur base partisane pour aller à l'encontre des attentes alliées, comme Jean Chrétien en 2003. De plus, le fait que les alliés du Canada, plus particulièrement les États-Unis, semblaient s'attendre à ce que le Canada poursuive ses frappes aériennes en Irak et en Syrie ou maintienne du moins une contribution active dans la coalition multinationale laisse croire que la quasi-décennie au pouvoir du PCC a eu un impact sur la perception du rôle du Canada dans la sphère internationale. Effectivement, tel qu'indiqué au chapitre 3, les attentes des alliés changent avec le temps. En agissant comme un allié fiable et en se montrant à l'aise à participer à des opérations militaires de combat durant près de 10 ans, le gouvernement Harper a possiblement créé une attente en ce sens auprès des États-Unis, voire même chez les Canadiens. La situation aurait sûrement été différente si le parti au pouvoir de 2006 à 2015 avait eu une attitude différente face aux États-Unis, se rapprochant par exemple davantage de celle qu'avait l'ex-chef libéral Jean Chrétien. Les alliés du Canada ne se seraient alors peut-être pas attendus à ce que l'État fasse une contribution de combat ou une contribution importante dans la coalition. Trudeau aurait alors pu mettre sur pied une

mission reflétant le rôle de bon citoyen international. Des études futures devraient identifier de façon précise quelles sont les attentes que les principaux alliés du Canada ont envers lui quant à sa contribution dans les interventions militaires internationales. Il faudrait également approfondir et expliquer l'évolution des attentes des alliés envers le Canada.

Globalement, ce mémoire démontre que la théorie du rôle, tant par son concept de conflit de rôles que celui de conception du rôle national, s'avère très pertinente pour comprendre les contributions militaires offertes par les démocraties dans les interventions internationales dirigées par les États-Unis dans l'ère post-11 septembre. Cette théorie apporte aussi un éclairage intéressant pour comprendre plus particulièrement le comportement des gouvernements centristes comme le PLC. Notre étude compte cependant certaines lacunes, qui pourraient être comblées dans des recherches futures. En effet, en raison de l'espace limité, nous avons dû nous concentrer sur les principaux facteurs influençant la contribution militaire canadienne. De futurs travaux devraient intégrer d'autres facteurs à notre cadre théorique pour mieux rendre compte de la réalité complexe du façonnement de la PSIC. Par exemple, les facteurs des capacités militaires et des considérations électorales gagneraient à être ajoutés au modèle théorique pour expliquer le calendrier de la mission, la taille des contingents militaires déployés et le nombre d'avions de combat envoyés par Harper, notamment. Massie et von Hlatky (2017) et Ettinger et Rice (2016) se sont d'ailleurs penchés sur ces aspects. De plus, ce mémoire n'identifie pas les canaux par lesquels les demandes des alliés rejoignent les acteurs internes. Des recherches futures devraient tenter d'expliquer cela en détaillant l'impact de la présence du rôle d'allié fiable dans la culture stratégique canadienne ou en abordant le rôle des médias dans la transmission des pressions alliées.

Ensuite, encore une fois par souci d'espace, ce mémoire s'est limité à étudier un seul État et un seul conflit. Il serait intéressant d'élargir l'étude en analysant davantage de

cas canadiens et même des interventions militaires d'autres démocraties, le tout pour mieux vérifier notre argument. Cela pourrait aussi se faire en menant la même étude avec une méthodologie quantitative, pour ensuite comparer les résultats de celle-ci avec ceux de ce mémoire. Également, alors que nous nous sommes limités à l'approfondissement des rôles associés aux partis politiques canadiens ayant pris le pouvoir dans l'ère post-11 septembre, il serait pertinent d'intégrer dans des études futures les rôles liés aux autres partis politiques canadiens, comme le Nouveau parti démocratique, le Parti vert du Canada et le Bloc québécois. Cela pourrait apporter un nouvel éclairage quant aux dynamiques internes entourant la participation canadienne à des interventions militaires internationales. De plus, nous aurions pu intégrer davantage les propos tenus par les ministres de la Défense et des Affaires étrangères des gouvernements Trudeau et Harper. Néanmoins, les sept entretiens que nous avons menés nous ont éclairés à l'effet que c'est plutôt le premier ministre et son bras droit qui étaient au centre du processus décisionnel. Avec l'espace limité dont nous disposions, nous nous sommes donc concentrés sur les acteurs les plus importants du processus décisionnel.

Dans les prochains mois et prochaines années, il faudra suivre l'évolution de la PSIC sous le gouvernement Trudeau. La réaction du premier ministre quant aux frappes aériennes américaines en Syrie en mai 2017 semble confirmer la montée en importance du rôle d'allié fiable au sein de son exécutif. Cependant, la nouvelle politique de défense du Canada que le gouvernement libéral a dévoilée en juin 2017 peut laisser croire à une montée du rôle de défenseur des valeurs libérales, à moins que la montée du rôle d'allié fiable soit telle qu'elle influence désormais même les documents gouvernementaux. Pour l'instant, il manque d'actions concrètes de la part du gouvernement libéral pour soutenir un argumentaire sur ce dernier point.

Reste que l'on peut se questionner entre autres sur le niveau de suivisme que doit avoir le Canada envers les États-Unis sur la scène internationale et le rôle que cet État

nordique doit jouer dans la sauvegarde du multilatéralisme. Par exemple, dans une situation où le Canada serait confronté à l'arrivée au pouvoir d'un président américain peu enclin à mettre en œuvre des techniques diplomatiques et prônant l'unilatéralisme, il ne serait peut-être pas éthique pour le Canada d'agir en allié fiable, et il devrait peut-être accepter de faire certaines actions même si elles peuvent choquer son voisin du sud. Ensuite, confronté à des vetos de la Chine et de la Russie au Conseil de sécurité de l'ONU, et à une OTAN qui perd des plumes en termes de leadership dans les interventions militaires internationales, le Canada se doit de passer à l'action dans la modernisation du multilatéralisme, trop confinée encore à ce jour dans des écrits et discussions.

ANNEXE A

LES SIX QUESTIONS POSÉES À CHAQUE CAS D'ÉTUDE

À travers notre utilisation de la méthode de la reconstitution du processus décisionnel, nous avons posé ces six mêmes questions à chacune de nos deux études de cas :

(1) Quelles étaient les préférences du premier ministre et de ses principaux bras droits avant leur prise du pouvoir et sont-elles reflétées dans celles de l'exécutif depuis sa prise du pouvoir ?

(2) Quelles étaient les préférences de son parti politique et est-ce qu'il existait des factions idéologiques en matière de politique étrangère ? Si oui, quelles étaient-elles ?

(3) De quelle façon les alliés souhaitaient-ils que le Canada participe à l'intervention militaire ?

(4) Ces préférences alliées avaient-elles un écho au sein de l'État ? Et auprès des groupes internes importants aux yeux de l'exécutif ?

(5) Quels facteurs ont ultimement présidé au choix du type d'intervention militaire retenu par l'exécutif ?

(6) Ce choix était-il cohérent avec les préférences du premier ministre, de l'exécutif et/ou du parti politique au pouvoir ? Ou s'agissait-il plutôt d'une position de compromis ?

RÉFÉRENCES

- Abacus Data. (2014, 12-14 septembre). *Public opinion on Stephen Harper's approach to foreign affairs*. Récupéré le 6 février 2017 de <http://abacusdata.ca/harpers-approach-foreign-affairs-isis-threat/>
- Abacus Data. (2015, 24 février). *Canada's Mission against ISIL : What comes next ?* Récupéré le 6 février 2017 de <http://abacusdata.ca/canadas-mission-against-isil-what-comes-next/>
- Abacus Data. (2016, 2 mars). *Less than 1 in 3 oppose changes to Canada's role in fight with ISIS*. Récupéré le 6 février 2017 de <http://abacusdata.ca/less-than-1-in-3-oppose-changes-to-canadas-role-in-fight-with-isis/#sthash.D6GNSsvU.dpuf>
- Aggestam, L. (2004). *A European Foreign Policy : role conceptions and the politics of identity in Britain, France and Germany*, vol. 106. Akademityck : Stockholm Studies in Politics.
- Aggestam, L. (2006). *Role Theory and European Foreign Policy : A Framework of Analysis*. [Chapitre de livre]. Dans O. Elgström et M. Smith (dir.), *The European Union's Roles in International Politics: Concepts and Analysis* (p. 11-29). Londres : Routledge.
- Airwars. (2017). Base de données. Récupéré le 1er juin 2017 de <http://airwars.org/>
- Angus Reid. (2014, 25 septembre). *Two-thirds of Canadians support some involvement in American-led action against ISIS*. Récupéré le 2 mars de http://angusreid.org/wp-content/uploads/2014/12/2014.09.25_ISIS-1.pdf
- Angus Reid. (2016, 27-31 janvier). *Most Canadians want to keep bombing ISIS; half think pulling CF-18s will hurt Canada's global reputation*. Récupéré le 1er juin 2017 de <http://angusreid.org/wp-content/uploads/2016/02/2016.02-ISIS.pdf>

- Auerswald, D. P. et Saideman, S. M. (2014). *NATO in Afghanistan. Fighting Together, Fighting Alone*. Princeton, NJ : Princeton University Press.
- Baird, J. (2014, 9 septembre). Chambre des Communes du Canada, rencontre #32 du comité parlementaire sur les affaires étrangères et le développement international, 41e Parlement, 2e session. Récupéré le 20 juin 2017 de <https://openparliament.ca/committees/foreign-affairs/41-2/32/john-baird-1/>
- Barton, R. (2015, 28 novembre). Justin Trudeau to pull fighter jets, keep other military planes in ISIS fight. CBC News. Récupéré le 1er juin 2017 de www.cbc.ca/news/politics/government-position-fighter-jets-1.3338186
- Baum, M. A. et Potter, P. B. K. (2008). The Relationships Between Mass Media, Public Opinion, and Foreign Policy : Toward a Theoretical Synthesis. *Annual Review of Political Science*, 11, 39-65.
- Baum, M. A. et Potter, P. B. K. (2015). *War and Democratic Constraint: How the Public Influences Foreign Policy*. Princeton : Princeton University Press.
- Baverez, N. (2017). Réarmer la France et l'Europe. *Commentaire*, 1(157), 210-212.
- Becker, Jakob, U. (2013). Canada : standing on guard for international law and human security ?. [Chapitre de livre]. Dans A. Geis, H. Müller et N. Schörnig (dir.), *The Militant Face of Democracy : Liberal Force for Good* (p. 180-214). Cambridge : Cambridge University Press. [Livre électronique].
- Becker, U., Müller H. et Wisotzki, S. (2008). Democracy and Nuclear Arms Control—Destiny or Ambiguity?. *Security Studies*, 17(4), 810-854.
- Bélanger, M. (2007, 19 avril). Chambre des Communes du Canada, Hansard #136, 39e Parlement, 1re session. Récupéré le 2 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2007/4/19/mauril-belanger-1/>
- Bellavance, J.-D. (2015, 10 avril). Ottawa a avisé l'ONU avant les frappes. *La Presse*, A5.
- Bengtsson, B. et Ruonavaara, H. (2017). Comparative Process Tracing : Making Historical Comparison Structured and Focused. *Philosophy of the Social Sciences*, 47(1), 44-66.

- Bennett, A. et Checkel, J. T. (2012). Process Tracing : From Philosophical Roots to Best Practices., *Simons Papers in Security and Development*, 21(juin), 1-48. School of International Studies, Simon Fraser University, Vancouver. Récupéré le 2 juillet 2017 de [file:///Users/laurapelletier-bonnier/Downloads/SimonsWorkingPaper21%20\(1\).pdf](file:///Users/laurapelletier-bonnier/Downloads/SimonsWorkingPaper21%20(1).pdf)
- Berthiaume, L. (2014, 21 octobre). The man behind the curtain : Why Gerald Butts is Trudeau's most trusted advisor. *Ottawa Citizen*. Récupéré le 1er juin 2017 de <http://ottawacitizen.com/news/politics/the-man-behind-the-curtain-why-gerald-butts-is-trudeaus-most-trusted-adviser>
- Berthiaume, L. (2015a, 20 mars). Ban on fighting ISIL in Syria not a problem, military says. *Ottawa Citizen*. Récupéré le 1er juin 2017 de <http://ottawacitizen.com/news/politics/ban-on-fighting-isil-in-syria-not-a-problem-military-says>
- Berthiaume, L. (2015b, 20 mars). What's next for Canada? *Ottawa Citizen*, A11.
- Berthiaume, L. (2017a, 23 juin). Mulcair raises red flags after Canadian sniper breaks record in Iraq. *The Canadian Press*. Récupéré le 28 juin 2017 de http://www.nationalnewswatch.com/2017/06/23/mulcair-raises-red-flags-after-canadian-sniper-breaks-record-in-iraq/#.WVPb4tM1_-a
- Berthiaume, L. (2017b, 31 mars). Canadian special forces troops on move in Mosul as Iraq mission extended to end of June. *National Post*. Récupéré le 2 juin 2017 de <http://news.nationalpost.com/news/world/canadian-troops-operating-in-east-mosul-as-mission-extended-to-june-2>.
- Bland, D. L. et Rempel, R. (2004). A Vigilant Parliament : Building Competence for Effective Parliamentary Oversight of National Defence and the Canadian Armed Forces. *Policy Matters / Enjeux Publics*, 5(1), 1-29. Récupéré le 20 juillet 2017 de <http://irpp.org/wp-content/uploads/assets/research/national-security-and-interoperability/a-vigilant-parliament-building-competence-for-effective-parliamentary-oversight-of-national-defence-and-the-canadian-armed-forces/pmvol5no1.pdf>
- Bloomfield, A. (2012). Time to Move On : Reconceptualizing the Strategic Culture Debate. *Contemporary Security Policy*, 33(3), 437-461.

- Bloomfield, A. et Nossal, K. R. (2007). Towards an Explicative Understanding of Strategic Culture : The Cases of Australia and Canada. *Contemporary Security Policy*, 28(2), p. 286-307.
- Bloomfield, A. et Nossal, K. R. (2010, 3 juin). *A Conservative Foreign Policy ? Canada and Australia Compared*. Canadian Political Science Association, Montréal.
- Boily, F. (2007). Le néoconservatisme au Canada : faut-il craindre l'École de Calgary ?. [Chapitre de livre]. Dans F. Boily (dir.), *Stephen Harper. De l'École de Calgary au Parti conservateur : les nouveaux visages du conservatisme canadien* (p. 27-54). Québec, Les Presses de l'Université Laval.
- Boily, F. (2016). *Stephen Harper. La fracture idéologique d'une vision du Canada*. Québec, Les Presses de l'Université Laval.
- Bosold, D. (2010). Canada as a Middle Power, Model, or Civilian Power. What's in a Name ?. [Chapitre de livre]. Dans N. Hynek et D. Bosold (dir.), *Canada's Foreign and Security Policy : Soft and Hard Strategies of a Middle Power* (p. 35-57). Don Mills, Ontario : Oxford University Press.
- Bourgault-Côté, G. (2015, 10 décembre). Bureau du premier ministre : peu de québécois dans la garde rapprochée de Justin Trudeau. *Le Devoir*. Récupéré le 3 juin 2017 de <http://www.ledevoir.com/politique/canada/457596/bureau-du-premier-ministre-peu-de-quebecois-dans-la-garde-rapprochee-de-justin-trudeau>
- Bow, B. (2008-2009). Parties and partisanship in Canadian defence policy. *International Journal*, 64(1), 67-88.
- Brewster, M. (2014, 16 septembre). Defining « non-combat deployment » a tricky position, says expert. *Macleans's*. Récupéré le 1^{er} mars 2017 de www.macleans.ca/news/canada/defining-non-combat-deployment-a-tricky-proposition-says-expert/
- Brewster, M. (2016a, 19 février). Defence chief denies tailoring combat definition to suit Liberal narrative. CBC News. Récupéré le 1^{er} mars de www.cbc.ca/news/politics/defence-chief-combat-mission-1.3455375

Brewster, M. (2016b, 14 novembre). Canadian special forces shooting first at ISIS to protect civilians, allies Peshmerga general dismisses Human Rights Watch report claiming his forces have targeted civilians. CBC News. Récupéré le 4 février 2017 de www.cbc.ca/news/politics/canadian-forces-isis-engage-1.3850827

Brewster, M. et CBC News. (2016, 6 octobre). Canadian troops spending more time at front lines in Iraq as future of mission in unclear. CBC News. Récupéré le 6 février 2017 de www.cbc.ca/news/politics/iraq-canada-troops-1.3794722

Bricker, D. (2014, 3 octobre). *Two Thirds (64%) Support Use of Canadian Forces Fighter Jets in Airstrikes against ISIL Targets in Iraq*. Ipsos News and Polls. Récupéré le 5 février 2017 de www.ipsos-na.com/news-polls/pressrelease.aspx?id=6618.

Brooks, D. (2002). *Private Military Service Providers : Africa's Welcome Pariahs*. Centre de recherche Entreprises et sociétés. Récupéré le 1^{er} mars 2017 de www.sandline.com/hotlinks/CRESchapter.pdf

Brummer, K. et Thies, C. G. (2015). The Contested Selection of National Role Conceptions. *Foreign Policy Analysis*, 11(3), 273-93.

Brummer, K. et Thies, C. G. (2016). *Active Independent of Faithful Ally? The Domestic Contestation of National Role Conceptions in Australia After World War II*. [Chapitre de livre]. Dans C. Cantir et J. Kaarbo (dir.), *Domestic Role Contestation, Foreign Policy, and International Relations* (p. 80-102). New York et Londres : Routledge.

Bryden, J. (2014, 8 octobre). The Canadian Press, Axworthy Disappointed By Trudeau's Opposition To Iraq Combat Mission. Huffington Post Canada. Récupéré le 4 février 2017 de www.huffingtonpost.ca/2014/10/08/axworthy-trudeau-iraq-mission_n_5955852.html

Burton, M. (2015a, 12 septembre). @mdentandt @gmbutts My question is, has the year-long bombing mission been successful at incapacitating ISIS? If not, why continue?. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/Mikefromregina/status/642783057569779712>

Burton, M. (2015b, 25 juin). Here's a serious ? for @davidakin if bombing ISIS is the answer, how come they're still capable of such barbarism after 9 months of bombing

?. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/Mikefromregina/status/614008430009806848>

Butts, G. (2012a, 19 juillet). Yikes. Not a surprise, but the world just got more dangerous. Russia, China veto UN resolutions for Syria sanctions. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/225968134618771458>

Butts, G. (2012b, 4 septembre). Yep RT @dgardner : Disagree w/ @acoyme. Obama routinely offered concessions, was stonewalled by zealots and calculators. Natpo.st/RDknh. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/243120890995421184>

Butts, G. (2012c, 6 septembre). Prediction : #Obama will deliver a better speech and performance than #Clinton. The man is a fierce competitor. #dnc #uspoli #cdnpoli. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/243837219201241089>

Butts, G. (2013a, 30 mars). « Sure, that's how Ottawa works, but the real world isn't so neatly organized ». Parfait. RT @SusanDelacourt : #cdnpoli : www.thestar.com/news/insight/2013/03/29/politics_needs_to_think_outside_those_old_boxes_delacourt.html ». [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/317978959969153024>

Butts, G. (2013b, 6 avril). « Their default orientation is to divide the world into friends and enemies » @rolandparis #CPC foreign policy www.theglobeandmail.com/opinion/bairds-silence-on-abuses-in-bahrain-exposes-canadas-inconsistency/article10800026/ #cdnpoli. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/320544239220060160>

Butts, G. (2013c, 18 avril). « We have got to get at the root of the problem » UK Tory PM David Cameron on terrorism www.gov.uk/government/speeches/pms-speech-at-munich-security-conference #cdnpoli. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/325062526817677312>

Butts, G. (2013d, 18 avril). One more just for fun : « We have to confront the root causes of Middle East turmoil. » President Barack Obama <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/barackobama/9565908/Barack-Obama-UN-speech-confront-root-causes-of-Middle-East-turmoil.html> #cdnpoli. [Gazouillis

sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/325065070088425472>

Butts, G. (2013e, 20 avril). Beautiful. MT @InklessPW : Harper sending millions of your tax \$ on research into root causes of terrorism. www.macleans.ca/politics/ottawa/stephen-harpers-search-for-the-root-causes-of-terrorism/. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/325653988534005761>

Butts, G. (2013f, 20 avril). Comparison of @JustinTrudeau and @BarackObama comments on the root causes of terrorism. Nice piece. #cdnpoli. <https://notesfromtheradicalcentre.wordpress.com/2013/04/18/justin-trudeau-and-barack-obama-on-root-causes-and-violent-extremists/>. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/325586998599487488>

Butts, G. (2013g, 20 avril). Looking forward to the #CPC speeches on Monday criticizing Obama's exploration of root causes. #cdnpoli. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/325587394940248065>

Butts, G. (2013h, 26 avril). New Kadypost : PM talked terror 'root causes' in 2011 interview : Liberals http://www.cbc.ca/news/politics/inside-politics-blog/2013/04/pm-talked-terror-root-causes-in-2011-interview-liberals.html?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter cc @KenBoessenkool. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/327876599460528128>

Butts, G. (2013i, 30 avril). So two Presidents are with JT on this. RT @Desiree_McGraw : @billclinton on root causes of terrorism. http://abcnews.go.com/blogs/politics/2013/04/bill-clinton-boston-bomb-suspects-symptoms-of-oldest-divisions/?utm_source=twitterfeed&utm_medium=twitter #cdnpoli. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/329438076634034177>

Butts, G. (2013j, 26 avril). @KenBoessenkool @kady Few days after Canada said no to the Iraq war, Harper called it a 'serious mistake' in the Wall Street Journal. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/327878917337792512>

- Butts, G. (2013k, 23 novembre). Prediction : big overlap in the Venn diagram bt Canadians who oppose the #geneva deal w Iran & those who supported war with Iraq. #cdnpoli. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/404455528908472320>
- Butts, G. (2013l, 17 mars). @InklessPW Bigger argument is the one he himself made in the WSJ. He wouldn't have said no the US and UK, Bush and Blair. En réponse à Wells, P. (2013). @InklessPW. It's hilarious that people are saying 'Well, he supported Iraq in opposition so would have done it in power.' Because he's so consistent ?. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/313314910538973187>
- Butts, G. (2013m, 7 septembre). That last quote from here. MT @BillMoyersHQ : Climate Change in Syria helped spark the civil war there. Next ? bit.ly/13pajAH. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/376381809812307968>
- Butts, G. (2013n, 21 avril). Unsurprisingly, #CPC types really don't like being reminded about their support for Bush and the Iraq War. #cdnpoli #dontmentionthewar. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/325985011272646659>
- Butts, G. (2013o, 21 avril). The granddaddy of all. Here's Harper & Day, calling the decision to stay out of Irak 'a serious mistake' <http://www.freerepublic.com/focus/f-news/879589/posts> #cdnpoli. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/325989071925174273>
- Butts, G. (2013p, 8 septembre). RT @ctvqp : Trudeau gives 'kudos' to the gov't for continuing to increase humanitarian aid in Syria and neighbouring regions #cdnpoli #Syria. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/376726013444907009>
- Butts, G. (2013q, 4 novembre). Anybody ever see #Harper on a pair of skates ? Beginning to think this #hockey persona is as phony as George W. Bush's Texas rancher #cdnpoli. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/397434185813876736>
- Butts, G. (2013r, 14 mars). Mulcair was wrong, be recall #PMSH said staying out of Iraq was a 'serious mistake' in the Wall St Journal. #cdnpoli

http://www.macleans.ca/columnists/article.jsp?content=20070129_139786_139786.
[Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de
<https://twitter.com/gmbutts/status/312283529402781696>

Butts, G. (2013s, 20 avril). @stephen_taylor If I wrote a WSJ op-ed supporting Bush over Chrétien on the Iraq War in 2001, I'd be careful w a timing argument. #cdnpoli.
[Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de
<https://twitter.com/gmbutts/status/325670974181740545>

Butts, G. (2013t, 25 mars). @padams29 @rasselin66 @SusanDelacourt Sorry. Might, might give you one of those (abortion). Iraq war is a laugher, given where pub op was. [Gazouillis sur Twitter]. En réponse à une accusation de Paul Adams qu'il était contre-intuitif pour Obama de se positionner contre la guerre en Irak de 2003. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/316261430183727105>

Butts, G. (2013u, 21 avril). Here's a goodie. @kenneyjason saying he's 'not proud to be a Canadian' b/c we decided not to go into Iraq. <http://m.thegauntlet.ca/story/us-supporters-rally-campus> #cdnpoli. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/325983541940875264>

Butts, G. (2013v, 21 avril). The shoot-first-think-later crowd critcizing @justintrudeau about root causes all wanted Canada in the Iraq War. Learned nada #cdnpoli.
[Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de
<https://twitter.com/gmbutts/status/325982547131633664>

Butts, G. (2013w, 21 avril). @montesolberg Remember saying this about the Iraq war ? 'I want the world to know that Jean Chretien does not speak for me...' #cdnpoli 1/2.
[Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de
<https://twitter.com/gmbutts/status/325981212135002112>

Butts, G. (2013x, 26 avril). @KenBoessenkool @kady Sure. You need good #judgement in times of crisis. That's why Harper wanted to join the Iraq War. Like that ? [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de
<https://twitter.com/gmbutts/status/327878420312780801>

Butts, G. (2014a, 22 janvier). Meanwhile, how's our most important foreign relationship going ? MT @nutfrafl : Harper & Obama drift #cdnpoli
https://www.thestar.com/news/canada/2014/01/22/stephen_harper_and_barack_obam

[a_drift_apart_tim_harper.html](https://twitter.com/gmbutts/status/426005573751300096). [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/426005573751300096>

Butts, G. (2014b, 12 juin). Our neighbour & closest ally, roasting in drought, takes action on climate change. Harper responds by questioning their frankness. #judgment. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/477151511659544576>

Butts, G. (2014c, 23 avril). Haven't seen @kenneyjason & Canadian conservatives cite the @nytimes this approvingly since they supported the Iraq War #cdnpoli. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/458914158185312256>

Butts, G. (2014d, 18 juin). Dick Cheney published an op-ed on #Iraq ? What does it say after I'm sorry ? [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/479228441070284800>

Butts, G. (2014e, 14 septembre). @pmlagasse because it's not a combat mission. Or do you believe it is ? [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/511196720349585409>

Butts, G. (2014f, 29 août). And @MichelleRempel, Harper was a neocon ideologue who wanted to go to Iraq w Bush. Many said he could never be PM. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/505327533630701568>

Butts, G. (2014g, 8 septembre). Heh RT @Will_Murray Peacekeeping, opposing apartheid, land mines, opposing Iraq...all just a lead up to this day of nuanced diplomacy... [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/508974687276519424>

Butts, G. (2014h, 14 septembre). 2. Carte Blanche to deploy Canadian Forces in Iraq (a conflict he wanted to join the 1st time) without Parl participation is just not on. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/511188725423161345>

Butts, G. (2014i, 25 septembre). My good God, these people. 'Canada offered US help in Iraq, not the other way around'. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/515261840251949057>

- Butts, G. (2014j, 2 octobre). PMO is quick to attack Trudeau, but won't answer important questions about sending us to war in Iraq. Plus ça change. #priorities #cdnpoli. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/517760502685241344>
- Butts, G. (2014k, 27 septembre). @inspector4 @rolandparis @pmlagasse @mdentandt 2/2 into a multi-Trillion dollar war is a big context changer ! [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/515902260707348480>
- Butts, G. (2014l, 5 septembre). 'Iraq is a hornet's nest into which this country is now thrusting itself...' http://o.canada.com/news/national/den-tandt-stephen-harper-gets-his-churchill-moment#.VDGqaY_Z7ZM.twitter [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/518867217606512640>
- Butts, G. (2014m, 2 octobre). The planes are not yet in the air and the right in this country is already talking ground troops in Iraq. Tragically predictable. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/517849789065854976>
- Butts, G. (2014n, 3 octobre). Every word of @HonJohnBaird's case for an #Iraq war could be used to argue for ground troops. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/518044879130488832>
- Butts, G. (2014o, 3 octobre). For now. RT @RickARoth : @gmbutts Except, even Iraq has said no to ground troops. <http://t.co/c6D3Q6HQeY>. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/518055197835526144>
- Butts, G. (2014p, 4 octobre). Learned a thing today about conservative trolls : war is an issue that excites them as much as restricting a woman's right to choose #cdnpoli. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/518528289552732160>
- Butts, G. (2014q, 4 octobre). Coyne, Murphy, Fisher. The conservative prose is always purplest when urging someone else's kids to go to war. #cdnpoli. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/518402634366328832>
- Butts, G. (2014r, 3 octobre). 3. ...as was the wilful blindness to the multiple links with al-Qaida and similar groups. » That from @acoyme, in 2003, on that Iraq War.

[Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/518088120689238017>

Butts, G. (2014s, 4 octobre). 1. FTR, I think Andrew Coyne is fine person & writer. I

think he is wrong about this topic, and that he was wrong about Iraq in 03. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/518412033487032322>

Butts, G. (2014t, 26 septembre). Harper fudges the truth about Iraq, speaks to an empty room at the UN, and can't keep Germany onside for CETA. A week of statecraft #cdnpoli. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/515469053260218368>

Butts, G. (2014u, 26 novembre). The Minister of National Defence recommended to Cabinet a combat mission with no budget ? Is that what Nicholson wants us to believe ? [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/537636982978252801>

Butts, G. (2014v, 13 décembre). Posted without comment RT @nationalnewswatch : West needs to address 'root causes' of radicalism, NATO commander says <http://www.cbc.ca/news/politics/isis-fight-west-needs-to-address-root-causes-of-radicalism-1.2870184>. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/543742294651068416>

Butts, G. (2014w, 14 décembre). Posted w/o comment RT 'Commander of NATO & Justin Trudeau agree on Root Causes of Terrorism' #cdnpoli. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/544192892596920321>

Butts, G. (2015a, 19 janvier). Now we're going to learn all about how combat on the ground is not Ground Combat. #Iraq. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/557306265635155968>

Butts, G. (2015b, 29 janvier). @gmbutts. Open ? Really ? Ok then, how much does it cost ? @fullcomment : John Ivison : Tories open about Iraq mission, en lien avec la chronique de John Ivison dans le *National Post* titré « Tories open about Iraq mission ». [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/560977860882890753>

- Butts, G. (2015c, 26 janvier). I'll bet he does RT @Reuters : Assad seeks agreement over U.S. air strikes in Syria reut.rs/1zNge3H. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/559778614003392513>
- Butts, G. (2015d, 24 mars). We should be very careful of that 'safe haven' rationale. We'll be in Libya before long. Among other places. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/580433881289134080>
- Butts, G. (2015e, 25 mars). Here we go. RT @CTVNews : Nicholson doesn't rule out targeting terror groups beyond Syria, Iraq ow.ly/KMO5T. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/580745378775040001>
- Butts, G. (2015f, 24 mars). 'Avoid if we can.' That's what the PM just said about ground combat in the region. #cdnpoli. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/580373210585292800>
- Butts, G. (2015g, 26 mars). Quagmire RT @natnewswatch : Syrian airstrikes could help al-Qaeda, avec un lien vers un article de CBC. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/581190622314381312>
- Butts, G. (2015h, 24 mars). @gmbutts. @nspector4 @rolandparis @smsaideman @CTVMercedes Obama said ISIL is a consequence of the 03 invasion. It's a different set of circumstances. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/580458014790037504>
- Butts, G. (2015i, 26 mars). RT @natnewswatch : Wherry : Stephen Harper on the legality of bombing Syria : LOL. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/581214096433029120>
- Butts, G. (2015j, 26 mai). 'ISIS poses bigger threat after nearly a year of coalition bombing.' Via @CBC, avec un lien vers un article de CBC. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/603188096209944576>
- Butts, G. (2015k, 25 juin). And another : if barbarism is the trigger for Canadian military intervention, why stop at ISIS ?, avec un retweet de Mike Burton @mikefromregina qui dit Here's a serious ? for @davidakin if bombing ISIS is the answer, how come they're still capable of such barbarism after 9 months of bombing ? [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/614009805305434112>

- Butts, G. (2015l, 31 juillet). 'ISIS is no weaker after a year of bombing, US Defence Agencies admit', avec un lien vers un article de Yahoo. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/627092318512877568>
- Butts, G. (2015m, 2 septembre). Sad that this needs repeating, but today in Canada it does : Assad's Civil War caused the Syrian refugee crisis, avec un lien vers un article. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/639219388948840448>
- Butts, G. (2015n, 3 septembre). Either Harper knows he's not being truthful about the causes of Syria, or he believes what he's saying. Not sure which is worse. #elxn42. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/639548643729522688>
- Butts, G. (2015o, 3 septembre). He's @JustinTrudeau on the Syrian refugee crisis, and Canada's duty to help #SyriaCrisis, avec un lien vers une vidéo de Justin Trudeau parlant de la crise. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/639484257635823616>
- Butts, G. (2015p, 4 septembre). True, but your leader would have us think ISIS caused the Syrian refugee crisis, speaking of misinformation, tout en retweetant un gazouillis de Rick Anderson @rickanderson. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/639747785529671680>
- Butts, G. (2015q, 4 septembre). Weasel word. The Syrian refugee crisis was caused by the Syrian Civil War. No serious person doubts this. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/639754611570536448>
- Butts, G. (2015r, 5 septembre). Since Harper & his people insist on misleading Canadians about it every day, this bears repeating : the Syrian Civil War caused #SyriaCrisis. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/640180680899579904>
- Butts, G. (2015s, 6 septembre). Once again, since the Harper Tories are misleading Canadians again today. The Syrian Civil War caused the #SyriaCrisis #elxn42. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/640566775567020032>

Butts, G. (2015t, 7 septembre). Also, follow @iyad_elbagdadi RT How Syria's civil war began, in one devastating timeline, en partageant le lien d'un article de @voxdotcom. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/640847752264597504>

Butts, G. (2015u, 9 octobre). In other words, not the vast majority of refugees in Syria, ie those who aren't as valuable to him for photo ops., en partageant un gazouillis de Ian Bailey @ianabailey disant @pmharper says prioritized vulnerable refugees being targeted by #ISIS #elxn42. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/652528726601805824>

Butts, G. (2015v, 12 septembre). If I worked for a paper that tirelessly hammered Chretien for staying out of Iraq, I'd be a tad less smug #chutzpah. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/642724149320880128>

Butts, G. (2015w, 14 septembre). And many people criticizing Chretien today made the wrong call on Iraq. Including Stephen J. Harper. #elxn42. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/643430666256842752>

Butts, G. (2015x, 14 septembre). @FarAndWide @mdentandt @jandrewpotter the consequences of the Iraq war are very much part of the present tense. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/643440385352556544>

Butts, G. (2015y, 14 septembre). Pick on Chretien's foreign policy all you want. He got the biggest, toughest call of the last 50 years dead right. That's leadership #Iraq. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/643429195842916353>

Butts, G. (2015z, 12 septembre). George W. Bush might not be the worst President in US history, but he is very competitive. #iraq. [Gazouillis sur Twitter] Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/642713029868683264>

Butts, G. (2015aa, 12 septembre). @mdentandt not all allies. The US has a unique responsibility in the region, given the Iraq war, no? [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/642782947670540289>

Butts, G. (2015bb, 12 octobre). Stephen Harper is the last remnant of George W Bush in North America – Mare-Marguerite Sabongui, avec le lien avec un article du

Guardian. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/653576613674659841>

Butts, G. (2016a, 9 février). @smsaideman honestly ? Our view is equipping locals to fight has the best probability of success. And we've said that 10k times, en réponse à un gazouillis de Steve Saideman @smsaideman lui demandant Why support combat but not do combat ? Is Trudeau a pacifist ?, 9 février. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/697060290060546048>

Butts, G. (2016b, 9 février). @smsaideman because we think our money is better spent on training, where we can add better value. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/697061680191311872>

Butts, G. (2016c, 9 février). @smsaideman about 10 thousand times, en réponse au gazouillis de Steve Saideman @smsaideman lui disant @gmbutts ah ! there you go : there are finite resources and bigger bang for buck in training than bombing. Did JT say that ? didn't see it. [Gazouillis sur Twitter]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://twitter.com/gmbutts/status/697062183469854720>

Buzzetti, H. (2016, 9 février). Le Canada retire ses avions de Syrie... mais gonfle ses troupes. *Le Devoir*. Récupéré le 2 mai 2017 de www.ledevoir.com/politique/canada/462495/le-canada-retire-ses-avions-de-syrie-mais-gonfle-ses-troupes

Campion-Smith, B. (2015, 30 mars). House of Commons votes to extend, expand mission against Islamic State. *Toronto Star*. Récupéré le 2 juin 2017 de <https://www.thestar.com/news/canada/2015/03/30/commons-votes-to-extends-mission-in-iraq.html>

Campion-Smith, B. (2017, 31 mars). Canadian soldiers in Mosul on counter-Daesh mission. *Toronto Star*. Récupéré le 9 juillet 2017 de <https://www.thestar.com/news/canada/2017/03/31/canadian-soldiers-in-mosul-on-counter-daesh-mission.html>

Cantir, C. et Kaarbo, J. (2012). Contested Roles and Domestic Politics : Reflections on Role Theory in Foreign Policy Analysis and IR Theory. *Foreign Policy Analysis*, 8(1), 5-24.

- Cantir, C. et Kaarbo, J. (2016). *Domestic Role Contestation, Foreign Policy, and International Relations*. New York et Oxon : Routledge.
- Carter, A. (2016, 20 janvier). Intégralité de la conférence de presse d'Ashton Carter et Jean-Yves Le Drian. France 24. Récupéré le 1er décembre 2017 de www.france24.com/fr/20160120-lutte-etat-islamique-conseil-guerre-paris-coalition-syrie-irak-france-etats-unis
- Carter, C. J. et Karadsheh, J. (2014, 3 septembre). Obama signs off on request for more U.S. troops in Baghdad. CNN. Récupéré le 7 janvier 2017 de <http://www.cnn.com/2014/09/02/world/meast/iraq-isis-parliament/index.html>
- Carty, R. K. (2013). Are Political Parties Meant to Be Internally Democratic?. [Chapitre de livre]. Dans W. P. Cross et R. S. Katz (dir.), *The Challenges of Intra-Party Democracy* (p. 11-26). Oxford University Press.
- Carty, R. K. (2015). *Big Tent Politics : The Liberal Party's Long Mastery of Canada's Public Life*. Vancouver et Toronto : UBCPress.
- Casey, B. (2001, 25 septembre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #85, 37e Parlement, 1re session. Récupéré le 7 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2001/9/25/bill-casey-1/>
- Casey, B. (2002a, 10 décembre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #42, 37e Parlement, 2e session. Récupéré le 7 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2002/12/10/bill-casey-2/>
- Casey, B. (2002b, 31 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #19, 37e Parlement, 2e session. Récupéré le 7 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2002/10/31/bill-casey-1/>
- Casey, B. (2003a, 29 janvier). Chambre des Communes du Canada, Hansard #48, 37e Parlement, 2e session. Récupéré le 7 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2003/1/29/bill-casey-5/>
- Casey, B. (2003b, 27 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #79, 37e Parlement, 2e session. Récupéré le 7 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2003/3/27/bill-casey-1/>

- Catalinac, A. L. (2007). Identity Theory and Foreign Policy : Explaining Japan's Responses to the 1991 Gulf War and the 2003 U.S. War in Iraq. *Politics and Policy*, 35(1), 58-100.
- CBC News. (2014, 8 septembre). ISIS in Iraq : Canada to send special ops soldiers as advisers. CBC News. Récupéré le 2 février 2017 de www.cbc.ca/news/politics/isis-in-iraq-canada-to-send-special-ops-soldiers-as-advisers-1.2755841
- CBC News. (2015a, 15 décembre). Canada feels « no pressure » to agree to the U.S. request on ISIS mission. CBC News. Récupéré le 4 février 2017 de www.cbc.ca/news/politics/canada-isis-mission-us-letter-carter-1.3366185
- CBC News. (2015b, 19 novembre). Trudeau tells Obama Canada will do « more than its part » in battle against ISIS. CBC News. Récupéré le 4 février 2017 de www.cbc.ca/news/politics/trudeau-obama-apec-session-1.3325738
- Chafetz, G., Abramson, H. et Grillot, S. (1996). Role theory and foreign policy : Belarusian and Ukrainian compliant with the nuclear nonproliferation regime. *Political Psychology*, 17(4), 727-757.
- Chan, S. et Safran, W. (2006). Public Opinion as a Constraint against War : Democracies' Responses to Operation Iraqi Freedom. *Foreign Policy Analysis*, 2(2), 137-156.
- Chase, S. (2014, 26 septembre). Harper's cabinet to debate combat role against the Islamic State. *The Globe and Mail*. Récupéré le 20 juin 2017 de <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/harper-says-no-reluctance-to-help-us-battle-islamic-state/article20802288/>
- Chase, S. (2015a, 20 janvier). Canadian soldiers engage in Iraq combat. *The Globe and Mail*, A1.
- Chase, S. (2015b, 26 mars). Commons set to debate military mission in Syria. *The Globe and Mail*, A4.
- Chase, S. et Fife, R. (2016, 19 janvier). Sajjan plays down exclusion from IS talk, *The Globe and Mail*. Récupéré le 4 février 2017 de www.theglobeandmail.com/news/politics/defence-minister-denies-canada-cut-out-of-anti-is-decision-making/article28256992/

- Checkel, J. T. (1999). Norms, Institutions, and National Identity in Contemporary Europe. *International Studies Quarterly*, 43(1), 83-114.
- Chrétien, J. (2015, 12 septembre). Canada must reclaim its role as a world leader. *The Globe and Mail*. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://www.theglobeandmail.com/opinion/canada-must-reclaim-its-role-as-a-world-leader/article26337462/>
- Clark, J. (2002a, 1er octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #2, 37e Parlement, 2e session. Récupéré le 10 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2002/10/1/joe-clark-2/>
- Clark, J. (2002b, 1er octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #2, 37e Parlement, 2e session. Récupéré le 10 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2002/10/1/joe-clark-6/>
- Clark, J. (2003a, 29 janvier). Chambre des Communes du Canada, Hansard #48, 37e Parlement, 2e session. Récupéré le 10 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2003/1/29/joe-clark-10/>
- Clark, J. (2003b, 8 avril). Chambre des Communes du Canada, Hansard #86, 37e Parlement, 2e session. Récupéré le 10 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2003/4/8/joe-clark-5/>
- Clark, J. (2003c, 20 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #74, 37e Parlement, 2e session. Récupéré le 10 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2003/3/20/joe-clark-1/>
- Coderre, D. (2009, 2 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #21, 40e Parlement, 2e session. Récupéré le 2 février 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2009/3/2/denis-coderre-2/only/>
- Connolly, A. (2015, 10 décembre). Government refusing to say which planes will stay in anti-ISIS fight despite US call for more help. iPolitics. Récupéré le 2 février 2017 de <http://ipolitics.ca/2015/12/10/government-refusing-to-say-which-planes-will-stay-in-anti-isis-fight-despite-us-call-for-more-help/>

- Cotler, I. (2014a, 16 septembre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #110, 41e Parlement, 2e session. Récupéré le 2 novembre 2016 de <https://openparliament.ca/debates/2014/9/16/irwin-cotler-1/>
- Cotler, I. (2014b, 16 septembre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #110, 41e Parlement, 2e session. Récupéré le 18 avril 2016 de <https://openparliament.ca/debates/2014/9/16/irwin-cotler-5/>
- Cotler, I. (2014c, 7 octobre). My principled abstention from the ISIL vote. [Communiqué] Liberal Party of Canada. Récupéré le 18 avril 2016 de <http://irwincotler.liberal.ca/blog/principled-abstention-isil-vote/>
- Csanady, A. (2015, 20 octobre). Trusted Trudeau advisers, this political duo is the architect behind Liberal victory. *National Post*. Récupéré le 13 décembre 2016 de <http://news.nationalpost.com/news/canada/politics/trusted-trudeau-advisers-political-duo-are-the-architects-behind-liberal-victory>
- CTV. (2015, 29 mars). Interview with Jason Kenney. *Question Period*.
- Cummins, J. M. (2001, 15 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #94, 37e Parlement, 1re session. Récupéré le 5 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2001/10/15/john-m-cummins-1/>.
- Curry, B. et Chase, S. (2015, 17 novembre). Canada to send more military trainers to Iraq in battle against IS : Trudeau, *The Globe and Mail*. Récupéré le 2 janvier 2017 de www.theglobeandmail.com/news/politics/canada-to-increase-number-of-military-trainers-in-iraq-trudeau/article27291475/
- Davidson, J. W. (2011). *America's Allies and War: Kosovo, Afghanistan, and Iraq*. New York : Palgrave Macmillan.
- Day, S. (2001, 26 septembre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #86, 37e Parlement, 1re session. Récupéré le 5 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2001/9/26/stockwell-day-6/>
- Dehaas, J. (2015, 20 octobre). 5 things to know about Trudeau's confidant Gerald Butts. CTV News. Récupéré le 2 avril 2017 de <http://www.ctvnews.ca/politics/5-things-to-know-about-trudeau-confidant-gerald-butts-1.2619851>

- Dieterich, S., Hummel, H. et Marschall, S. (2015). Bringing Democracy Back In: The Democratic Peace, Parliamentary War Powers and European Participation in the 2003 Iraq War. *Cooperation and Conflict*, 50(1), 87-106.
- Donneur, A. P. et Alain, C. C. (1997). Canada : A Reassertion of Its Role as a Middle Power. [Chapitre de livre]. Dans P. G. Le Pestre (dir.), *Role Quests in the Post Cold War Era : Foreign Policies in Transition* (p. 225-250). Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press.
- Dorion-Soulié, M. et Roussel, S. (2014). « Oui » à l'Irak ? Le baptême de feu de Stephen Harper et l'émergence du néocontinentalisme (2002-2003). *Canadian Foreign Policy Journal*, 20(1), 9-18.
- Dorion-Soulié, M. et Sanschagrín, D. (2014). Le néoconservatisme canadien : Essai de conceptualisation. *Études internationales*, 45(4), 531-553.
- Doyle, M. W. (2012). Liberalism and foreign policy. [Chapitre de livre]. Dans S. Smith, A. Hadfield et T. Dunne (dir.), *Foreign Policy : Theories, Actors, Cases* (2e ed., p. 55-77). Oxford University Press.
- Drennan, J. (2014, 12 novembre). Who Has Contributed What in the Coalition Against the Islamic State ? *Foreign Policy*. Récupéré le 1er août 2017 de <http://foreignpolicy.com/2014/11/12/who-has-contributed-what-in-the-coalition-against-the-islamic-state/>
- Eckert, J. (2013). French ambiguities : of civilising, diplomatic and military missions. [Chapitre de livre]. Dans A. Geis, H. Müller et N. Schörnig (dir.), *The Militant Face of Democracy : Liberal Force for Good* (p. 215-250). Cambridge : Cambridge University Press. [Livre électronique].
- Ekos. (2015a, 13 mars). *Voters Stuck*. Récupéré le 2 mai 2017 de <http://www.ekospolitics.com/index.php/2015/03/3928/>
- Ekos. (2015b, 26 mars). *Support for Current ISIS Mission Beginning to Sag*. Récupéré le 2 mai 2017 de <http://www.ekospolitics.com/index.php/2015/03/support-for-current-isis-mission-beginning-to-sag-2/>

- Elgström, O. et Smith, M. (2006). *The European Union's Roles in International Politics: Concepts and Analysis*. Londres : Routledge.
- Engberg, J. et Ersson, S. (1999). *Illiberal Democracy in the Third World – an Empirical Enquiry*. ECPR Joint Sessions, Mannheim, Tyskland.
- Entman, R. M. (2007). Framing Bias : Media in the Distribution of Power. *Journal of Communication*, 57(1), 163-173.
- Ettinger, A. et Rice, J. (2016). Hell is other people's schedule : Canada's limited-term military commitments, 2001-2015. *International Journal*, 71(3), 371-392.
- Etzioni, A. (2012). The Lessons of Libya. *Military Review* XC11(1), 45-54.
- European Parliament. (2015, 17 mars). The international coalition to counter ISIL/Da'esh (the 'Islamic State'). Briefing, European Parliamentary Research Service. Récupéré le 1er août 2017 de http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2015/551330/EPRS_BRI%282015%29551330_EN.pdf
- Everson, K. (2014, 27 septembre). Canada urged to give as much as it can in fight against ISIS. CBC News. Récupéré le 20 juin 2017 de www.cbc.ca/news/politics/canada-urged-to-give-as-much-as-it-can-in-fight-against-isis-1.2779568
- Eyking, M. (2007, 19 avril). Chambre des Communes du Canada, Hansard #136, 39e Parlement, 1re session. Récupéré le 2 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2007/4/19/mark-eyking-1/>
- Eyking, M. (2008, 11 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #64, 39e Parlement, 2e session. Récupéré le 2 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2008/3/11/mark-eyking-2/>
- Faguy, Y. (2015, avril). Interview with Irwin Cotler. *National magazine*. Récupéré le 3 avril 2017 de www.nationalmagazine.ca/Articles/April-2015-Web/Interview-with-Irwin-Cotler.aspx
- Fay, M. (2013). « The right thing to do » ? British interventionism after the Cold War. [Chapitre de livre]. Dans A. Geis, H. Müller et N. Schornig (dir). *The Militant Face*

of Democracy : Liberal Forces for Good (p. 109-143). Cambridge : Cambridge University Press. [Livre électronique].

- Fife, R. (2016, 8 février). Ottawa broadens fight against Islamic State with expanded military mission. *The Globe and Mail*. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/ottawa-broadens-fight-against-islamic-state-with-expanded-military-mission/article28661580/>
- Finnemore, M. (1996). Constructing Norms of Humanitarian Intervention. [Chapitre de livre]. Dans P. J. Katzenstein (dir.), *The Culture of National Security : Norms and Identity in World Politics* (p. 153-185). New York : Columbia University Press.
- Fisher, M. (2015, 28 avril). The Canadians are among our most important guys»: Peshmerga praise elite commandos in fight against ISIL. *National Post*. Récupéré le 20 juin 2017 de <http://news.nationalpost.com/news/within-shouting-distance-of-isil-755418>
- Forum Research. (2014a, 4 septembre). *Majority Approve of Iraq Deployment*. *News Release*. Récupéré le 2 janvier 2017 de [http://poll.forumresearch.com/data/Fed%20Iraq%20News%20Release%20\(2014%2009%2006\)%20Forum%20Research.pdf](http://poll.forumresearch.com/data/Fed%20Iraq%20News%20Release%20(2014%2009%2006)%20Forum%20Research.pdf)
- Forum Research. (2014b, 23 novembre). Two thirds agree with Iraq mission and goals. Forum Research. Récupéré le 20 juin 2017 de <http://poll.forumresearch.com/post/189/two-thirds-agree-with-iraq-mission-and-goals/>
- Forum Research. (2015, 30-31 mars). *Minority support Iraq mission*. Récupéré le 20 juin 2017 de [http://poll.forumresearch.com/data/Federal%20Syria%20News%20Release%20\(2015%2003%2031\)%20Forum%20Research.pdf](http://poll.forumresearch.com/data/Federal%20Syria%20News%20Release%20(2015%2003%2031)%20Forum%20Research.pdf)
- Fredland, J. E. (2004). Outsourcing Military Force : A Transactions Cost Perspective on the Role of Military Companies. *Defence and Peace Economics*, 15(3), 205-219.
- Gallant, C. (2004a, 28 avril). Chambre des Communes du Canada, Hansard #43, 37e Parlement, 3e session. Récupéré le 11 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2004/4/28/cheryl-gallant-1/>

- Gallant, C. (2004b, 28 avril). Chambre des Communes du Canada, Hansard #43, 37e Parlement, 3e session. Récupéré le 11 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2004/4/28/cheryl-gallant-2/>
- Garneau, M. (2014a, 15 septembre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #109, 41e Parlement, 2e session. Récupéré le 2 avril 2016 de <https://openparliament.ca/debates/2014/9/15/marc-garneau-1/>
- Garneau, M. (2014b, 16 septembre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #110, 41e Parlement, 2e session. Récupéré le 2 avril 2016 de <https://openparliament.ca/debates/2014/9/16/marc-garneau-1/>
- Garneau, M. (2014c, 9 septembre). Comité parlementaire sur les Affaires étrangères et le développement international, Rencontre #32, 41e Parlement, 2e session. Récupéré le 2 avril 2016 de <https://openparliament.ca/committees/foreign-affairs/41-2/32/marc-garneau-1/>
- Garneau, M. (2014d, 28 septembre). *Liberal statement on the mission in Iraq*. [Communiqué]. Liberal Party of Canada. Récupéré le 2 avril 2016 de www.liberal.ca/liberal-statement-mission-iraq/
- Garneau, M. (2014e, 6 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #123, 41e Parlement, 2e session. Récupéré le 2 avril 2016 de <https://openparliament.ca/debates/2014/10/6/marc-garneau-1/>
- Garneau, M. (2014f, 6 octobre). *Marc Garneau on the Mission in Iraq*. [Communiqué]. Liberal Party of Canada. Récupéré le 2 avril 2016 de www.liberal.ca/mission-iraq-marc-garneau/
- Garneau, M. (2014g, 6 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #123, 41e Parlement, 2e session, 6 octobre. Récupéré le 2 avril 2016 de <https://openparliament.ca/debates/2014/10/6/marc-garneau-9/>
- Garneau, M. (2015, 30 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #192, 41e Parlement, 2e session. Récupéré le 2 avril 2016 de <https://openparliament.ca/debates/2015/3/30/marc-garneau-3/>

- Gegout, C. (2005). Causes and Consequences of the EU's Military Intervention in the Democratic Republic of Congo : A Realist Explanation. *European Foreign Affairs Review*, 10(3), 427-443.
- Geis, A. (2013). Burdens of the past, shadows of the future : the use of military force as a challenge for the German « civilian power ». [Chapitre de livre]. Dans A. Geis, H. Müller et N. Schörnig (dir.), *The Militant Face of Democracy : Liberal Force for Good* (p. 251-288). Cambridge : Cambridge University Press. [Livre électronique].
- Geis, A. et H. Müller. (2013a). Investigation « democratic wars » as the flipside of « democratic peace ». [Chapitre de livre]. Dans A. Geis, H. Müller et N. Schörnig (dir.), *The Militant Face of Democracy : Liberal Force for Good* (p. 23-46). Cambridge : Cambridge University Press. [Livre électronique].
- Geis, A. et H. Müller. (2013b). The Appropriateness of the liberal use of force. « Democratic wars » under US hegemony. [Chapitre de livre]. Dans A. Geis, H. Müller et N. Schörnig (dir.), *The Militant Face of Democracy : Liberal Force for Good* (p. 359-382). Cambridge : Cambridge University Press. Livre électronique.
- Geis, A., Müller, H. et Schörnig, N. (2013). Liberal democracies as militant « force for good » : a comparative perspective. [Chapitre de livres] Dans A. Geis, H. Müller et N. Schörnig (dir.), *The Militant Face of Democracy : Liberal Force for Good* (p. 324-358). Cambridge : Cambridge University Press. Livre électronique.
- Godbout, M. (2014, 26 septembre). Le Canada ne restera pas les bras croisés face aux djihadistes, dit Harperé Radio-Canada. Récupéré le 2 avril 2016 de <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/politique/2014/09/26/005-etat-islamique-harper-pas-bras-croises-frappes-opposition.shtml>
- Goldring, P. (2002, 2 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #3, 37e Parlement, 2e session. Récupéré le 7 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2002/10/2/peter-goldring-3/>
- Goodale, R. (2014, 3 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #122, 41e Parlement, 2e session. Récupéré le 2 avril 2016 de <https://openparliament.ca/debates/2014/10/3/ralph-goodale-3/>
- Gouvernement du Canada. (2014a, 8 août). *Le Canada est solidaire de ses alliés et du peuple iraquien dans leur lutte contre le terrorisme*. [Communiqué]. Gouvernement

du Canada, ministère des Affaires étrangères. Récupéré le 2 juin 2017 de <https://www.canada.ca/fr/nouvelles/archive/2014/08/canada-est-solidaire-allies-peuple-iraquien-leur-lutte-contre-terrorisme.html>

Gouvernement du Canada. (2014b, 29 août). *Archived – Address by Minister Paradis at the Use of DFATD Emergency Relief Stocks in Response to Humanitarian Needs in Iraq*. [Communiqué]. Gouvernement du Canada. Récupéré le 2 juin 2017 de <http://news.gc.ca/web/article-en.do?crtr.sj1D=&crtr.mnthndVl=8&mthd=advSrch&crtr.dpt1D=&nid=880389&crtr.lc1D=&crtr.tp1D=&crtr.yrStrtVl=2014&crtr.kw=ISIL&crtr.dyStrtVl=1&crtr.aud1D=&crtr.mnthStrtVl=8&crtr.page=1&crtr.yrndVl=2014&crtr.dyndVl=31>

Gouvernement du Canada. (2017, 31 mars). *Minister Sajjan Announces Extension of Canada's Contribution to the Global Coalition against Daesh*. [Communiqué]. Gouvernement du Canada, ministère de la Défense nationale. Récupéré le 2 juin 2017 de www.canada.ca/en/department-national-defence/news/2017/03/minister_sajjan_announcesextensionofcanadascontributiontotheglob.html

Graham, B. (2006, 10 avril). Chambre des Communes du Canada, Hansard #6, 39e Parlement, 1re session. Récupéré le 2 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2006/4/10/bill-graham-4/>

Grossman, M. (2005). Role Theory and Foreign Policy Change : The Transformation of Russian Foreign Policy in the 1990s. *International Politics*, 42(3), 334-351.

Haesebrouck, T. (2016). Democratic Participation in the Air Strikes Against Islamic State : A Qualitative Comparative Analysis. *Foreign Policy Analysis*, 1-22. DOI: <https://doi.org/10.1093/fpa/orw035>.

Haglund, D. G. (2005). Relating to the Anglosphere : Canada, «culture» and the question of military intervention. *Journal of Transatlantic Studies*, 3(2), 179-198.

Hall, C. (2016, 16 janvier). «Of course allies want Canada's fighter jets to stay », says defence minister. CBC Radio. Récupéré le 2 avril 2016 de www.cbc.ca/radio/thehouse/when-dark-economic-clouds-overshadow-the-political-agenda-1.3403555/of-course-allies-want-canada-s-fighter-jets-to-stay-says-defence-minister-1.3403789

- Halvorson, D. (2013). Reputation and responsibility in Australia's 2003 intervention in the Solomon Islands. *Australian Journal of International Affairs*, 67(4), 439-455.
- Harnisch, S. (2011). Role theory : operationalization of key concepts. [Chapitre de livre]. Dans S. Harnish, C. Frank & H. W. Maull (dir.), *Role Theory in International Relations. Approches and analyses* (p. 7-15). Routledge.
- Harnisch, S. (2012). Conceptualizing in the Minefield : Role Theory and Foreign Policy Learning. *Foreign Policy Analysis*, 8(1), 47-69.
- Harnisch, S., Frank, C. & Maull, H. W. (2011). Conclusion : role theory, role change, and the international social order. [Chapitre de livre]. Dans S. Harnish, C. Frank & H. W. Maull (dir.), *Role Theory in International Relations. Approches and analyses* (p. 252-61). Routledge.
- Harper, S. (2002a, 28 mai). Chambre des Communes du Canada, Hansard #193, 37e Parlement, 1re session. Récupéré le 3 janvier de <https://openparliament.ca/debates/2002/5/28/stephen-harper-1/>
- Harper, S. (2002b, 1er octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #2, 37e parlement, 2e session. Récupéré le 3 janvier de <https://openparliament.ca/debates/2002/10/1/stephen-harper-3/>
- Harper, S. (2002c, 1er octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #2, 37e Parlement, 2e session. Récupéré le 3 janvier de <https://openparliament.ca/debates/2002/10/1/stephen-harper-7/>
- Harper, S. (2003a, juin). Rediscovering the Right Agenda. *Citizens Centre Report Magazine*, 10(3), 72-77.
- Harper, S. (2003b, 23 mai). A departure from neutrality. *National Post*, A18.
- Harper, S. (2003c, 29 janvier). Chambre des Communes du Canada, Hansard #48, 27e Parlement, 2e session. Récupéré le 7 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2003/1/29/stephen-harper-6/>

- Harper, S. (2003d, 29 janvier). Chambre des Communes du Canada, Hansard #48, 27e Parlement, 2e session. Récupéré le 7 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2003/1/29/stephen-harper-11/>
- Harper, S. (2003e, 20 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #74, 37e Parlement, 2e session. Récupéré le 7 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2003/3/20/stephen-harper-1/>
- Harper, S. (2005, 11 décembre). For the record. *Washington Times*. Récupéré le 11 janvier 2017 de www.washingtontimes.com/news/2005/dec/10/20051210-090836-6478r/
- Harper, S. (2014a, 15 août). *Statement by the Prime Minister of Canada announcing further Canadian support to the people of Iraq*. [Communiqué]. Gouvernement du Canada, Bureau du premier ministre. Récupéré le 25 janvier 2017 de <http://news.gc.ca/web/article-en.do?nid=877069>
- Harper, S. (2014b, 5 septembre). *PM announces the deployment of Canadian Armed Forces to Iraq*. [Communiqué]. Gouvernement du Canada, Bureau du premier ministre. Récupéré le 1er octobre 2016 de <http://news.gc.ca/web/article-en.do?nid=882359>
- Harper, S. (2014c, 5 septembre). *Le PM prononce un discours à la fin du Sommet de l'OTAN*. [Discours]. Gouvernement du Canada, Pays de Galles (Royaume-Uni), Récupéré le 20 juin de <https://www.canada.ca/fr/nouvelles/archive/2014/09/pm-prononce-discours-fin-sommet-otan.html>
- Harper, S. (2014d, 3 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #122, 41e Parlement, 2e session. Récupéré le 7 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2014/10/3/stephen-harper-1/>
- Harper, S. (2015a, 24 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #188, 41e Parlement, 2e session. Récupéré le 7 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2015/3/24/stephen-harper-1/>
- Harper, S. (2015b, 24 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #188, 41e Parlement, 2e session. Récupéré le 7 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2015/3/24/stephen-harper-9/>

- Harper, S. (2015c, 24 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #188, 41e Parlement, 2e session. Récupéré le 7 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2015/3/24/stephen-harper-10/>
- Harper, T. (2014, 12 septembre). Harper's phoney 30-day Iraq timeline absurd. *Toronto Star*, A4.
- Hearn, L. (2003a, 10 février). Chambre des Communes du Canada, Hansard #56, 37e Parlement, 2e session. Récupéré le 7 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2003/2/10/loyola-hearn-4/>
- Hearn, L. (2003b, 27 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #56, 37e Parlement, 2e session. Récupéré le 7 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2003/3/27/loyola-hearn-1/>
- Heath, J. (2015, 21 mars). Stephen Harper, warmonger. *Ottawa Citizen*, C1.
- Hill, G. (2003, 27 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #79, 37e Parlement, 2e session. Récupéré le 7 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2003/3/27/grant-hill-1/>
- Hill Times. (2014, avril). The List : Top 100 people influencing Canadian foreign policy, 2014. *Hill Times*. Récupéré le 2 mai 2017 de <http://dawsonstrat.com/files/2014/04/hill-times-list.pdf>
- Holsti, K. J. (1970). National Role Conceptions in the Study of Foreign Policy. *International Studies Quarterly* 14(3), 233-309.
- Horowitz, G. (1972). Conservatism, Liberalism and Socialism in Canada : An Interpretation. [Chapitre de livre]. Dans H. G. Thorburn (dir.), *Party Politics in Canada, Third Edition* (p. 78-96). Scarborough, On. : Prentice Hall of Canada.
- Howard, P. et Neufeldt, R. (2000). Canada's constructivist foreign policy : Building norms for peace. *Canadian Foreign Policy Journal*, 8(1), 11-38.
- Huffington Post Canada. (2016, 4 mars). Justin Trudeau Town Hall : Canada's Prime Minister Talks Foreign Policy. Huffington Post Canada. Récupéré le 2 mars 2017 de

www.huffingtonpost.ca/2016/03/04/justin-trudeau-town-hall-canada-prime-minister_n_9384402.html

Hummel, H. (2007). How to Measure War Involvement. [Document de travail]. Heinrich Heine University Düsseldorf, Research Project of Parliamentary Control of Security Policy. Récupéré le 1er mars 2017 de http://www.paks.uni-duesseldorf.de/Dokumente/paks_working_paper_4.pdf

Ipsos. (2014, 3 octobre). *Two Thirds (64%) Support Use of Canadian Forces Fighter Jets in Airstrikes against ISIL Targets in Iraq*. Ipsos News and Polls. Récupéré le 3 juin 2017 de <http://www.ipsos-na.com/news-polls/pressrelease.aspx?id=6618>

Ipsos. (2015a, 14 février). Support for Airstrike Mission Against ISIS Rises to 76%,” Ipsos Reid. Récupéré le 3 juin 2017 de <https://www.ipsos-na.com/news-polls/pressrelease.aspx?id=6759>

Ipsos. (2015b, 24 mars). *Two in Three (66%) Canadians Support Extension of Canadian Forces Mission against ISIS in Iraq*. Ipsos Reid News and Polls. Récupéré le 2 juin 2017 de www.ipsos-na.com/news-polls/pressrelease.aspx?id=6801

Iverson, J. (2015, 13 février). Even if the Liberals change course on Iraq, the damage to Trudeau’s reputation may already be done. *National Post*. Récupéré le 2 mars 2017 de <http://news.nationalpost.com/full-comment/john-iverson-even-if-the-liberals-change-course-on-iraq-the-damage-to-trudeaus-reputation-may-already-be-done>

Iverson, J. (2016, 26 mai). Harper’s plan after politics. *Calgary Herald*. Récupéré le 1er mai 2017 de <http://www.pressreader.com/canada/calgary-herald/20160526/281818578074910>

Jacobs, B. (2015, 22 octobre). Canada’s withdrawal will not hinder battle against ISIS, US insists. *The Guardian*. Récupéré le 2 juin 2017 de www.theguardian.com/world/2015/oct/22/canada-withdrawal-not-hinder-battle-against-isis-us-insists

Jaffer, R. (2003a, 20 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #139, 37e Parlement, 2e session. Récupéré le 9 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2003/10/20/rahim-jaffer-3/>

- Jeffrey, B. (2016). *The Liberal Party of Canada : Rebuilding, Resurgence, and Return to Power*. [Chapitre de livre]. Dans A.-G. Gagnon et A. B. Tanguay (dir.), *Canadian Parties In Transition : Recent Trends and New Paths for Research, Fourth Edition* (p. 155-176). Toronto : University of Toronto Press.
- Jennings, M. (2008, 10 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #63, 39e Parlement, 2e session. Récupéré le 2 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2008/3/10/marlene-jennings-5/>
- Juneau, T. (2015, 24 mars). Yes, with conditions, to Iraq mission. *National Post*, A10.
- Kaarbo, J. & Cantir, C. (2013). Role Conflict in Recent Wars: Danish and Dutch Debates over Iraq and Afghanistan. *Cooperation and Conflict*, 48(4), 465-483.
- Kapelos, V. (2014, 26 septembre). U.S. asks Canada for combat aircraft, refueling, surveillance to fight ISIS. Global News. Récupéré le 2 juin 2017 de <http://globalnews.ca/news/1584408/u-s-asks-canada-for-combat-aircraft-refueling-surveillance-to-fight-isis/>
- Karygiannis, J. (2008, 29 mai). Chambre des Communes du Canada, Hansard #101, 39e Parlement, 2e session. Récupéré le 2 avril 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2008/5/29/jim-karygiannis-1/>
- Katzenstein, P. J. (1996). *The Culture of National Security : Norms and Identity in World Politics*. New York : Columbia University Press.
- Keddy, G. (2002, 7 février). Chambre des Communes du Canada, Hansard #141, 37e Parlement, 1re session. Récupéré le 7 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2002/2/7/gerald-keddy-2/>
- Keddy, G. (2003, 28 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #141, 37e Parlement, 1re session. Récupéré le 7 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2003/3/28/gerald-keddy-1/>
- Kennedy, M. (2015a, 13 février). Katie Telford : « Hard-working, tough, honest and wicked smart ». *Ottawa Citizen*. Récupéré le 7 avril 2017 de <http://ottawacitizen.com/news/politics/katie-telford-hard-working-tough-honest-and-wicked-smart>

Kennedy, M. (2015b, 31 mars). Parliament votes 149-129 to widen Canada's mission against ISIS to Syria and extend it for a year. *National Post*. Récupéré le 7 avril 2016 de <http://news.nationalpost.com/news/canada/canadian-politics/parliament-votes-149-129-to-widen-canadas-mission-against-isis-to-syria-and-extend-it-for-a-year>

Kenney, J. (2003, 5 novembre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #151, 37e Parlement, 2e session. Récupéré le 10 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2003/11/5/jason-kenney-3/>

Kenney, J. (2015, 26 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #190, 41e Parlement, 2e session. Récupéré le 10 janvier 2017 de

<https://openparliament.ca/debates/2015/3/26/jason-kenney-4/>

Kertzer, J. D., Powers, K. E., Rathbun, B. C. et Iyer, R. (2014). Moral support : How moral values shape foreign policy attitudes. *The Journal of Politics*. 76(3), 825-840

Klassen, J. (2013). Introduction : Empire, Afghanistan, and Canadian Foreign Policy. [Chapitre de livre]. Dans J. Klassen et G. Albo (dir.), *Empire's Ally : Canada and the War in Afghanistan* (p. 3-42). Buffalo et London : University of Toronto Press.

Koch, M. T. et Sullivan, P. (2010). Should I Stay or Should I Go Now ? Partisanship, Approval, and the Duration of Major Power Democratic Military Interventions. *The Journal of Politics*, 72(3), 616-629.

Kreps, S. E. (2010). Elite Consensus as a Determinant of Alliance Cohesion : Why Public Opinion Hardly Matters for NATO-led Operations in Afghanistan. *Foreign Policy Analysis*, 6(3), 191-215.

Kreps, S. E. (2011). *Coalitions of convenience*. Oxford : Oxford University Press.

Krotz, U. (2002). National Role Conceptions and Foreign Policies : France and Germany Compared. [Document de travail]. CES Germany & Europe, no. 02.4.

Kuperman, A. J. (2015). Obama's Libya Debacle. How a Well-Meaning Intervention Ended in Failure. *Foreign Affairs*, 94(2), 66-77.

- Lagassé, P., Massie, J. et Roussel, S. (2014). Le néoconservatisme en politiques étrangère et de défense canadiennes. [Chapitre de livre]. Dans J. Castro-Rea et F. Boily (dir.), *Le fédéralisme selon Harper* (p. 49-84). Québec : Les Presses de l'Université Laval. [Livre électronique].
- Lagassé, P., Massie, J. et Roussel, S. (2017). *Constrained Neoconservatism: The Harper Government and Canadian Defence Affairs, 2006-2015*. [Manuscrit non publié].
- Lang, E. (2015, 25 septembre). Harper's foreign policy: all war, no diplomacy. *Toronto Star*. Récupéré le 7 janvier 2017 de <https://www.thestar.com/opinion/commentary/2015/09/25/harpers-foreign-policy-all-war-no-diplomacy.html>
- Lantis, J. (2002). The Moral Imperative of Force : The Evolution of German Strategic Culture in Kosovo. *Comparative Strategy*, 21(1), 21-46.
- Leuprecht, C. et Sokolsky, J. J. (2014). Defence Policy «Walmart Style»: Canadian Lessons in «not-so-grand» Grand Strategy. *Armed Forces & Society*, 41(3), 541-562.
- Lichfield, J. (2014, 14 septembre). Islamic State : Countries meet in Paris to discuss anti-Isis global strategy. *The Independent*. Récupéré le 31 janvier 2017 de <http://www.independent.co.uk/news/world/europe/islamic-state-countries-meet-in-paris-to-discuss-anti-isis-global-strategy-9732540.html>
- Logan, N. (2015, 23 mars). Majority of Canadians favour extending anti-ISIS mission : poll. Global News, Global News/Ipsos Reid poll. Récupéré le 30 janvier 2017 de <http://globalnews.ca/news/1897768/majority-of-canadians-favour-extending-anti-isis-mission-poll/>
- Lunn, G. (2002, 14 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #156, 37e Parlement, 1re session. Récupéré le 7 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2002/3/14/gary-lunn-2/>
- Lunn, G. (2003, 29 mai). Chambre des Communes du Canada, Hansard #108, 37e Parlement, 2e session. Récupéré le 11 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2003/5/29/gary-lunn-6/>

- MacCharles T. et Champion-Smith, B. (2014, 26 septembre). Harper offered to help Pentagon, officials say. *Toronto Star*, A4.
- MacKay, J. (2002, 2 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #3, 37e Parlement, 2e session. Récupéré le 12 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2002/10/2/peter-mackay-5/>
- MacKay, J. (2006, 10 avril). Chambre des Communes du Canada, Hansard #6, 39e Parlement, 1re session. Récupéré le 12 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2006/4/10/john-mckay-3/>
- Maclean's. (2015, 28 septembre). Tale of the tape : transcript of the munk debate on the refugee crisis. *Maclean's*. Récupéré le 15 octobre 2016 de <http://www.macleans.ca/politics/ottawa/tale-of-the-tape-transcript-of-the-munk-debate-on-the-refugee-crisis/>
- Maoz, Z. et Russett, B. M. (1992). Alliance, Contiguity and Wealth and Political Stability : Is the Lack of Conflict Between Democracies a Statistical Artifact ?. *International Interactions*, 17(3), 245-68.
- Mark, I. (2002, 2 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #3, 37e Parlement, 2e session. Récupéré le 12 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2002/10/2/inky-mark-1/>
- Marquis, M. (2014, 1er octobre). Harper écarte le déploiement « à grande échelle ». *Le Devoir*. Récupéré le 28 juillet 2017 de [http://www.ledevoir.com/politique/canada/419931/mission-en-irak-harper-ecarte-le-deploiement-a-grande-echelle-de-troupes-au-sol?utm_source%3Dfeedburner%26utm_medium%3Dfeed%26utm_campaign%3DFeed%253A%2Bfluxdudevoir%2B\(Le%2Bfil%2Bde%2Bpresse%2Bdu%2BDevoir\)](http://www.ledevoir.com/politique/canada/419931/mission-en-irak-harper-ecarte-le-deploiement-a-grande-echelle-de-troupes-au-sol?utm_source%3Dfeedburner%26utm_medium%3Dfeed%26utm_campaign%3DFeed%253A%2Bfluxdudevoir%2B(Le%2Bfil%2Bde%2Bpresse%2Bdu%2BDevoir))
- Martin, K. (2006, 10 avril). Chambre des Communes du Canada, Hansard #6, 39e Parlement, 1re session. Récupéré le 3 avril 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2006/4/10/keith-martin-2/>
- Mas, S. (2014a, 12 août). Stephen Harper offers 'additional help' on Iraq in call with Obama Harper supports Obama's decision to authorize airstrikes in Iraq. CBC News. Récupéré le 1er juin 2017 de www.cbc.ca/news/politics/stephen-harper-offers-additional-help-on-iraq-in-call-with-obama-1.2734431

- Mas, S. (2014b, 24 septembre). Stephen Harper considers U.S. request for further military help in ISIS fight. CBC News. Récupéré le 10 décembre 2015 de <http://www.cbc.ca/news/politics/stephen-harper-considers-u-s-request-for-further-military-help-in-isis-fight-1.2776585>
- Mas, S. (2015, 17 novembre). Canada promises France a 'robust' contribution in anti-ISIS coalition. CBC News. Récupéré le 2 avril 2017 de www.cbc.ca/m/touch/politics/story/1.3322859
- Massie, J. (2009). Making Sense of Canada's «Irrational» International Security Policy: A Tale of Three Strategic Cultures. *International Journal*, 64(3), 625-35.
- Massie, J. (2013). Canada's war for prestige in Afghanistan : A realist paradox ?. *International Journal*, 68(2), 274-288.
- Massie, J. (2015). Elite consensus and ineffective strategic narratives : the domestic politics behind Canada's commitment to Afghanistan. [Chapitre de livre]. Dans B. De Graaf, G. Dimitriu et J. Ringsmose (dir.), *Strategic Narratives, Public Opinion and War : Winning Domestic Support for the Afghan War* (p. 98-117). Routledge.
- Massie, J. (2016a). Public Constestation and Policy Resistance : Canada's Oversized Military Commitment to Afghanistan. *Foreign Policy Analysis*, 12(1), 47-65.
- Massie, J. (2016b). Why Democratic Allies Defect Prematurely : Canadian an Dutch Unilateral Pullouts from the War in Afghanistan. *Democracy and Security*, 12(2), 85-113.
- Massie, J. et Bloomfield, A. (2016, 23-28 juillet). Democratic Allies' Followership Patters: A Constructivist Explanation of Military Support to U.S.-led Coalition Operations. Article présenté au 24e congrès mondial de science politique de l'International Political Science Association, Pznan, Pologne.
- Massie, J. et Roussel, S. (2013). The Twilight of Internationalism? Neocontinentalism as an Emerging Dominant Idea in Canadian Foreign Policy. [Chapitre de livre]. Dans H. A. Smith et C. T. Sjolander (dir.), *Canada in the World : Internationalism in Canadian Foreign Policy* (p. 36-52). Don Mills, Ontario : Oxford University Press Canada.

- Massie, J. et von Hlatky, S. (2017). From Reluctant Warrior to Warmonger? Canada and the Decision to Use Force in Iraq (and Syria). *American Review of Canadian Studies* [Manuscrit accepté].
- McCallum, J. (2014, 7 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #124, 41e Parlement, 2e session. Récupéré le 2 avril 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2014/10/7/john-mccallum-3/>
- McMahon, S. (2015). Hegemony in the Local Order and Accumulation in the Global : Canada and Libya. [Chapitre de livre]. Dans D. Bratt et C. J. Kukucha (dir.), *Readings in Canadian Foreign Policy : Classic Debates and New Ideas* (3e ed., p. 122-135). Don Mills, Ontario : Oxford University Press.
- McMenemy, J., Redekop, J. et Winn, C. (1976). Party Structures and Decision-Making. [Chapitre de livre]. Dans Cé Winn et J. McMenemy (dir.), *Political Parties in Canada* (p. 167-190). McGraw-Hill Ryerson Limited.
- Mello, P. A. (2014). *Democratic Participation in Armed Conflict: Military Involvement in Kosovo, Afghanistan, and Iraq*. Palgrave Macmillan.
- Merolla, J. L., Stephenson, L. B. et Zechmeister, E. J. (2008). Can Canadians Take a Hint? The (In)Effectiveness of Party Labels as Information Shortcuts in Canada. *Canadian Journal of Political Science*, 41(3), 678-679.
- Meyer, C. O. (2005). Convergence Towards a European Strategic Culture: A Constructivist Framework for Explaining Changing Norms. *European Journal of International Relations*, 11(4), 523-549.
- Ministère de la Défense nationale du Canada. (2009). *Doctrine militaire canadienne*.
- Ministère de la Défense nationale du Canada et Forces armées canadiennes. (2017). *Operation Impact – Mission Timeline*. Ministère de la Défense nationale du Canada et Forces armées canadiennes. Récupéré le 3 mai 2017 de <http://www.forces.gc.ca/en/operations-abroad-current/op-impact.page>
- Montopoli, B. (2010, 2 août). Iraq Withdrawal : What are Non-Combat Troops ?. CBS News. Récupéré le 2 mars 2017 de www.cbsnews.com/news/iraq-withdrawal-what-are-non-combat-troops/

- Moravcsik, A. (1997). Taking Preferences Seriously : A Liberal Theory of International Politics. *International Organization*, 51(4), 513-553.
- Morin, D. et Roussel, S. (2014). Autopsie de la politique étrangère de Stephen Harper : un examen préliminaire. *Canadian Foreign Policy Journal*, 20(1), 1-8.
- Müller, H. (2011). Habermas meets role theory : Communicative action as role playing ?. [Chapitre de livre]. Dans S. Harnish, C. Frank & H. W. Maull (dir.), *Role Theory in International Relations. Approaches and analyses* (p. 89-111). Routledge. [Livre électronique].
- Munton, D. et Keating, T. (2001). Internationalism and the Canadian Public. *Canadian Journal of Political Science*, 34(3), 517-549.
- Murray, J. (2014a, 16 septembre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #110, 41e Parlement, 2e session. Récupéré le 2 avril 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2014/9/16/joyce-murray-2/>
- Murray, J. (2014b, 6 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #123, 41e Parlement, 2e session. Récupéré le 2 avril 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2014/10/6/joyce-murray-1/>
- Nabers, D. (2011). Identity and role change in international politics. [Chapitre de livre]. Dans S. Harnish, C. Frank & H. W. Maull (dir.), *Role Theory in International Relations. Approaches and analyses* (p. 74-92). Routledge.
- Nicholson, B. (2014, 15 septembre). PM sends 600 to take on jihadis. *The Australian*, 1.
- Noël, A., Thérien, J.-P. et Dallaire, S. (2004). Divided over Internationalism : The Canadian Public and Development Assistance. *Canadian Public Policy*, 30(1), 29-46.
- Nossal, K. R. (1998-1999). Pinchpenny Diplomacy : The Decline of Good International Citizenship in Canadian Foreign Policy. *International Journal*, 54(1), 88-105
- Nossal, K. R. (2013). The Liberal Past in the Conservative Present : Internationalism in the Harper Era. [Chapitre de livre]. Dans H. A. Smith et C. T. Sjolander (dir.), *Canada in the World : Internationalism in Canadian Foreign Policy* (p. 21-35). Don Mills, Ontario : Oxford University Press Canada.

- Nossal, K. R., Roussel, S. et Paquin, S. (2007). *Politique internationale et défense au Canada et au Québec*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Obama, B. (2014, 7 août). *Statement by the President*. [Communiqué]. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/08/07/statement-president>
- O'Connor, B. et Vucetic, S. (2010). Another Mars-Venus divide ? Why Australia said « yes » and Canada said « non » to involvement in the 2003 Iraq War. *Australian Journal of International Affairs* 64(5), 526-548.
- Oros, A. L. (2015). International and domestic challenges to Japan's postwar security identity : « norm constructivism » and Japan's new « proactive pacifism ». *The Pacific Review*, 28(1), 139-160.
- Pallister, B. (2001, 15 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #94, 37e Parlement, 1re session. Récupéré le 5 janvier de <https://openparliament.ca/debates/2001/10/15/brian-william-pallister-1/>
- Paris, R. (2014). Are Canadians still liberal internationalists? Foreign policy and public opinion in the Harper era. *International Journal*, 69(3), 274-307.
- Parti libéral du Canada. (2015, 18 février). Lunch with Liberal Andrew Leslie : « Just going overseas and bombing does not work ». [Message sur Facebook]. Récupéré le 2 avril 2017.
- Patry, B. (2008, 8 avril). Chambre des Communes du Canada, Hansard #74, 39e Parlement, 2e session. Récupéré le 2 février 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2008/4/8/bernard-patry-3/>
- Payton, L. (2015, 18 mars). Iraq mission extension, expansion motion to go to House next week. CBC News. Récupéré le 2 avril 2017 de www.cbc.ca/m/touch/politics/story/1.2999936
- Pellerin, C. (2016, 20 janvier). *Carter Meets With Le Drian, Other Anti-ISIL Partners in Paris*. [Communiqué]. U.S. Department of Defense. Récupéré le 2 avril 2017 de www.defense.gov/News-Article-View/Article/643714/carter-meets-with-le-drian-other-anti-isil-partners-in-paris

- Pilster, U., Böhmelt, T. et Tago, A. (2015). Political Leadership Changes and the Withdrawal from Military Coalition Operations, 1946–2001. *International Studies Perspectives*, 16(4), 463-483.
- Postmedia News. (2016, 26 août). « He wants to build something new » : Harper lines up post-politics career putting his expertise, network to use. *National Post*. Récupéré le 1er mai 2017 de <http://nationalpost.com/news/politics/stephen-harper-to-resign-from-politics-to-launch-calgary-based-consulting-firm/wcm/2bb186dc-9d2a-48f4-8a37-8a7e6786e2d8>
- Pugliese, D. (2015), 10 mars). Canada mulls more troops for Iraq. *Ottawa Citizen*, A1.
- Pugliese, D. (2016a, 16 novembre). Canadian special forces involved in many armed clashes with ISIL fighters recently, commander says. *Ottawa Citizen*. Récupéré le 3 février 2017 de [http://news.nationalpost.com/news/canada/canadian-special-forces-involved-in-many-armed-clashes-with-isil-fighters-in-recent-weeks-commander-says?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+NP_Top_Stories+\(National+Post+-+Top+Stories\)](http://news.nationalpost.com/news/canada/canadian-special-forces-involved-in-many-armed-clashes-with-isil-fighters-in-recent-weeks-commander-says?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+NP_Top_Stories+(National+Post+-+Top+Stories))
- Pugliese, D. (2016b, 8 février). Liberals reverse course : What was a combat mission is now not a combat mission. *National Post*. Récupéré le 2 janvier 2017 de <http://news.nationalpost.com/news/canada/liberals-reverse-course-what-was-a-combat-mission-is-now-not-a-combat-mission>
- Rae, B. (2009, 5 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #90, 40e Parlement, 2e session. Récupéré le 2 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2009/10/5/bob-rae-5/>
- Rae, B. (2010, 25 novembre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #104, 40e Parlement, 3e session. Récupéré le 3 avril 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2010/11/25/bob-rae-1/only/>
- Raj, A. (2013, 19 mai). Ray Novak Replacing Nigel Wright As Stephen Harper's Chief of Staff May Indicate Further Changes. *Huffington Post*. Récupéré le 1er mai 2017 de http://www.huffingtonpost.ca/2013/05/19/ray-novak-nigel-wright_n_3303407.html
- Ratansi, Y. (2007, 26 avril). Chambre des Communes du Canada, Hansard #141, 39e Parlement, 1re session. Récupéré le 2 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2007/4/26/yasmin-ratansi-1/>

- Ratansi, Y. (2008, 13 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #66, 39e Parlement, 2e session. Récupéré le 2 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2008/3/13/yasmin-ratansi-1/>
- Rathbun, B. C. (2004). *Partisan Interventions : European Party Politics and Peace Enforcement in the Balkans*. Ithaca : Cornell University Press.
- Rathbun, B. C. (2007). Hierarchy and Community at Home and Abroad : Evidence of a Common Structure of Domestic and Foreign Policy Beliefs in American Elites. *Journal of Conflict Resolution*, 51(3), 379-407.
- Rathbun, B. C. (2008). Does one right make a realist ? Conservatism, neoconservatism, and isolationism in the foreign policy ideology of American elites. *Political Science Quarterly*, 123(2), 271-299.
- Rathbun, B. C. (2011 a). The « Magnificent Fraud » : Trust, International Cooperation, and the Hidden Domestic Politics of American Multilateralism after World War II. *International Studies Quarterly*, 55(1), 1-21.
- Rathbun, B. C. (2011 b). *Trust in international cooperation : International security institutions, domestic politics and American multilateralism*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Rathgeber, B. (2016, 10 février). On the ISIS mission, both Liberals and Tories are twisting the facts. iPolitics. Récupéré le 28 juin 2017 de <http://ipolitics.ca/2016/02/10/on-the-isis-mission-both-liberals-and-tories-are-twisting-the-facts/>
- Reiter, D. et Stam, A. C. (2002). *Democracies at War*. Princeton : Princeton University Press.
- Rempel, R. (2003, 21 juillet). Canada is still small potatoes. *The Globe and Mail*. Récupéré le 20 juillet 2017 de <https://beta.theglobeandmail.com/opinion/canada-is-still-small-potatoes/article751855/?ref=http://www.theglobeandmail.com&>
- Rempel, R. (2006, 30 mars). Foreign Policy. *The Globe and Mail*. Récupéré le 20 juillet 2017 de <https://beta.theglobeandmail.com/news/national/foreign-policy/article20409887/?ref=http://www.theglobeandmail.com&>

- Rempel, R. (2010). Travel and Hospitality Expenses Reports. Gouvernement du Canada. Récupéré le 2 mai 2017 de http://pco-bcp.gc.ca/di/expense_list.asp?cat=6&clientDeptID=909&dept=34&year=2010&lang=eng
- Rempel, R. (2012). Travel and Hospitality Expenses Reports. Gouvernement du Canada. Récupéré le 2 mai 2017 de http://pco-bcp.gc.ca/di/expense_list.asp?cat=6&clientDeptID=909&dept=34&year=2012&lang=eng
- Rempel, R. (2013). Travel and Hospitality Expenses Reports. Gouvernement du Canada. Récupéré le 2 mai 2017 de http://pco-bcp.gc.ca/di/expense_list.asp?cat=6&clientDeptID=909&dept=34&year=2013&lang=eng
- Rennie, S. (2014, 22 août). Harper draws parallels between Taliban and Islamist militants in Iraq, Syria. *The Globe and Mail*. Récupéré le 2 juin 2017 de <https://www.theglobeandmail.com/news/politics/harper-draws-parallels-between-taliban-and-islamist-militants-in-iraq-syria/article20158700/>
- Reuters. (2014, 8 août). Barack Obama autorise des « frappes aériennes ciblées » en Irak. *Le Monde*. Récupéré le 20 juin 2017 de http://www.lemonde.fr/proche-orient/video/2014/08/08/barack-obama-autorise-des-frappes-aeriennes-ciblees-en-irak_4469123_3218.html
- Reynolds, J. (2003a, 27 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #79, 37e Parlement, 2e session. Récupéré le 11 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2003/3/27/john-reynolds-3/>
- Reynolds, J. (2003b, 27 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #79, 37e Parlement, 2e session. Récupéré le 11 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2003/3/27/john-reynolds-2/>
- Ringsmose, J. et Borgesen, B. K. (2011). Shaping public attitude towards the deployment of military power : NATO, Afghanistan and the use of strategic narratives. *European Security*, 20(4), 505-528.

- Risse-Kappen, T. (1995). Democratic Peace — Warlike Democracies ? A Social Constructivist Interpretation of the Liberal Argument. *European Journal of International Relations*, 1(4), 491-517.
- Rummel, R. J. (1995). Democracies ARE Less Warlike Than Other Regimes. *European Journal of International Relations*, 1(4), 457-479.
- Saideman, S. M. (2016). The ambivalent coalition : doing the least one can do against the Islamic state. *Contemporary Security Policy*, 37(2), 289-305.
- Saideman, S. M. et Auerswald, D. P. (2012). Comparing Caveats : Understanding the Sources of National Restrictions upon NATO's Mission in Afghanistan. *International Studies Quarterly*, 56(1), 67-84.
- Schreier, M. (2013). Qualitative Content Analysis. [Chapitre de livre]. Dans U. Flick (édit.), *The SAGE Handbook of Qualitative Data Analysis* (p. 170-183). Londres : SAGE Publications Ltd.
- Schörning, N. (2013). « O' ally, stand by me » : Australia's ongoing balancing act between geography and history. [Chapitre de livre]. Dans A. Geis, H. Müller et N. Schörning (dir.), *The Militant Face of Democracy : Liberal Force for Good* (p. 144-179). Cambridge : Cambridge University Press. [Livre électronique].
- Schörning, N., Müller, H. et Geis, A. (2013). The empirical study of « democratic wars » : methodology and methods. [Chapitre de livre]. Dans A. Geis, H. Müller et N. Schörning (dir.), *The Militant Face of Democracy : Liberal Force for Good* (p. 47-70). Cambridge : Cambridge University Press. [Livre électronique].
- Sibley, R. (2015, 18 août). Spotlight on Ray Novak, PMO chief who lived above Harper's garage. *Ottawa Citizen*. Récupéré le 1er mai 2017 de <http://ottawacitizen.com/news/politics/spotlight-on-ray-novak-pmo-chief-who-lived-above-harpers-garage>
- Siddiqui, H. (2015, 27 septembre). The high cost of Stephen Harper's foreign policy. *Toronto Star*. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://www.thestar.com/opinion/commentary/2015/09/27/the-high-cost-of-stephen-harpers-foreign-policy-siddiqui.html>

- Silva, M. (2008, 26 février). Chambre des communes du Canada, Hansard #54, 39e Parlement, 2e session. Récupéré le 2 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2008/2/26/mario-silva-1/>
- Siraud, M. (2015, 2 décembre). L'Allemagne s'engage dans la coalition internationale. *Le Figaro*. Récupéré le 12 juin 2017 de <http://www.lefigaro.fr/international/2015/12/02/01003-20151202ARTFIG00268-1-allemande-s-engage-dans-la-coalition-internationale.php>
- Sjolander, C. T. (2009). A funny thing happened on the road to Kandahar : The Competing faces of Canadian internationalism. *Canadian Foreign Policy*, 15(2), 78-98.
- Sohnius, S. (2013). The United States : the American way of leading the world into democratic wars. [Chapitre de livre]. Dans A. Geis, H. Müller et N. Schörnig (dir.), *The Militant Face of Democracy : Liberal Force for Good* (p. 71-108). Cambridge : Cambridge University Press. [Livre électronique].
- Solberg, M. (2001, 18 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #97, 37e Parlement, 1re session. Récupéré le 7 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2001/10/18/monte-solberg-1/>
- Stevenson, G. (1976). Foreign Policy. [Chapitre de livre]. Dans C. Winn et J. McMenemy (dir.), *Political Parties in Canada* (p. 250-266). McGraw-Hill Ryerson Limited.
- The Canadian Press. (2015, 17 mars). Five possibilities for Canada's extended mission against jihadists. *Vancouver Sun*, B2.
- Thibault, R. (2008, 13 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #66, 39e Parlement, 2e session. Récupéré le 2 avril 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2008/3/13/robert-thibault-2/only/>
- Thies, C. G. (2012). International Socialization Processes vs. Israeli National Role Conceptions : Can Role Theory Integrate IR Theory and Foreign Policy Analysis ? *Foreign Policy Analysis*, 8(1), 25-46.
- Thies, C. G. (2016). Role theory and foreign policy analysis in Latin America. *Foreign Policy Analysis*, DOI: <https://doi.org/10.1111/fpa.12072>

- Thies, C. G. et Breuning, M. (2012). Integrating foreign policy analysis and international relations through role theory. *Foreign Policy Analysis*, 8(1), 1-4.
- Trudeau, J. (2009a, 11 juin). Chambre des Communes du Canada, Hansard #73, 40e Parlement, 2e session. Récupéré le 2 avril 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2009/6/11/justin-trudeau-1/>
- Trudeau, J. (2009b, 1er octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #88, 40e Parlement, 2e session. Récupéré le 2 avril 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2009/10/1/justin-trudeau-1/>
- Trudeau, J. (2009c, 24 novembre). Comité parlementaire sur l'Environnement et le Développement durable, gouvernement du Canada, rencontre #39, 40e Parlement, 2e session. Récupéré le 2 avril 2017 de <https://openparliament.ca/committees/environment/40-2/39/justin-trudeau-1/>
- Trudeau, J. (2010a, 28 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #89, 40e Parlement, 3e session. Récupéré le 2 avril 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2010/10/28/justin-trudeau-1/>
- Trudeau, J. (2010b, 19 avril). Chambre des Communes du Canada, Hansard #28, 40e Parlement, 3e session. Récupéré le 2 avril 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2010/4/19/justin-trudeau-2/>
- Trudeau, J. (2010c, 13 décembre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #116, 40e Parlement, 3e session. Récupéré le 2 avril 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2010/12/13/justin-trudeau-3/>
- Trudeau, J. (2013, 30 octobre). *Liberal Party of Canada leader Justin Trudeau's speech to the Calgary Petroleum Club*. Parti libéral du Canada. Récupéré le 2 mai 2017 de <https://www.liberal.ca/liberal-party-canada-leader-justin-trudeaus-speech-calgary-petroleum-club/>
- Trudeau, J. (2014a, 1er octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #119, 41e Parlement, 2e session. Récupéré le 2 avril 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2014/9/30/justin-trudeau-2/>

- Trudeau, J. (2014b, 2 octobre). *Quel Canada souhaitez-vous en 2020? Les enjeux qui définiront l'avenir du Canada, Address at the Canada 2020 Conference*. [Discours] CPAC. Récupéré le 2 octobre 2016 de www.cpac.ca/en/digital-archives/?search=Trudeau%2C+Canada+2020
- Trudeau, J. (2015a, 30 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #192, 41e Parlement, 2e session. Récupéré le 2 février 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2015/3/30/justin-trudeau-1/>
- Trudeau, J. (2016, 8 février). *News Conference - Canada's ISIS Mission*. [Vidéo]. CPAC. Récupéré le 3 avril 2017 de <http://www.cpac.ca/en/programs/headline-politics/episodes/90006749>
- U.S. Department of Defence (2016, 8 février). *Carter Appreciates Canada's Counter-ISIL Efforts, Press Secretary Says*. [Communiqué] U.S. Department of Defense. Récupéré le 2 janvier 2017 de www.defense.gov/News-Article-View/Article/652321/carter-appreciates-canadas-counter-isil-efforts-press-secretary-says
- U.S. Department of State (2014, 5 septembre). *Joint Statement by Secretary Kerry and Secretary Hagel on the ISIL Meeting*. [Discours]. Washington. Récupéré le 1e octobre 2016 de www.state.gov/r/pa/prs/ps/2014/09/231291.htm
- Vance, J. (2016a, 8 février). *News Conference – Briefing on ISIL mission. Chief of Defence Staff Gen. Jonathan Vance and government officials brief the media on upcoming changes to Canada's mission against the Islamic State*. [Vidéo]. CPAC. Récupéré le 2 mai 2017 de <http://www.cpac.ca/en/programs/headline-politics/episodes/90006750>
- Vance, J. (2016b, 19 février). *Podium, Gen. Jonathan Vance – 2016 Ottawa Conference on Security and Defence*. [Vidéo]. CPAC. Récupéré le 2 mars 2016 de www.cpac.ca/en/programs/podium/episodes/90006795/
- Vaughan, A. (2014, 7 octobre). Chambre des Communes du Canada, Hansard #124, 41e Parlement, 2e session. Récupéré le 2 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2014/10/7/adam-vaughan-4/>
- Voltmer, K. (2006). *Mass media and political communication in new democracies*. New York, New York: Routledge, Psychology Press.

- von Hlatky, S. (2013). *The Great Asymmetry: American Allies in Times of War*. Oxford: Oxford University Press.
- Vucetic, S. (2006). Why did Canada sit out of the Iraq war? One constructivist analysis. *Canadian Foreign Policy Journal*, 13(1), 133-153.
- Vucetic, S. (2010). Bound to follow? The Anglosphere and US-led coalitions of the willing, 1950-2001. *European Journal of International Relations*, 17(1), 27-49.
- Wayne, E. (2003, 27 mars). Chambre des Communes du Canada, Hansard #79, 37e Parlement, 2e session. Récupéré le 11 janvier 2017 de <https://openparliament.ca/debates/2003/3/27/elsie-wayne-1/>
- Wells, P. (2015, 17 novembre). Why France's ambassador can live with Trudeau's plans. *Maclean's*. Récupéré le 2 mars 2017 de www.macleans.ca/news/world/why-frances-ambassador-to-canada-can-live-with-trudeaus-plans/
- Wendt, A. (1999). *Social Theory of International Politics*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Weston, G. (2011, 15 mai). Canada offered to aid Iraq invasion: Wikileaks. CBC News. Récupéré le 15 février de www.cbc.ca/news/politics/weston-canada-offered-to-aid-iraq-invasion-wikileaks-1.1062501
- Wherry, A. (2010, 20 juillet). Who knows what Harper is thinking? Ray Novak. *Maclean's*. Récupéré le 2 mai 2017 de <http://www.macleans.ca/news/canada/who-knows-what-harper-is-really-thinking-ray-novak/>
- Winn, C. et McMenemy, J. (1976). *Political Parties in Canada*. McGraw-Hill Ryerson Limited.
- Wiseman, N. (2016). Ideological Competition in the Canadian Party System. [Chapitre de livre]. Dans A.-G. Gagnon et A. B. Tanguay (dir.), *Canadian Parties In Transition : Recent Trends and New Paths for Research*, (4e édition, p. 133-154). Toronto: University of Toronto Press.
- Wittkopt, E. R. (1994). Faces of Internationalism in a Transitional Environment. *Journal of Conflict Resolution*, 38(3), 376-401.

Wunderlich, C. (2013) Moving beyond neutrality: Sweden's changing attitude towards the military use of force. [Chapitre de livre]. Dans A. Geis, H. Müller et N. Schörnig (dir.), *The Militant Face of Democracy: Liberal Force for Good* (p. 289-322). Cambridge: Cambridge University Press. [Livre électronique].

Zakaria, F. (1997). The Rise of Illiberal Democracy. *Foreign Affairs*, 76(6), 22-43.

Zakaria, F. (2007). *The Future of Freedom: Illiberal Democracy at Home and Abroad* (Édition révisée). New York, NY: W. W. Norton.

Zunes, S. (2013). Lessons and False Lessons From Libya. *Peace Review*, 25(4), 590-595.